



HAL
open science

État des lieux : la Chine au sein du système onusien en 2020

Agathe Roy

► **To cite this version:**

Agathe Roy. État des lieux : la Chine au sein du système onusien en 2020. Science politique. 2020.
dumas-03024585

HAL Id: dumas-03024585

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03024585v1>

Submitted on 18 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport et mémoire de stage de fin d'études

Agathe ROY

Année universitaire 2019-2020

Master 2 – Asie orientale contemporaine, parcours entreprise



Remerciements

J'offre en premier lieu mes sincères remerciements à ma responsable pédagogique, madame Béatrice Jaluzot, pour son soutien dans mon projet professionnel mais aussi pour la confiance qu'elle m'a accordée, au début de l'épidémie de coronavirus en Chine, afin de me laisser continuer ce dernier. A ce titre, je souhaite également remercier la direction de l'ENS et la direction de la mobilité, notamment monsieur Philippe Maurin, pour avoir porté une attention particulière à ma situation en Chine. Je dédie également mes remerciements à madame Chenhua Marilier, qui a porté un intérêt particulier au suivi de mon stage en Chine.

Je suis reconnaissante de l'accueil qui m'a été réservé au sein de l'ambassade de France en Chine, particulièrement par mes collègues de la chancellerie. Je remercie tout particulièrement Thierry Berthelot qui a supervisé mon stage et m'a initié à un métier qui force le respect et qui me passionne.

Mes derniers remerciements vont à ma famille et mes proches qui m'ont toujours soutenu dans mes projets, mes études et durant mes séjours à l'étranger.

Table des matières

Remerciements	2
Mémoire de stage	4
Introduction	5
I. La Chine à l'ONU : d'une position de retrait à la réforme du système de gouvernance mondiale	9
A) L'histoire de la Chine à l'ONU	9
B) L'incontournable de l'action chinoise à l'ONU : la promotion du principe de souveraineté nationale	14
C) La Chine s'affirme dans la réforme	17
II. Les moyens de l'influence chinoise	20
A) Une position politique forte à l'ONU	20
B) La Chine investit l'ONU	26
C) Le capital social chinois à l'ONU	32
III. La Chine pèse de tout son poids pour orienter l'action des Nations unies en son sens	38
A) A l'ONU, la Chine éloigne la question des droits de l'homme... ..	38
B) ... et attire l'attention des agences onusiennes sur les BRI	44
C) L'effet perturbateur de la Chine à l'OMS dans le contexte de l'épidémie de covid-19	49
Conclusion	54
Annexes	57
Annexe 1 : Organigramme officiel des Nations-Unies	57
Annexe 2 : Evolution du nombre de pays reconnaissant la République de Chine et la république populaire de Chine	58
Annexe 3 : Carte des pays qui reconnaissent la république populaire de Chine et la république de Chine	59
Annexe 4 : Utilisation du droit de veto aux Nations-Unis depuis 1946	59
Annexe 5 : Utilisation du droit de veto 1971-2019.....	60
Annexe 6 : Concordance des votes pour les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU entre la Chine et la Russie depuis 1971	60
Annexe 7 : Concordance des votes pour les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU entre la Chine et les Etats-Unis depuis 1971	61
Annexe 8 : concordance des votes avec les Etats-Unis par pays au sein du conseil de sécurité de l'ONU et l'Assemblée générale en 2018	61
Annexe 9 : Présence de la Chine au sein des équipes dirigeants des organisations de l'ONU	62
Annexe 10 : Première page du journal Libération du 25 juillet 2020, intitulée « Ouïghour, génocide en cours »	63
Annexe 11 : liste des organisations onusiennes avec qui la Chine a signé des documents de « coopération » dans le cadre des BRI.....	63
Annexe 12 : Chronologie des actions de la Chine dans la lutte contre le Covid-19, chronologie officielle établie par le gouvernement et relayée par les principaux médias chinois.....	65
Sources	66
Articles universitaires	66
Ouvrages	68
Rapports	69
Discours	69
Articles de presse	70
Site internet	73

Mémoire de stage

Etat des lieux : la Chine au sein du système onusien en 2020



Janvier 2017, Xi Jinping devant l'assemblée générale de l'ONU à Genève

Source: *The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms*. Human Rights Watch. 2017.

Introduction

La pandémie de covid-19 et ses bouleversements ont été révélateurs d'évolutions latentes en œuvre depuis plusieurs années dans les relations internationales. Parmi ces révélations, l'investissement croissant de la Chine au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU) ou son « emprise »¹ sur certaines de ses agences, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont fait la une de plusieurs médias occidentaux aux titres alarmistes. « Comment la Chine a pris le pouvoir à l'ONU ? »², titre *Le Point* le 11 avril, suivi par *Le Figaro* une semaine plus tard « l'OMS vendue à la Chine ? », ou encore « Comment la Chine refait l'ONU à son image »³, issu de l'édition du journal *The Diplomat* du 9 avril spécialisé sur les questions géopolitiques en Asie pacifique, ne sont que quelques exemples d'une longue série d'articles publiés dès les mois de mars et d'avril 2020. Au-delà de l'agitation de la presse, c'est une question prise très au sérieux par les autorités américaines. En mai 2019, le centre pour une nouvelle sécurité américaine (CNAS), groupe de réflexion très suivi dans les cercles de décision de Washington, a publié un rapport intitulé « la République populaire des Nations unies »⁴, dans lequel il met en garde les Etats-Unis sur l'influence de la Chine à l'ONU. Ce rapport a été suivi d'une proposition de loi bipartite en septembre dernier⁵, à l'initiative du sénateur républicain Todd Young et du démocrate Jeff Merkley, qui obligerait le directeur du renseignement national à soumettre un rapport au congrès sur l'objectif, la portée et les moyens d'une influence chinoise accrue dans les organisations internationales⁶. Si cette proposition n'a pas été adoptée, elle révèle la préoccupation au plus haut-niveau du rôle joué par la Chine au sein des organisations internationales et plus précisément de l'ONU. Des rapports similaires ont également été publiés par des instituts européens et des ONG.

Il est vrai que depuis que la Chine a rejoint l'ONU, suite à l'adoption de la résolution 2758 par l'Assemblée générale le 25 octobre 1971 à la majorité de 76 voix contre 35 et 17 abstentions⁷, son rôle a considérablement évolué. Abandonnant l'attitude passive qu'elle avait autrefois adoptée lors de ses débuts, son engagement croissant apparaît avant tout logique : la

¹ « World Report 2019: Rights Trends in L'emprise croissante de la Chine sur les institutions internationales », *Human Rights Watch*. 8 janvier 2019.

² AREFI, Armin. « Comment la Chine a pris le pouvoir à l'ONU », *Le Point*. 11 avril 2020.

³ TUNG, Cheng-Chia, Alan H. YANG. « How China Is Remaking the UN In Its Own Image », *The Diplomat*. 9 avril 2020.

⁴ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

⁵ YOUNG, Mr. *IN THE SENATE OF THE UNITED STATES*.

⁶ « Young and Merkley Introduce Bill to Investigate China's Influence in Multilateral Organizations | U.S. Senator Todd Young of Indiana ». 23 septembre 2019.

⁷ FOCSANEANU, Lazar. « La République populaire de Chine à l'ONU, problèmes politiques et de sécurité », *Annuaire Français de Droit International*. 1974, vol.20 n° 1. p. 115-152.

Chine a désormais les moyens financiers et humains de s'investir dans ce système, ses divers programmes, fonds, institutions et d'assumer le rôle de premier plan qui lui incombe en tant que membre permanent du Conseil de sécurité⁸. La Chine est ainsi le deuxième contributeur au budget ordinaire des Nations unies de 2019-2021⁹, avec 334 millions de dollars, soit 12% du budget total, et l'un des principaux contributeurs de plusieurs de ses agences. Elle participe également davantage aux opérations de maintien de la paix (OMP)¹⁰ et quatre agences spécialisées des Nations unies sur quinze¹¹ ont désormais à leur tête des diplomates chinois¹². Cet engagement correspond également à la volonté de la politique étrangère chinoise, qui, comme le reste du pays entre dans « une nouvelle ère ». Thème annoncé par le discours très remarqué de Xi Jinping devant le XIX^e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC) en octobre 2017¹³, l'implication de la Chine à l'ONU ne fait pas exception. Tout est dit dans le document publié par le Ministère des Affaires étrangères chinois détaillant la position de la Chine à l'ONU en dix points à l'occasion de la 74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier : « La Chine porte haut levé le drapeau du multilatéralisme (...) et défend fermement le système international ayant l'ONU en son centre (...). La coopération de la Chine avec l'ONU ne cesse de se renforcer et de s'approfondir, et entre dans une ère nouvelle ». Si la Chine a été plus active au sein des Nations-Unies depuis déjà quinze ans, cette nouvelle ère semble annoncer une étape supplémentaire de son engagement dans le système onusien et laisse entendre la volonté chinoise d'en faire plus. Ses discours de politique étrangère, y compris ceux dédiés à l'ONU, promeuvent le multilatéralisme, le respect mutuel,

⁸ « Ces dernières années (...) la Chine a participé de manière plus active et plus engagée aux affaires internationales, apporté une plus grande contribution à la paix et au développement dans le monde, et assumé davantage de responsabilités, montrant ainsi son sens des responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies (...). » *La Chine et l'Organisation des Nations Unies, Document de position de la Chine pour la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies*. 2019.

⁹ DIRECTION GENERALE DU TRESOR, Service Economique de l'Ambassade de France à New York. *Chiffres clefs des finances de l'ONU*. 2020.

¹⁰ GENEVAZ, Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère*. 9 décembre 2015, Hiver n° 4. p. 131-143.

¹¹ Les quinze agences spécialisées de l'ONU sont : l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale de l'aviation civile (OACI), Fonds internationale de développement agricole (FIDA), Organisation internationale du travail (OIT), Organisation maritime internationale (OMI), Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Union postale universelle (UPU), la Banque Mondiale (BM), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale du tourisme (OMT)

¹² GODEMENT, François. « La Chine aux Nations unies – le cas de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle », *Institut Montaigne*.

¹³ JINPING, Xi. *Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous*. 2017.

la coopération mutuellement bénéfique et le projet phare de sa politique étrangère depuis 2013 : l'initiative des nouvelles routes de la soie (ou en anglais « Belt and Road Initiative » soit BRI 一带一路 yīdài yīlù)¹⁴. Le système onusien, loin d'être incompatible avec ces objectifs, apparaît, au contraire, comme une plateforme idéale afin d'œuvrer en ce sens. Ce qui explique tout l'intérêt que la Chine peut aujourd'hui porter à l'ONU.

Pour comprendre l'enjeu que recouvre l'implication croissante de la Chine à l'ONU, un court rappel apparaît nécessaire. L'ONU est une organisation internationale qui voit le jour le 24 octobre 1945. Sa finalité première est de maintenir la paix et la sécurité dans le monde en fournissant une plateforme de dialogue entre Etats-nations. Elle regroupe aujourd'hui 193 Etats-membres et est de ce fait l'organisation internationale la plus démocratique et représentative de la communauté internationale. Le système des Nations unies comprend, quant à lui, « l'Organisation des Nations unies elle-même, avec ses organes principaux¹⁵ et subsidiaires (programmes, fonds, commissions) et les institutions spécialisées qui lui sont reliées », qui bénéficient d'une plus grande autonomie puisqu'elles disposent de statuts, de personnels, et d'un budget propre. L'organigramme publié par l'ONU, disponible à l'annexe 1, présente son organisation comme un « ensemble complexe mais rationnel »¹⁶, alors qu'il semblerait plutôt que ce système soit apparu au gré des besoins et en réponse aux critiques. Depuis trente ans, on assiste à la prolifération des agences, un empilement des organes, provoquant enchevêtrement des compétences et de nombreuses critiques quant à la cohérence de son action et la duplicité inefficace des moyens¹⁷. Ce qui pousse certains à contester la notion même de « système », à la place de laquelle ils préfèrent parler de « galaxie », comme le souligne Jean-Pierre Maury. Si ces remarques sont justifiées, l'expression de « système onusien » garde toute sa pertinence dans ce travail, puisqu'il s'agit ici d'étudier comment la Chine, en tant qu'acteur au sein de cet ensemble d'institutions, a réussi à s'y engager et à y tirer avantage. Le « système onusien » étant un champ d'étude vaste, ce travail se concentrera avant tout sur les instances politiques de l'ONU (Conseil de sécurité, Assemblée générale, Conseil

¹⁴ Le projet des nouvelles routes de la soie (ou BRI) peut être défini comme un vaste projet de développement et de coopération sur le continent Eurasiatique, faisant de l'Asie centrale une plaque tournante du monde. La Chine a défini deux principaux axes (une route maritime et une route continentale) qui alimentent tout un réseau. Mais ce projet ne se réduit plus aux infrastructures de transports et de communication qu'il promeut, ni au continent eurasiatique, le tracé historique ayant été largement dépassé englobant aujourd'hui 130 pays et organisations internationales venant de tous les continents. C'est donc un projet d'envergure qui soulève des enjeux considérables et qui bénéficie d'appuis financiers de taille (Banque Asiatique d'Investissement pour les infrastructures). Issu de ROY, Agathe. « La Chine face à l'Arctique. Etude du livre blanc, entre discours et réalité ». Juin 2019.

¹⁵ L'ONU compte six organes principaux : le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil de tutelle, le Conseil économique et social, le Secrétariat et la Cour internationale de justice

¹⁶ MAURY, Jean-Pierre. « Le système onusien », *Pouvoirs*. 2004, n° 109 n° 2. p. 27-39.

¹⁷ Ibid.

des droits de l'homme) ainsi que sur ses principales agences thématiques (OMS, OMPI, UNESCO, ONUDI) qui recouvrent les enjeux les plus stratégiques et qui représentent donc la priorité de la politique chinoise. Enfin, de nombreuses études ayant déjà été réalisées sur la Chine au sein du Conseil de sécurité, nous ne nous attarderons pas sur cette instance en particulier. Malgré les critiques adressées à l'ONU, l'organisation recouvre encore de nombreux enjeux et son importance ne doit pas être sous-estimée. En effet l'ONU reste indispensable et joue un rôle central dans le jeu international : à défaut d'éviter les conflits, l'organisation a permis d'en limiter un grand nombre. La plupart des opérations de maintien de la paix ont lieu en Afrique, un continent dans lequel la Chine a beaucoup investi et pour qui maintenir la paix sur le continent correspond à ses intérêts nationaux. L'ONU a également mené un important mouvement de codification du droit international et tout l'enjeu actuel est de le faire respecter, y compris face aux pays les plus influents. Si l'ONU est un champ d'affrontement comme un autre entre grandes puissances, elle reste la seule porte à laquelle frapper pour un grand nombre de pays en développement. Enfin, l'ONU dispose d'un pouvoir symbolique fort et donne une légitimité à tout Etat qui s'y investit.

Cette étude propose d'analyser ces évolutions latentes et de mieux comprendre comment la Chine investit l'ONU et quels sont les effets de cet investissement croissant, en répondant au questionnement suivant : comment la Chine investit-elle l'ONU et son système ? « L'emprise » de la Chine sur l'ONU, comme le rapportent les médias occidentaux, se vérifie-t-elle ou n'est-elle que le fruit de l'imagination d'un occident craintif ? Ce travail s'appuie sur la documentation officielle fournie par l'ONU et les discours du gouvernement chinois, mais aussi de nombreux articles universitaires français, anglophones ou chinois. Enfin, de nombreux rapports de think-tank américains et européens, qu'il a fallu considérer avec discernement car sujet à des biais évidents, ont fourni un apport riche de cette étude.

Pour répondre à ce questionnement, il nous faudra d'abord retracer le parcours de la Chine à l'ONU ces cinquante dernières années et comprendre les intérêts actuels de la Chine pour l'ONU (I). Puis, nous étudieront les moyens politiques, financiers et humains dont dispose la Chine pour agir au sein du système onusien et tenter de l'influencer dans le sens de ses intérêts (II). Enfin, dans une dernière partie nous ferons l'état des lieux concret de « l'influence » chinoise sur le système onusien : la Chine semble à la fois avoir éloigné certains sujets « sensibles » des préoccupations principales de l'ONU tout en attirant nombreuses de ses agences à jouer le jeu des BRI. Enfin, le contexte particulier de la pandémie de covid-19 a révélé l'action « perturbatrice » de la Chine sur l'OMS (III).

I. La Chine à l'ONU : d'une position de retrait à la réforme du système de gouvernance mondiale

Retracer l'histoire de la Chine à l'ONU c'est faire le constat d'un intérêt croissant chinois pour ce système (A), qui apparaît en adéquation avec les concepts fondamentaux de la politique étrangère chinoise et sa stratégie (B), dont l'un des éléments clés est la réforme du système de gouvernance mondiale, à commencer par l'ONU (C).

A) L'histoire de la Chine à l'ONU

Depuis 1971, on distingue trois phases dans l'attitude chinoise au sein de l'ONU qui vont dans le sens d'un engagement croissant. Cette périodisation s'appuie sur plusieurs indicateurs : le comportement des délégations chinoises à l'ONU, l'utilisation du droit de veto chinois au conseil de sécurité, le soutien et la participation à des opérations de maintien de la paix (OMP) et la force d'initiative de la Chine au sein des différentes agences de l'ONU.

La première période (1971-1990) est celle du « profil bas »¹⁸ où la Chine cherche avant tout à faire en sorte d'être unanimement reconnue comme seule Chine, alors que la République de Chine est encore reconnue par 68 pays en 1971¹⁹. Cette attitude réservée se comprend au regard de la situation générale de la Chine en 1971. En effet, replacée dans son contexte, la question de l'appartenance à l'ONU n'est pas la priorité de la Chine. Sur le plan interne, le pays doit rattraper le fiasco de la révolution culturelle, alors que l'année 1971 est marquée par l'agitation de l'affaire Lin Biao. Quant au plan extérieur, le schisme sino-soviétique est à son comble au lendemain de l'écrasement du Printemps de Prague (1968) et la Chine doit se repositionner. Ainsi, « les préoccupations du moment font perdre à la résolution son caractère d'événement majeur. La revendication de l'adhésion, exprimée dans un passé déjà lointain, (...) a naturellement perdu de son relief. Tout se passe comme si le temps et les tensions de la scène intérieure, de même que les refus répétés de l'admission à l'ONU, en avaient émoussé l'intérêt »²⁰ comme l'explique Michel Hammer, docteur à l'Institut des Hautes Etudes internationales de Genève et spécialiste de la politique étrangère de la Chine dans les années

¹⁸ Expression fréquemment empruntée à la célèbre stratégie de Deng Xiaoping des « 24 caractères » (24 字战略) énoncée en 1990, en réaction à l'effondrement du bloc soviétique et l'opposition globale à laquelle la Chine a dû faire face au lendemain des événements de la place Tian An Men. La stratégie est la suivante : « observer calmement, stabiliser sa position, faire face dignement, cacher ses talents, attendre son heure et faire profil bas (ou ne jamais prendre le leadership) » (冷静观察, 稳住阵脚, 沉着应付, 韬光养晦, 善于守拙, 决不当头 Lěngjìng guānchá, wěn zhù zhènjiǎo, chénzhuó yìngfù, tāoguāngyǎnghuì, shànyú shǒu zhuō, jué bù dāngtóu) LANGLOIS. « La stratégie des vingt-quatre caractères (1991) », Blog *Langlois • Histoire et géographie*. 2015.

¹⁹ Voir annexe 2 et 3

²⁰ HAMMER, Michel. « L'entrée de la Chine aux Nations Unies », *Relations internationales*. 2006, n° 127 n° 3. p. 71-77.

1960-1970. De ce fait, la Chine a adopté une position de retrait et d'observateur, n'agissant que lorsque ses intérêts nationaux étaient directement en jeu. Les propos de Zhou Enlai, avant le départ de la première délégation chinoise à l'ONU en octobre 1971, soulignent le manque de connaissances vis-à-vis du fonctionnement de l'ONU et, en conséquence, toute la prudence dont la Chine devra faire preuve²¹. Samuel Kim compare l'attitude de la Chine à l'ONU à celle d'un « apprenti diligent »²² : les délégués chinois à l'ONU observent les débats sans jamais trop y participer, « recherchent des informations, posent des questions et sollicitent des conseils »²³ afin de se familiariser au fonctionnement des Nations-Unies. La participation de la Chine à l'ONU était donc plus symbolique que substantive. La Chine n'était pas proactive, au contraire, son action se faisait en réaction à d'autres événements qui concernaient ses intérêts²⁴. La Chine a commencé par se mettre en retrait du Conseil de sécurité, évitant autant que possible la confrontation avec l'Occident²⁵. Elle préfère alors s'abstenir et n'use de son droit de veto qu'à une seule reprise sur la période 1971-1989²⁶ pour s'opposer à l'adhésion du Bangladesh, arguant que des troupes indiennes étaient toujours stationnées dans le pays²⁷. De plus, la Chine n'a été à l'initiative d'un seul projet de résolution visant à adopter le chinois (mandarin) comme langue de travail de l'Assemblée générale²⁸. Durant cette période, Pékin s'est également appliquée à rejoindre plusieurs dizaines d'organisations du système onusien entre 1971 à 1978²⁹. Enfin, la position défensive de la Chine s'est également manifestée à travers son opposition aux opérations de maintien de la paix, visant à préserver le concept de souveraineté absolue. Ainsi, Juliette Genevaz, chercheuse à l'IRSEM, observe qu'entre 1971 et 1981, « la Chine s'est systématiquement abstenue de participer aux votes des OMP et a refusé toute contribution

²¹ ZHANG, Y. *China in International Society Since 1949: Alienation and Beyond*. Springer. 1998. 354 p.

²² KIM, Samuel S. *China, the United Nations and World Order*. Princeton University Press. 2015. 609 p.

²³ *ibid.*

²⁴ ZHANG, Y. *China in International Society Since 1949: Alienation and Beyond*. Springer. 1998. 354 p.

²⁵ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

²⁶ *Security Council - Veto List*.

²⁷ FOCSANEANU, Lazar. « La République populaire de Chine à l'ONU, problèmes politiques et de sécurité », *Annuaire Français de Droit International*. 1974, vol.20 n° 1. p. 115-152.

²⁸ ZHANG, Y. *China in International Society Since 1949: Alienation and Beyond*. [s.l.] : Springer. 1998. 354 p.

²⁹ A titre non exhaustif, la Chine a rejoint : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union postale universelle, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale des télécommunications par satellite, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Comité olympique international, l'Organisation internationale de normalisation. JIAN, Gao. « Les relations entre la Chine et les organisations internationales : état actuel et perspectives d'avenir », *Les Cahiers de droit*. 12 avril 2005, vol.37 n° 3. p. 851-859.

financière à ce programme »³⁰. En 1981, la Chine vote pour la première fois en faveur d'une OMP : la force des Nations Unis pour le maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), mais elle n'y participe pas. De 1981 à 1988, la Chine n'apporte qu'un soutien limité aux OMP.

A partir de 1989, l'attitude de la Chine au sein de l'ONU change. Forte de son expérience, la Chine décide de s'investir davantage au sein de l'ONU tout en restant pacifique : c'est le début de l'« ascension pacifique » (和平崛起 Héping juéqǐ 1989-2010). Ceci s'explique d'abord car certaines préoccupations chinoises ont disparu : la RPC est désormais reconnue par plus de 134 pays, contre 23 pour la République de Chine. De plus, la situation intérieure est stabilisée et, malgré les événements de la place Tian An Men, le pays est sur la voie du développement économique. Sous Jiang Zemin (1993-2003), la politique étrangère chinoise vise la « stabilisation de l'Asie »³¹ et l'ONU sert de cadre à cet objectif puisque la Chine accepte de s'investir dans des OMP en Asie. A ce titre, la Chine envoie des contingents participer aux missions onusiennes au Cambodge (APRONUC 1991-1993)³² et au Timor oriental (ATNUTO 2000-2006)³³. Cependant, les contingents chinois restent entièrement composés d'ingénieurs, de médecins ou d'observateurs militaires et il faudra attendre 2013 pour que l'APL envoie des troupes militaires stricto sensu à l'étranger, ce qui démontre toute la prudence dont la Chine fait encore preuve. Sur cette période, la Chine fait également encore peu usage de son veto : sur trente ans, elle ne l'utilise que trois fois. Les deux premières fois, la Chine s'oppose à des OMP au Guatemala en 1997 et en Macédoine en 1999 en représailles de la sympathie des deux pays à l'égard de Taiwan. Un veto qu'elle ne lèvera, dans le cas du Guatemala, qu'après avoir obtenu du gouvernement guatémaltèque des excuses écrites et l'engagement de ne plus soutenir l'accession de Taiwan. Le troisième veto, en 2008, concerne les sanctions contre le Zimbabwe et le régime de Robert Mugabe, acte justifié principalement par la proximité que le régime chinois entretient avec le dirigeant. Avant son départ, Jiang Zemin lance également le début de la stratégie de « mondialisation » (« going out strategy » 走出去战略 zǒu chūqù zhànliè) qui se traduira par un engagement effectivement croissant dans les organisations internationales. Puis, sous Hu Jintao (2003-2013), on observe une Chine proactive : en témoigne la participation croissante du pays au OMP qui se fait principalement sous son mandat. La Chine envoie un nombre croissant de casques bleus et participe à une part croissante au budget des OMP, comme le graphique ci-dessous en témoigne.

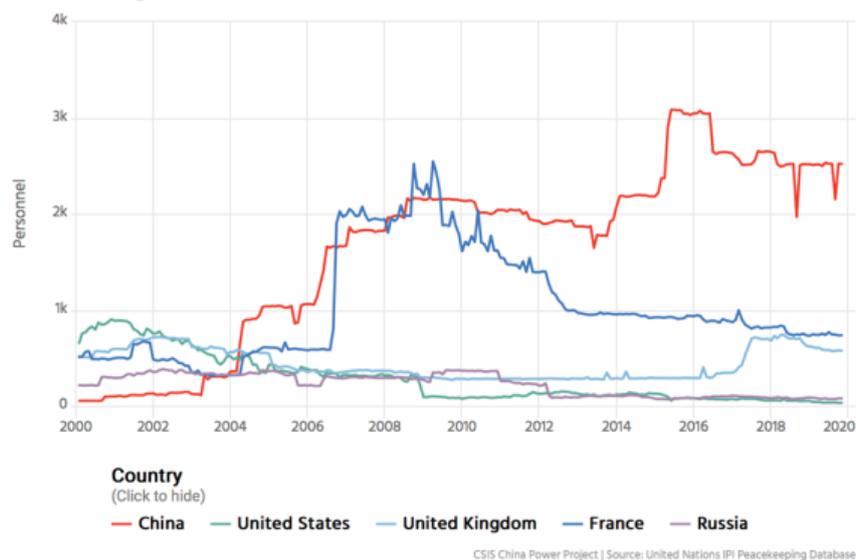
³⁰ GENEVAZ, Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère*. 9 décembre 2015, Hiver n° 4. p. 131-143.

³¹ Ibid.

³² L'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC)

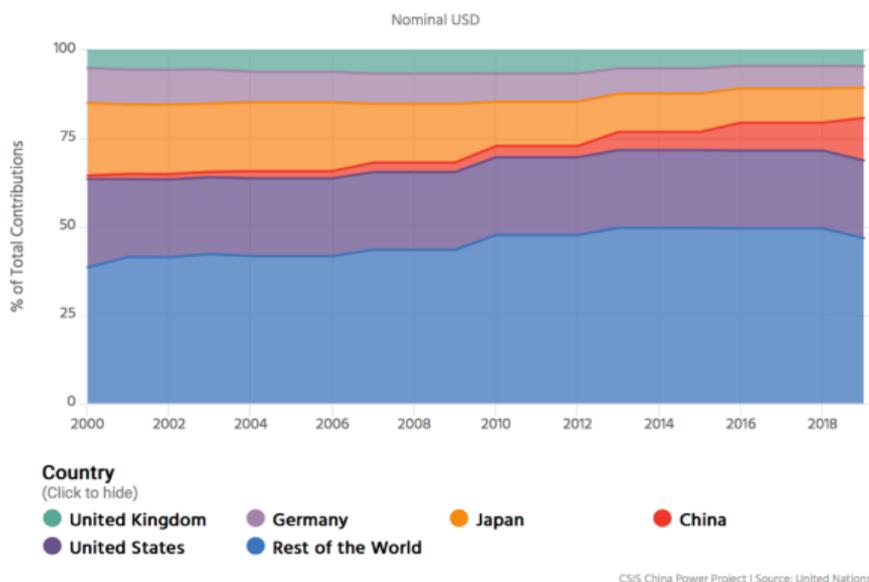
³³ L'Administration transitoire des Nations unies au Timor oriental (ATNUTO)

Figure 1 - Contribution aux contingents des casques bleus des cinq pays membres permanents du conseil de sécurité (2000-2020)



Source : « Is China contributing to the United Nations’ mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

Figure 2 - Contribution au budget régulier des Nations-Unies (2000-2019)



Source : « Is China contributing to the United Nations’ mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

Au début du mandat de Hu Jintao en 2003, la Chine dispose seulement de 113 hommes à l'étranger et représente 1,5% du budget de l'ONU (avec 20 millions de dollars). A la fin de son mandat en 2013, la Chine a déployé plus de 1900 hommes à l'étranger et a multiplié par trois sa part au budget de l'ONU, représentant 3,2% avec une contribution de 82 millions de dollars.

Ces trente années ont permis à la Chine de s'affirmer au sein de l'ONU et représentent l'élan nécessaire dont l'ambitieuse politique de Xi Jinping à l'ONU avait besoin.

En effet, l'arrivée de Xi Jinping marque l'entrée dans une nouvelle période où, après avoir appris et joué les règles des Nations-unies, la Chine ne veut plus occuper le simple rôle de participant et décide de prendre de plus en plus d'initiatives. Genevaz parle d'une « consolidation de l'engagement » sous Xi Jinping. Sur l'élan de Hu Jintao et de la croissance économique, le pays voit sa participation au budget de l'ONU continuer de croître devenant le deuxième contributeur au budget régulier de l'ONU en 2019, représentant 12% des contributions avec 334 millions de dollars. C'est également sous Xi Jinping que le contingent chinois au sein des casques bleus atteint un pic en 2016 avec plus de 3 000 hommes à l'étranger (voire figure 1 et 3). Genevaz parle d'« un tournant majeur (...) avec la transformation de la participation de l'APL en un engagement pleinement militaire et non plus seulement logistique »³⁴ avec l'envoi pour la première fois de militaires et non de logisticiens en 2013. Evidemment, l'investissement croissant de la Chine au sein des OMP est stratégique : la grande majorité de ces opérations se trouvent en Afrique, continent dont la stabilité est une priorité pour la Chine qui y a de nombreux intérêts économiques. Ainsi, c'est au Sud-Soudan, où la Chine a investi dans le pétrole et importe près de 30 000 barils par jour, que son engagement en matière de maintien de la paix est le plus important, avec un bataillon d'infanterie de 1000 hommes³⁵. De plus, pour Pékin, les OMP sont un moyen de remplir ses objectifs de « multilatéralisme » et d'apparaître enfin comme une « puissance responsable » (负责任国家 *fuzeren guojia*), contribuant à la paix et à la sécurité internationale. Cette notion, héritée de l'ère Deng Xiaoping, fait partie de la stratégie de soft power chinois qui vise à offrir au monde une image de la Chine « plus acceptable, plus raisonnable et responsable (...) afin de montrer que son émergence représente une opportunité et non une menace pour le monde »³⁶ comme le démontre un article de l'IRSEM. Cette rhétorique, remise en avant dans les années 2000, est désormais un incontournable des discours de Xi. Un autre indicateur du changement d'attitude de la Chine à l'ONU est l'utilisation désormais plus affirmée de son droit de veto au Conseil de sécurité, que la Chine a utilisé à plus de dix reprises sur les treize dernières années, comme représentés par la figure 4 et les annexes 4 et 5.

³⁴ GENEVAZ, Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère*. 9 décembre 2015, Hiver n° 4. p. 131-143.

³⁵ « Is China contributing to the United Nations' mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

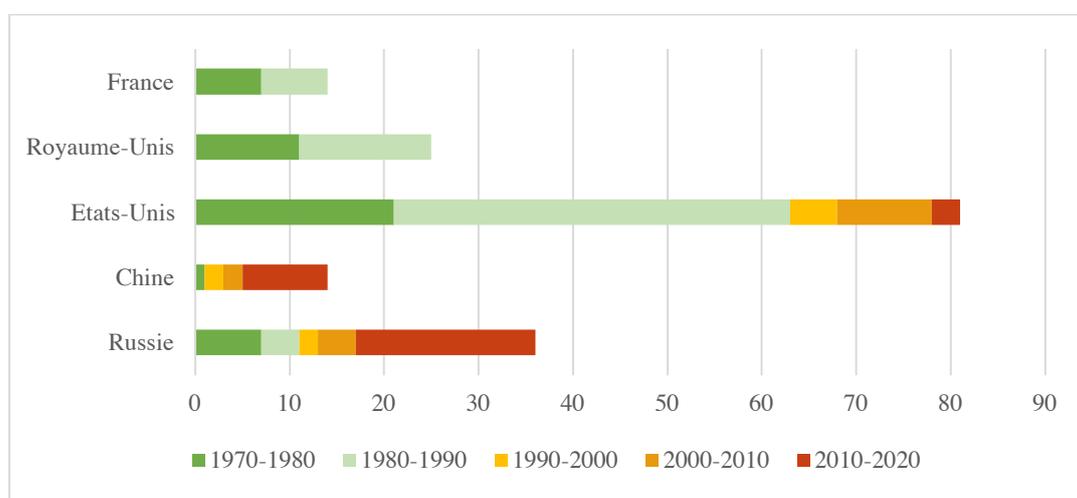
³⁶ ROBERT, Magali. *Puissance Chine La stratégie d'affirmation internationale chinoise*.

Figure 3 - Contingent des cinq membres permanents du conseil de sécurité à l'ONU en 2018

Pays	Police	Experts militaires	Officiers	Troupes	Total
Chine	18	32	51	2 418	2 519
France	34	2	49	650	739
Royaume-Unis	0	4	27	674	705
Russie	29	37	5	0	71
Etats-Unis	9	3	41	0	53

Source : LANTEIGNE, Marc. *The Role of U.N. Peacekeeping in China's Expanding Strategic Interests*. United States Institute of Peace.

Figure 4 – Utilisation du veto par les membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU depuis 1970



Source: Security Council - Veto List. En ligne : https://www.un.org/Depts/dhl/resguide/scact_veto_table_en.htm

Ainsi, sur les cinquante dernières années, la Chine est devenue plus active et plus visible au sein de l'ONU³⁷. Comme tous les autres pays, la Chine s'investit dans un système proche de ses intérêts. Désormais, la Chine souhaite davantage jouer un rôle de leadership au sein des Nations unies afin de peser sur l'organisation et de s'en servir pour avancer ses propres stratégies de politique étrangère, dont l'objectif premier en tout temps a été la sauvegarde de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale.

B) L'incontournable de l'action chinoise à l'ONU : la promotion du principe de souveraineté nationale

L'une des priorités de la politique étrangère de la Chine a été et reste encore aujourd'hui

³⁷ OKANO-HEIJMANS, Maaïke et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristics ?* Netherlands Institute of Internationale Relations. 2018.

la protection de sa souveraineté nationale. Pour rappel, « le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté » est le premier des cinq principes de coexistence pacifique, énoncé par l'accord de Panchsheel entre l'Inde et la Chine en avril 1954 qui est indéniablement le « fondement officiel de la politique étrangère chinoise » selon Jean-Pierre Cabestan³⁸. Pour Ann Kent, l'attachement de la Chine à la notion de souveraineté s'expliquerait par son histoire : la Chine n'oublie pas qu'elle a été victime des puissances impérialistes³⁹. De ce fait, sa politique étrangère est fortement orientée à préserver l'intégrité de son territoire. Or, la souveraineté est également un concept central de la Charte des Nations unies, d'où l'attachement de la Chine à la Charte qui compte bien, plus que n'importe quel autre pays, la faire respecter. La Chine met ainsi l'accent dans ses discours sur les paragraphes 4 et 7 de l'article 2 de la Charte qui insistent sur la souveraineté des Etats⁴⁰ : l'article 4 exige que « les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies »⁴¹ et l'article 7 précise qu' « aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte »⁴². Il s'agit ici des articles les plus mobilisés par la Chine, qui tente également d'en influencer l'interprétation.

Tout d'abord, la Chine sacralise le principe de souveraineté dans les rapports d'Etat à Etat et empêche d'autres notions de s'élever au-delà de ce principe. C'est notamment le cas pour le droit des peuples à disposer d'eux même, inscrit à l'article 1 paragraphe 2 de la Charte des Nations-Unies⁴³, ou de la « responsabilité de protéger », que le droit humanitaire a fait émerger en 2005. La Chine soutient partiellement ces principes dans l'optique de contrôler leur émergence qui apparaît inévitable tout en limitant leur ascension. Ainsi, pour la responsabilité de protéger, la Chine est successivement passée d'une d'opposition forte (2000-2005), à la tolérance (2005-2009) et au soutien partiel depuis 2009⁴⁴, de sorte qu'elle s'oppose aujourd'hui

³⁸ CABESTAN, Jean-Pierre. « Chapitre 2 / L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000. De la recherche de l'harmonie à l'affirmation de puissance », *References*. 2015, 2e éd. p. 67-118.

³⁹ KENT, Ann. « China's participation in international organisations » in Yongjin ZHANG et Greg AUSTIN (eds.). *Power and Responsibility in Chinese Foreign Policy*. ANU Press. 2013, p. 132-166.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ *Chapitre I*. 2015. En ligne : <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html>

⁴² Ibid.

⁴³ *Qu'est-ce que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? | Vie publique.fr*

⁴⁴ « China and the Responsibility to Protect: From Opposition to Advocacy », *United States Institute of Peace*.

au troisième et dernier pilier de ce principe, bloquant de ce fait toute application concrète de la responsabilité de protéger lorsque celle-ci remet en cause la souveraineté d'un Etat. Les deux premiers piliers instaurent respectivement la responsabilité de chaque Etat de protéger ses populations et le devoir de la communauté internationale d'aider les Etats à protéger ses populations. La Chine a fait usage de ces deux piliers pour soutenir plusieurs pays d'Afrique, comme la Côte d'Ivoire ou le Soudan du Sud⁴⁵. Cependant, pour ce qui est du troisième pilier qui avance que si un Etat échoue à la protection de ses populations, alors la communauté internationale peut mener en temps voulu une action collective pour assurer la protection des populations concernées, sa mise en œuvre n'a jamais été possible, bloquée par les vétos russes et chinois, comme ce fut le cas pour le Venezuela en février 2019⁴⁶. Dès lors, le concept de responsabilité de protéger a perdu une partie de son potentiel et malgré son apparente adoption, de nombreux Etats contournent ce principe, au grand regret de ses promoteurs.

Une fois toute potentielle concurrence au principe de souveraineté écartée, la Chine en fait la promotion : la souveraineté est ainsi devenue un incontournable de ses discours à l'ONU. En témoigne les multiples prises de parole de Xi Jinping à Genève, où il affirme systématiquement que « le principe de l'égalité souveraine est intrinsèque à la Charte des Nations unies. (...) Cela ne signifie pas seulement que la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays sont inviolables ou que leurs affaires intérieures ne sont pas soumises à l'ingérence. Cela signifie également que les pays sont libres de choisir leurs systèmes sociaux et leur voie de développement de manière indépendante »⁴⁷. L'implication de la Chine à l'ONU est donc un moyen de protéger le concept de souveraineté et le principe de non-ingérence qui en découle. Mais la Chine ne s'arrête pas là, elle veut également faire la promotion de sa vision extensive de la souveraineté nationale. C'est ce à quoi s'attache à démontrer Juliette Genevaz. D'après elle, l'implication croissante de la Chine dans les OMP n'est pas en opposition avec la défense du principe de souveraineté, au contraire. « La politique de maintien de la paix de l'ONU a permis à la Chine de promouvoir le principe fondamental du gouvernement du PCC : l'inviolabilité de la souveraineté nationale. »⁴⁸. La Chine s'est impliquée dans les OMP à la seule condition du consentement des parties, principe instauré par Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU de 1953 à 1961. Il est arrivé que la Chine soutienne des OMP sans accord des parties, notamment en Somalie, étant donné qu'aucune institution n'étant en mesure

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ *Russian, US resolutions on Venezuela crisis both defeated at UN*. 2019.

⁴⁷ *Read the full text of Xi Jinping's first UN address*. En ligne : <https://qz.com/512886/read-the-full-text-of-xi-jinpings-first-un-address/> [consulté le 18 juillet 2020].

⁴⁸ GENEVAZ, Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère*. 9 décembre 2015, Hiver n° 4. p. 131-143.

de prétendre être un Etat. Néanmoins, si l'intervention ne s'est pas faite avec l'accord d'un Etat, elle ne mettait pas non plus d'Etat en cause⁴⁹. De même, lorsque la notion de responsabilité de protéger a émergé au sein du système onusien, la Chine « a participé aux délibérations et a mis en avant la coopération avec l'Etat victime de violence pour l'application de ce concept de droit humanitaire »⁵⁰. Genevaz conclut que la défense du principe de souveraineté se traduit dans les participations chinoises aux débats internationaux déterminant les normes d'intervention multilatérale. « En soutenant l'évolution des OMP vers des opérations à fonction politique visant à consolider des États fragilisés, la Chine promeut le principe fondamental de sa politique étrangère : la défense des États, plutôt que celle des hommes. ». Ann Kent dresse le même constat : la Chine s'est montrée très active au sein des comités de rédaction, tend à rendre la souveraineté inviolable et faire des États les seuls acteurs légitimes de la scène internationale.

Ainsi, le rôle croissant de la Chine à l'ONU s'accompagne d'une stratégie de promotion des concepts chers à la politique étrangère chinoise à commencer par la souveraineté nationale. Grâce à cela, la Chine exerce déjà une certaine influence sur le système onusien, en privilégiant le concept de souveraineté face aux nouveaux concepts émergents. Outre la priorité donnée à la défense de ce principe, la Chine a une stratégie bien définie à l'ONU et cherche aujourd'hui à réformer son système afin de le redéfinir dans un sens qui lui conviendra davantage.

C) La Chine s'affirme dans la réforme

La Chine ne s'en cache pas : elle souhaite réformer le système des Nations unies. Xi Jinping lui-même a été clair sur ces objectifs. Deux de ses discours, l'un prononcé à Genève en janvier 2017 et l'autre prononcé lors du 19^{ème} congrès national du PCC en octobre de la même année, en témoignent très bien : « la Chine défend fermement le système international avec l'ONU comme noyau »⁵¹, « soutien les efforts des pays en développement pour accroître leur représentation et faire entendre leur voix dans les affaires internationales et prend une part active à la réforme et au développement du système de gouvernance mondiale »⁵². Alice Ekman constate elle-même l'ambition chinoise et déclare à l'AFP en 2019 : « Depuis plus de dix ans, et notamment depuis 2012 (avec Xi Jinping), on observe un fort activisme de la diplomatie chinoise pour restructurer la gouvernance mondiale. L'ambition est forte puisque la Chine

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ *Work Together to Build a Community of Shared Future for Mankind - Xinhua | English.news.cn*. En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2017-01/19/c_135994707.htm [consulté le 17 juillet 2020].

⁵² JINPING, Xi. *Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous*. 2017.

parle de « piloter » cette restructuration »⁵³. Cette ambition est renouvelée dans le document de position de la Chine à l'ONU (2019) qui « soutient l'engagement du secrétaire général António Guterres pour réformer les Nations unies dans les trois domaines que sont la paix et la sécurité, le développement économique et la gestion interne. La Chine préconise une réforme qui respecte le principe de l'appropriation nationale, accorde une haute importance aux préoccupations des pays en développement, permette un fonctionnement plus efficace de l'ONU et renforce la supervision et la responsabilisation. »⁵⁴. Cette réforme est également soutenue par les think tank chinois proches du pouvoir qui ont publié plusieurs articles à ce sujet, comme l'institut chinois des relations internationales contemporaine (CICIR) ou l'institut chinois des études internationales (CIIS). Dans l'un d'eux, l'auteur annonce que les Nations-Unies font face à un défi sans précédent pour maintenir leur autorité. L'auteur appelle alors la Chine à protéger l'autorité des Nations-unies et d'utiliser le cadre existant afin de l'améliorer. Il fait aussi plusieurs recommandations à Pékin, notamment de fournir un soutien plus conceptuel à l'ONU. C'est justement ce que la Chine fait depuis plusieurs années et propose, sur le thème de la réforme de la gouvernance mondiale, le concept du tianxia.

Pour de nombreux chercheurs, les vœux chinois de réforme du système de gouvernance mondial prendraient pour idéal le système du « tianxia » (天下, littéralement « tous ce qui est sous le ciel »), qui s'oppose au modèle de gouvernance actuel basé sur le concept occidental d'Etat-nation. Le tianxia peut être défini comme un système politique mondial qui pourrait, sur le plan théorique, englober toutes les cultures et toutes les nations. Pour Zhao Tingyang, philosophe chinois contemporain qui travaille sur ce concept depuis plus de dix ans, ce système universel aurait été en vigueur sous la dynastie Zhou (1046-771 av. JC) et était alors formé d'un pays noyau responsable de la régulation des relations politiques de l'ensemble du système. A travers ses divers ouvrages, dont le dernier publié en 2019 intitulé « redéfinir une philosophie pour la gouvernance mondiale »⁵⁵, Zhao s'attache à faire du tianxia le modèle idéal de gouvernance mondiale. Selon lui, il n'existe pas dans « la tradition occidentale de théorie du monde, mais seulement des théories des affaires *inter*-nationales. Cette incapacité à penser le monde comme un tout a des conséquences réelles : on ne reconnaît pas vraiment l'intérêt commun au-delà de l'Etat-nation et on considère le monde comme un espace sans souveraineté, où il n'y a que des ressources à exploiter et où la mondialisation mènerait à une intensification

⁵³ UNTOGO.ORG. *Les organisations onusiennes, marche pied de la Chine*.

⁵⁴ *La chine et l'Organisation des Nations Unies, Document de position de la Chine pour la 74ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies*. 2019.

⁵⁵ BABONES, Salvatore. « “Redefining a Philosophy for World Governance” by Zhao Tingyang ». 2019.

de la compétition entre Etats-nations »⁵⁶. Il propose de revenir au concept de tianxia afin de dépasser celui d'Etat-nation et d'« affronter les problèmes mondiaux qui ne peuvent plus être affrontés qu'à l'horizon mondial »⁵⁷. Le Tianxia offrirait en quelque sorte une gouvernance « sans exclus » (无外 wuwai) , et le pays au cœur de cette gouvernance n'a pas pour but de dominer le monde mais de le « mettre en ordre »⁵⁸. Toutefois, Anne Cheng met en garde contre cette construction conceptuelle dont l'existence historique revendiquée par Zhao serait contestée par les historiens chinois eux-mêmes et qui ne serait en réalité qu'« un puissant levier du nationalisme chinois »⁵⁹. Si aucun document officiel chinois ne se revendique ouvertement du tianxia, la pensée et les discours officiels chinois sont imprégnés de ce concept. C'est notamment le cas du discours de Xi Jinping devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015 qui cite un vieil adage : « le plus grand idéal est un monde véritablement partagé par tous »⁶⁰, un adage qui n'est autre que celui hérité des premiers philosophes du Tianxia (en chinois «天下为公»). La Chine n'est pas la seule à appeler une réforme de ce système et cherche à en être le leader.

Si les consensus sont rares à l'ONU, une grande majorité de pays soutient la nécessité d'une réforme du système des Nations-unies, de son cadre institutionnel et de ses méthodes de travail, auxquels on reproche bien souvent un manque d'efficacité et de représentativité des pays en développement. Aussi, le discours chinois, encore enclin à souligner la division nord-sud et à déplorer l'influence indue de l'occident sur le système international⁶¹, appelle à une réforme en faveur des pays en développement attirant ainsi le soutien de ces derniers, représentant une large majorité des pays membre de l'ONU. Parmi les différents thèmes de ces réformes, celui du Conseil de sécurité est central. A ce sujet, la Chine soutient une augmentation de la représentation des pays en développement et l'octroi aux petits et moyens pays de plus grandes possibilités de participer aux délibérations du Conseil, notamment une représentation accrue des pays africains⁶². Mais au-delà d'une représentation accrue des pays en développement ou de la promotion de méthodes de travail plus efficaces, les intentions de la Chine quant à la réforme des Nations unies ne sont pas davantage détaillées.

⁵⁶ Ji, Zhe. « Tianxia, retour en force d'un concept oublié - La Vie des idées ». 2008.

⁵⁷ ibid.

⁵⁸ ibid.

⁵⁹ CHENG, Anne. « De la « Chine-monde » à la Chine du nouvel ordre mondial », *Revue Défense Nationale*. 2018, N° 811 n° 6, p. 70-78.

⁶⁰ *Read the full text of Xi Jinping's first UN address*.

⁶¹ KENT, Ann. « China's participation in international organisations » in Yongjin ZHANG et Greg AUSTIN (eds.). *Power and Responsibility in Chinese Foreign Policy*. ANU Press. 2013, p. 132-166.

⁶² GODEMENT, François, Moritz RUDOLF, Marc JULIENNE, et al. « The United Nations of China: A vision of the world order ». 2018. p. 33.

Quoiqu'il en soit, la Chine est attachée à cette rhétorique de la réforme et multiplie les appels en ce sens. Pour Samuel Kim, cette rhétorique est ancienne et remonte au temps où la Chine ne faisait pas encore partie du système de l'ONU et réclamait déjà une réforme du système de gouvernance internationale⁶³, une proposition qui sous-entend à l'époque la création d'un système de gouvernance parallèle à l'ONU. Si cette volonté de réformer n'est donc pas nouvelle, cette fois-ci la Chine compte réformer le système de l'intérieur. Or, pour cela il ne lui suffit pas d'appartenir au système, il faut également avoir une certaine position d'autorité au sein de ces institutions⁶⁴. Dans cette optique, la Chine semble déjà disposer d'un accès significatif et de plus en plus d'autorité au sein des Nations unies. Pour preuve, elle dispose aujourd'hui d'un pouvoir politique et économique ainsi que d'un réseau de « fidèles » au sein des Nations unies, trois moyens qu'elle met en exergue pour mener le système des Nations unies dans son sens.

II. Les moyens de l'influence chinoise

Les moyens d'influence de la Chine à l'ONU sont divers et découlent des attributs de sa puissance. Le premier moyen tient à la place que la Chine a au sein des Nations unies : membre permanent du conseil de sécurité et chef de file des pays en développement, elle oriente l'agenda politique du système onusien grâce à son veto et aux coalitions qu'elle forme (A). Le levier financier qu'elle a à sa disposition lui permet également d'influencer le système des Nations unies. La contribution financière chinoise aux Nations unies n'est pas sans odeur, au contraire, plus la Chine investit dans le système onusien, plus elle y est réciproquement présente et influente (B). Enfin, en plaçant ses « pions » à la tête de commissions, d'agences et de programmes, la Chine a su tirer avantage de son capital social pour orienter le système onusien en son sens (C).

A) Une position politique forte à l'ONU

Le premier des moyens d'action chinois au sein des Nations unies est politique et institutionnel grâce à son siège permanent au conseil de sécurité et sa bonne entente avec le groupe 77 (G77) ou le groupe des économies émergentes (LMDC). En effet, le siège permanent au Conseil de sécurité lui confère une place privilégiée au sein du système des Nations unies et ce depuis son intégration en 1971. De ce siège découle un pouvoir politique fort : initier des

⁶³ KIM, Samuel. *China, the United Nations and World Order*. Princeton University Press. 2015. 609 p.

⁶⁴ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

résolutions et bloquer celles qui ne lui conviennent pas. Ce « droit de veto » n'est pas énoncé *sis verbis* dans la Charte des Nations unies, mais y est induit par l'article 27.3 du chapitre V⁶⁵ évoquant l'unanimité des membres du conseil de sécurité, y compris les cinq membres permanents⁶⁶. Pour Barry O Neil, à la fin des années 1990, la Chine est le pays le plus puissant au sein du conseil de sécurité parce qu'elle décide seule de l'usage de son veto. « Comme elle utilise constamment son droit de veto ou menace de l'utiliser, elle fait constamment la différence »⁶⁷. A l'inverse, la position américaine est, selon lui, moins influente en elle-même, puisqu'elle est généralement soutenue par les alliés français et britannique. Quant à la Russie, son veto est généralement déjà influencé par la position américaine. Si cette analyse apparaît datée, elle est intéressante car elle démontre déjà l'influence que la Chine pouvait avoir au conseil de sécurité à la fin des années 1990, alors même qu'elle n'a utilisé son veto qu'à deux reprises au cours de cette période. Depuis, rompant avec son attitude de retrait, la Chine a fait une utilisation croissante de son veto, comme présenté par la figure 5 ci-dessous. D'après Liu Wei⁶⁸, le comportement de la Chine au sein du conseil de sécurité répond à plusieurs règles. Tout d'abord, la Chine n'utilise qu'en dernier recours son veto seule et n'en a pas fait usage de manière isolée depuis 1999. Le plus souvent, en l'absence de soutien d'un autre pays, la Chine préfère faire marche arrière. De plus, la Chine laisse généralement la Russie prendre le contrepied de l'occident pour la soutenir ensuite, comme l'annexe 6 permet de constater la concordance des votes entre la Chine et la Russie au Conseil de sécurité.

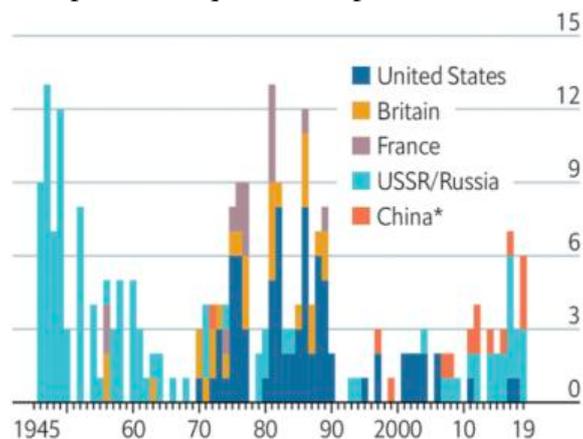
⁶⁵ *UN Charter, Chapter V*. 2015. En ligne : <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-v/index.html> [consulté le 15 juillet 2020].

⁶⁶ HAMMER, Michel. « L'entrée de la Chine aux Nations Unies », *Relations internationales*. 2006, n° 127 n° 3. p. 71-77.

⁶⁷ O'NEILL, Barry. « Power and Satisfaction in the United Nations Security Council », *Journal of Conflict Resolution*. 1 juin 1996, vol.40 n° 2. p. 219-237.

⁶⁸ WEI, Liu. « China Wants More Chinese to Work in International Organizations », *The Diplomat*. En ligne : <https://thediplomat.com/2018/08/china-wants-more-chinese-to-work-in-international-organizations/> [consulté le 4 juillet 2020].

Figure 5 - Utilisation du veto par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (1945-)



Source : Reform - *The UN's structures built in 1945 are not fit for 2020, let alone beyond it* | Special report | *The Economist*. En ligne : <https://www.economist.com/special-report/2020/06/20/the-uns-structures-built-in-1945-are-not-fit-for-2020-let-alone-beyond-it> [consulté le 18 juillet 2020].

Entre 2011 et 2020, la Chine a fait usage de son veto à neuf reprises, huit fois pour s'opposer aux enquêtes sur l'utilisation d'armes chimiques et aux interventions dans le cadre de la guerre civile en Syrie et une fois concernant la crise présidentielle au Venezuela, la Chine protégeant le régime de Maduro⁶⁹. Néanmoins, l'utilisation du veto chinois reste encore limitée et la Chine vote très souvent avec les Etats-Unis⁷⁰ (87% en 2018)⁷¹. En réalité, le principal changement d'attitude de la Chine qui démontre son engagement et son influence grandissante au conseil de sécurité est la baisse de son taux d'abstention. Elevé depuis son entrée à l'ONU, la Chine s'abstient moins depuis la résolution 1973 qui a mené à l'intervention en Lybie et le scénario que l'on connaît aujourd'hui. Elle préfère désormais faire usage de son veto que de s'abstenir du vote d'une résolution qu'elle ne cautionne néanmoins pas. Usant de son droit de veto, la Chine a réussi à atténuer voire parfois empêcher des sanctions contre des pays comme la Corée du Nord, la Libye, le Myanmar, le Soudan, le Zimbabwe et l'Iran, influençant directement l'impact du conseil de sécurité. Son influence au sein du Conseil de sécurité ne s'arrête pas à son seul droit de veto, la Chine peut également influencer le travail du Conseil de sécurité de bien d'autres manières.

Lorsque la Chine ne s'y oppose pas, elle est au cœur de la rédaction des sanctions adoptées au Conseil de sécurité, sachant qu'elle a soutenu 182 des 190 résolutions prévoyant des sanctions entre 2000 et 2018. La position de la Chine sur les sanctions contre la Corée du Nord illustre peut-être le mieux ce changement. Après que Pyongyang ait effectué son premier

⁶⁹ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

⁷⁰ *Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf*. En ligne : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/07/Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf [consulté le 20 juillet 2020].

⁷¹ Ibid. Voir annexe 7 et 8.

essai d'arme nucléaire en octobre 2006, la Chine a voté pour la première fois en faveur de sanctions contre la Corée du Nord dans la résolution 1718. Mais alors qu'elle ne s'oppose plus aux résolutions prévoyant des sanctions, la Chine a néanmoins fait en sorte de modérer leur langage et diluer les sanctions proposées dans les négociations entre les membres du Conseil de sécurité des Nations unies dans de nombreux cas. Ainsi, le fait de ne plus s'opposer aux sanctions et de participer à leur rédaction lui a permis de gagner du terrain. Le conseil de sécurité étant compétent pour déférer une situation à la Cour Pénale Internationale (CPI) au titre du chapitre VII de la Charte, la Chine peut également bloquer une situation qu'elle ne souhaite pas transmettre à la CPI. C'est ce qui s'est passé le 22 mai 2014, lorsqu'une résolution de saisine de la CPI pour les crimes graves commis en Syrie a été bloquée par la Chine et la Russie⁷². C'est la première fois que la saisine de cette juridiction par le Conseil de sécurité a été rejetée.

Si le Conseil de sécurité est l'organe politique par excellence du système onusien, l'Assemblée générale des Nations unies en est un autre. Or, la Chine s'y trouve très influente étant proche de plusieurs groupes de vote. En effet, grâce à sa politique étrangère indépendante, la Chine a pu « s'adapter et se plier, selon les circonstances ou les besoins, au monde en développement ou au monde développé »⁷³. Si la Chine adhère au non-alignement et ne s'est jamais engagée dans aucune alliance, elle se rapproche néanmoins des pays en développement, dont elle voudrait être la cheffe de file et pour qui elle souhaite prendre la parole, selon les propos exacts de Xi Jinping en 2014 lors de la conférence du PPC pour la politique étrangère⁷⁴. Xi Jinping renouvelle ce rapprochement à la même conférence en 2018, qualifiant les pays en développement d'« alliés naturels de la Chine »⁷⁵. La Chine mobilise le soutien des pays en développement en soutenant les questions qui intéressent ces États. S'instaure alors un « processus de défense mutuelle »⁷⁶, dans lequel les pays redevables se rallient ensuite à la Chine, quelle que soit la question. La Chine se rapproche également des pays en développement grâce à la coopération qu'elle initie avec eux. Elle s'appuie sur plusieurs plateformes multilatérales extérieures aux Nations unies pour instaurer un dialogue, comme la FOCAC (créé en 2000) pour les pays africains, et l'OSC, le Boao Forum ou le Forum de l'Asie Pacifique avec

⁷² *La Chine et la Fédération de Russie bloquent un projet de résolution sur la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes graves commis en Syrie | Couverture des réunions & communiqués de presse.*

⁷³ KENT, Ann. « China's participation in international organisations » in Yongjin ZHANG et Greg AUSTIN (eds.). *Power and Responsibility in Chinese Foreign Policy*. ANU Press. 2013, p. 132-166.

⁷⁴ *The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing.*

⁷⁵ *What Does China's Pursuit of a Global Coalition Mean for World Politics? | RAND.* En ligne : <https://www.rand.org/blog/2018/10/what-does-chinas-pursuit-of-a-global-coalition-mean.html> [consulté le 23 juillet 2020].

⁷⁶ *The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms.* Human Rights Watch. 2017.

les pays asiatiques. C'est ainsi que la Chine a réussi à entretenir de bonnes relations avec l'un des principaux groupes de vote de l'assemblée : le groupe 77 (G77). Créé en 1974, il est aujourd'hui composé de 134 pays, principalement des « pays du sud », et réunit à lui-seul 70% des pays-membres des Nations unies. La Chine est à ce titre le seul pays au monde à être à la fois membre permanent du Conseil de sécurité et du G77. La Chine est dotant plus influente dans les votes à l'Assemblée générale que les coalitions des pays occidentaux se sont affaiblies ces dernières années, marquées notamment par les dissensions au sein de l'Union européenne, l'événement du Brexit et la volonté de désengagement et d'isolationnisme de Donald Trump. Grâce aux travaux de Yiqin Fu, doctorante en politique comparée à Stanford qui a établi un classement des pays selon leur concordance des votes à l'Assemblée générale avec la Chine, on constate que la Chine a obtenu depuis son entrée à l'ONU un soutien massif de certains pays d'Asie (Corée du Nord, Cambodge, Brunei, Sri Lanka) et d'Afrique (Somalie, Djibouti, Zimbabwe, Soudan, Guinée et Namibie). Si l'on prend la période plus récente (1992-2017), la liste des pays varie mais les deux principaux continents qui soutiennent la Chine ne changent pas : on retrouve toujours des pays en développement d'Asie (Corée du Nord, Pakistan, Vietnam, Laos, Myanmar) et d'Afrique (Namibie, Mali, Nigeria, Ouganda, Somalie). Ces pays sont tous membres du groupe des 77.

Figure 6 : Classement des pays selon leur comportement de vote par rapport à la Chine aux résolutions considérées importantes par le Ministère des Affaires étrangères américains (1971-2017)

Most Similar			Most Dissimilar		
Rank	Country	% in Agreement	Rank	Country	% in Agreement
1	North Korea	92.16	198	United States	20.09
2	Cambodia	91.14	197	Palau	26.88
3	Pakistan	90.67	196	Israel	26.91
4	Brunei	90.59	195	Micronesia	33.52
5	Somalia	90.50	194	West Germany	38.40
6	Djibouti	90.50	193	Marshall Islands	38.85
7	Zimbabwe	90.28	192	United Kingdom	40.48
8	Sudan	90.23	191	France	43.92
9	Comoros	90.08	190	Canada	45.83
10	Guinea	89.93	189	Belgium	47.27
11	Namibia	89.88	188	Luxembourg	48.44
12	Bangladesh	89.86	187	Nauru	48.62
13	Yemen	89.75	186	Italy	49.52
14	Mauritania	89.74	185	Netherlands	49.63
15	Niger	89.72	184	Latvia	52.23
16	Sri Lanka	89.37	183	Australia	52.33
17	Oman	89.33	182	Germany	52.52
18	Malaysia	89.32	181	South Sudan	52.70
19	Morocco	89.29	180	Lithuania	53.11
20	Vietnam	89.22	179	Estonia	53.52

Source : Yi, Qinfu. *Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf*. 2019. En ligne : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/07/Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf [consulté le 14 août 2020].

Figure 7 : classement des pays selon leur comportement de vote par rapport à la Chine aux résolutions considérées importantes par le Ministère des Affaires étrangères américains (1992-2017)

Most Similar			Most Dissimilar		
Rank	Country	% in Agreement	Rank	Country	% in Agreement
1	North Korea	92.63	192	United States	13.80
2	Cuba	91.80	191	Palau	16.13
3	Vietnam	91.64	190	Israel	17.45
4	Laos	90.38	189	Marshall Islands	20.86
5	Myanmar	90.38	188	Micronesia	21.95
6	Pakistan	87.04	187	Latvia	22.43
7	Zimbabwe	86.16	186	Montenegro	24.14
8	Iran	85.86	185	Australia	25.15
9	Turkmenistan	84.97	184	United Kingdom	26.99
10	Syria	84.44	183	Switzerland	27.75
11	India	84.36	182	San Marino	27.90
12	Brunei	83.59	181	Estonia	27.99
13	Congo	83.46	180	Belgium	28.09
14	Sudan	82.81	179	Canada	28.31
15	Namibia	82.12	178	Lithuania	28.35
16	Mali	81.53	177	Liechtenstein	28.83
17	Nigeria	81.39	176	Hungary	29.41
18	Uganda	81.31	175	Georgia	29.43
19	Somalia	81.08	174	Monaco	29.69
20	Tanzania	81.03	173	Slovenia	29.94

Source : Yi, Qinfu. *Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf*. 2019.

Très récemment, le Groupe des 77 a apporté son soutien au narratif chinois face au covid-19, en soutenant que « la communauté internationale devait se montrer solidaire, coopérer et lutter contre la discrimination, les stigmates et la désinformation »⁷⁷, ce qui colle aux éléments du discours chinois en tout point. La Chine entretient également d'excellentes relations au sein du groupe des économies émergentes (LMDC)⁷⁸, une coalition de pays émergents qui se considère comme un bloc très uni dans le cadre de négociation au sein des Nations unies et de l'OMC. Ces pays, dont la Russie, l'Inde et l'Égypte font partie, représentent plus de 50% de la population mondiale. Ils démontrent une solidarité politique plus forte que le G77 à l'Assemblée générale, mais aussi dans d'autres instances comme le Conseil des droits de l'homme (HRC) de l'ONU. C'est grâce à ces coalitions que la Chine réussit à promouvoir certaines de ses résolutions mais aussi certains de ces ressortissants à la tête d'agence de l'ONU. Cependant, cette position favorable politique et institutionnelle ne serait pas suffisante pour exercer une influence durable sur les Nations unies. La Chine utilise sa puissance économique pour investir le système des Nations unies et l'influencer en son sens.

B) La Chine investit l'ONU

Le système des Nations unies est financé par un système de contribution obligatoire et volontaire. Les Nations unies ont un budget ordinaire biennuel qui permet de financer les dépenses de personnel et de fonctionnement du Secrétariat. Chaque Etat se voit définir une contribution obligatoire en fonction d'une quote-part, établi selon une méthodologie complexe qui vise à refléter leur capacité de paiement⁷⁹. Ce calcul se base sur la part de chaque pays dans le revenu national brut mondial⁸⁰. En plus des contributions obligatoires au budget ordinaire et au budget des OMP, négociées en cinquième commission de l'Assemblée générale, les États membres peuvent choisir d'apporter des contributions volontaires à certains fonds et programmes onusiens, qui bénéficient d'un budget propre. La Chine étant la deuxième puissance économique au monde en termes de PIB, il apparaît donc logique qu'elle soit le deuxième contributeur au budget ordinaire de l'ONU pour la période 2019-2021 avec 334

⁷⁷ « G77, UN and world leaders back China's epidemic control efforts », *chinadailyhk*. En ligne : <https://www.chinadailyhk.com/article/120782#G77-UN-and-world-leaders-back-China's-epidemic-control-efforts> [consulté le 15 juillet 2020].

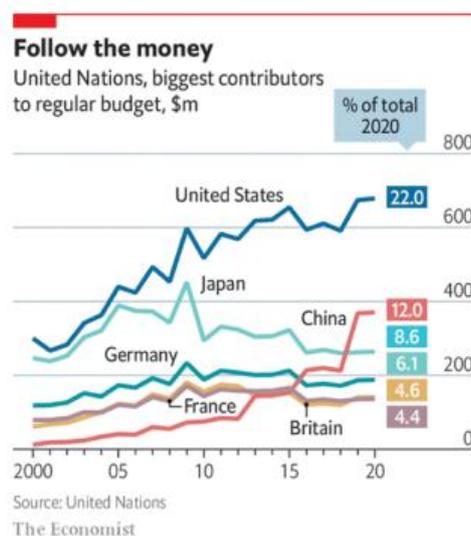
⁷⁸ La LMDC comprend, selon Sha Zukang, les pays suivant : Algérie, Bangladesh, Biélorussie, Boutan, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Indonésie, Iran, Malaisie., Myanmar, Népal, Pakistan, les Philippines, le Soudan, la Syrie, le Vietnam et le Zimbabwe

⁷⁹ Direction générale du Trésor, Service Economique de l'Ambassade de France à New York. *Chiffres clefs des finances de l'ONU*. 2020

⁸⁰ *ibid.*

millions de dollars, soit 12 % du budget total⁸¹. Sa contribution a largement augmenté, puisqu'elle n'était que le 3^{ème} contributeur de l'ONU de 2016 à 2018, derrière le Japon, et ne représentait seulement que 7,9% du budget total. Elle est également le deuxième contributeur aux opérations de maintien de la paix avec 15,22% du budget 2019-2021⁸², contre 6,6% en 2016 et 10,8% en 2018⁸³. On observe donc que la contribution obligatoire chinoise a connu une évolution exponentielle (figure 8). Elle reste néanmoins loin derrière les Etats-Unis qui ont atteint le taux plafond de la contribution aux Nations unies, représentant 22% du budget total⁸⁴.

Figure 8 : les principaux contributeurs au budget régulier des Nations-unies depuis 2000 (en millions de dollars)



Source : *Reform - The UN's structures built in 1945 are not fit for 2020, let alone beyond it* | Special report | *The Economist*. En ligne : <https://www.economist.com/special-report/2020/06/20/the-uns-structures-built-in-1945-are-not-fit-for-2020-let-alone-beyond-it> [consulté le 18 juillet 2020].

Toujours en termes de contribution obligatoire, la Chine participe également aux budgets des agences de l'ONU. En 2018, elle se fait très présente : elle est le deuxième contributeur de l'organisation des Nations-Unies pour le développement industriel (UNIDO), de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le troisième contributeur de six agences (FAO, OMS, OIT, UNESCO, OMM, OMI). De plus, le désengagement américain de certaines agences propulse la Chine comme futur premier contributeur obligatoire net de certaines agences. C'est

⁸¹ ibid.

⁸² ibid.

⁸³ *Welcoming and resisting China's growing role in the UN* | *Clingendael*. En ligne : <https://www.clingendael.org/publication/welcoming-and-resisting-chinas-growing-role-un> [consulté le 17 juillet 2020].

⁸⁴ DIRECTION GENERALE DU TRESOR, Service Economique de l'Ambassade de France à New York. *Chiffres clefs des finances de l'ONU*. 2020

déjà le cas de l'UNESCO, après le retrait américain début 2019⁸⁵. Et cela pourrait également devenir le cas pour l'OMS depuis l'annonce du président Trump de couper les financements américains. Si les contributions obligatoires ne peuvent refléter une stratégie chinoise par leur nature obligatoire, elles reflètent néanmoins le rôle grandissant de la Chine à l'ONU. De plus, la Chine fait partie de la cinquantaine d'Etats qui payent la totalité de leurs contributions à l'ONU sans retard, ce qui participe à son objectif d'apparaître comme un pays « responsable » qui remplit ses obligations, contrairement aux Etats-Unis. D'ailleurs, la Chine n'oublie jamais de les rappeler à l'ordre comme en mai dernier lorsque Pékin a publié un communiqué officiel demandant aux membres de l'ONU et très ouvertement aux Etats-Unis de « remplir pleinement leurs obligations financières »⁸⁶. Le communiqué rappelle que « les Etats-Unis sont le plus gros débiteur, devant 1 165 milliard de dollars »⁸⁷, une dette accumulée sur plusieurs années.

Si la Chine n'a pas la main sur les contributions obligatoires, l'étude de ses contributions volontaires révèle l'intérêt particulier du pays pour certaines agences. Cette idée s'appuie sur ce qu'a fait valoir Mercur Olson dans la « théorie économique des alliances » : plus un pays est riche et puissant, plus il tendra à faire de larges contributions financières aux institutions existantes afin de protéger ses intérêts fondamentaux⁸⁸. Ainsi, en 2018, la Chine a donné plus de 20 millions de dollars pour le fonds international de développement agricole (FIDA), devenant le troisième contributeur du fond. La même année, la Chine a également donné un million de dollars à l'OACI, deux millions à l'UNESCO, sept millions à la FAO et six millions à l'OMS. Ces quatre dons sont les plus élevés après celui fait à la FIDA, mais en termes de classement, représenté ci-dessous (figure 9), la Chine ne fait pas partie des trois principaux contributeurs volontaires. A l'inverse, la Chine semble n'avoir que peu d'intérêt pour l'organisation mondiale du tourisme, l'organisation mondiale du travail et le haut-commissariat aux droits de l'homme pour lesquels les dons chinois sont parmi les plus bas. Ces classements mettent en lumière la stratégie chinoise. En premier lieu, il semblerait que la Chine concentre son effort financier sur les agences de « second rang », parfois aussi appelées les « agences orphelines »⁸⁹ en raison du manque d'attention que leur prêtent les pays occidentaux. Généralement, il s'agit d'organes qui se concentrent sur les questions économiques et de développement, plus que sur les domaines de politique et de sécurité. C'est le cas notamment

⁸⁵ « Dans les agences onusiennes, le recul américain favorise l'influence chinoise », *Challenges*. En ligne : https://www.challenges.fr/monde/dans-les-agences-onusiennes-le-recul-americain-favorise-l-influence-chinoise_706233 [consulté le 16 juillet 2020].

⁸⁶ « La chine demande aux Etats unis de payer leur dette à l'onu », *Figaro*. 2020.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ OLSON, Mancur et Richard ZECKHAUSER. « An Economic Theory of Alliances ». 1966.

⁸⁹ OKANO-HEIJMANS, Maaïke et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristics?* Netherlands Institute of International Relations. 2018.

de l'ONUDI, dont le but est de réduire la pauvreté à travers le développement industriel. Or, depuis les années 1990, l'ONUDI fait face à un exode massif des pays occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, le Canada et la France qui ont préféré investir davantage dans d'autres agences dont l'action dans la réduction de la pauvreté est plus efficace, comme l'UNDP ou l'UNEP. Seul les Pays-Bas et l'Allemagne font encore partie de l'ONUDI à ce jour. Au-delà de cet abandon, qui fait de l'organisation un terrain libre pour la Chine, Pékin soutient l'ONUDI car l'organisation se concentrent sur les besoins primaires et économiques, une action conforme à la vision chinoise du développement⁹⁰. L'intérêt pour l'ONUDI a été soulevé par un rapport de l'institut néerlandais de relations internationales qui établit une augmentation croissante des contributions financiers à l'ONUDI dès les années 2000, présentée sur la figure 10. Il démontre qu'en plus d'être une agence orpheline permettant à la Chine d'avoir le champ libre, les investissements chinois ont surtout augmenté lorsque Li Yong en a pris la tête en 2013. Ainsi, la Chine semble également privilégier les ressources volontaires les plus élevées aux agences avec lesquelles elle entretient de bonnes relations et si possible ayant des ressortissants chinois à leur tête. En dehors de l'exemple de l'ONUDI, on peut citer l'OMS dirigée par Margaret Chan puis Tedros Adhanom Ghebreyesus, l'OACI dirigée par Fang Liu depuis 2015 et plus récemment celle de la FAO dirigé par Qu Dongyu (figure 11).

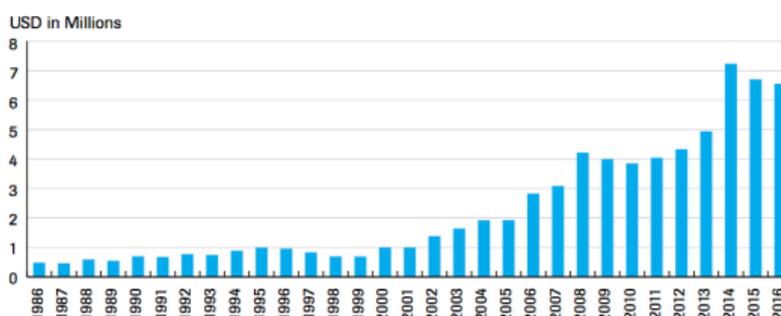
⁹⁰ Ibid.

Figure 9 : Contribution volontaire et obligatoire de la Chine aux principales agences de l'ONU

	Rang en tant que contributeur volontaire	Contribution		Rang en tant que contributeur obligatoire	Contribution
ONUDI	1	2,6M	ONUDI	2	11M
OMM	2	3M	OACI	2	6M
FIDA	3	20M	FAO	3	39M
OMPI	4	655 000	OMS	3	38M
OACI	5	1M	OIT	3	31M
UNESCO	7	2M	UNESCO	3	27M
OMI	9	300 000	OMM	3	5M
FAO	15	7M	OMI	3	4M
OMS	20	6M	UPU	7	1M
OMT	25	6000	OMT	5	390000
OIT	27	500 000	OMPI	17	350000
UNCHR	30	1M	UNCHR	/	/
UPU	/	/	FIDA	/	/
UIT	/	/	UIT	/	/

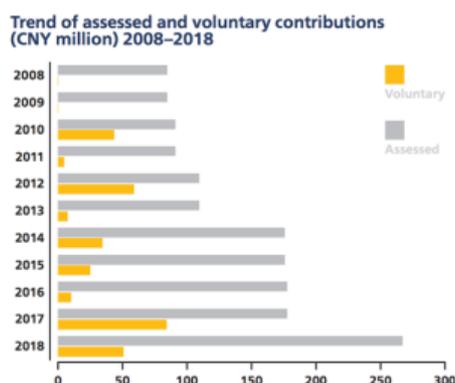
Source : Tableau établi sur la base des statistiques fournis par le bureau des Nations Unies chargé de la coordination - *Agency Revenue by Government Donor (Assessed and voluntary contributions) | United Nations System Chief Executives Board for Coordination.*

Figure 10 : Contribution financière obligatoire et volontaire cumulée de la Chine à l'ONUDI (en millions de dollars)



Source : OKANO-HEIJMANS, Maaike et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristics ?* Netherlands Institute of Internationale Relations. 2018.

Figure 11 : Contribution obligatoire et volontaire de la Chine à la FAO de 2008-2018 (en millions de Renminbi)



Source : FAO + China. 2017. En ligne : <http://www.fao.org/3/ca4948en/ca4948en.pdf>

Ainsi, la Chine participe de manière croissante au budget des différentes instances des Nations unies. Mais cet « activisme financier » ne s'arrête pas là, puisque la Chine est également à l'initiative de plusieurs fonds de coopération avec les Nations unies qui lui permettent d'impliquer l'ONU dans des programmes, de l'influencer mais surtout d'utiliser l'ONU comme une plateforme afin de promouvoir ses intérêts nationaux. C'est le cas notamment du « fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour la paix et le développement »⁹¹, créé en 2016 par la Chine. Cette initiative engage le pays à verser à l'ONU 200 millions de dollars sur dix ans dans le but d'œuvrer avec l'ONU pour atteindre les objectifs de la Charte des Nations unies. Il se compose de deux fonds subsidiaires : « le fond subsidiaire du Secrétaire général pour la paix et la sécurité, qui finance des projets et des activités de maintien de la paix et le fond subsidiaire à l'appui du programme de développement durable à l'horizon 2030, qui finance des activités liées aux objectifs de développement durable adoptés en 2015 »⁹². Depuis sa création, le fond a financé des projets et des activités dans le monde entier dans les domaines du maintien de la paix, de la sécurité, et de la lutte contre la pauvreté⁹³. Si cette approche n'est pas commune, elle n'est pas nouvelle pour autant. Le Japon a également établi le fond des Nations unies pour la sécurité humaine, mais à la différence du fond chinois, il est géré par des membres de nationalités et milieux différents. La Chine restant pour le moment le seul contributeur de son fond, elle justifie ainsi que quatre des cinq sièges du comité directeur du fond soient occupés par des fonctionnaires chinois. « Ce comité conseille le secrétaire général des Nations unies sur les projets à financer, ce qui permet à Pékin de promouvoir ses projets des nouvelles routes de la soie »⁹⁴.

Si la Chine n'est certainement pas le premier des contributeurs de toutes les agences de l'ONU et qu'il serait faux de parler d'« emprise financière » de la Chine sur l'ONU, une tendance est néanmoins à l'œuvre: la Chine investit les agences de l'ONU alors que les Etats-Unis s'en désengagent. Ce levier financier est également employé à d'autres fins, comme la monétisation des votes lors des élections de dirigeants d'agence de l'ONU. En effet, le retrait de plusieurs candidats de pays en développement, notamment d'Afrique, pour la tête d'agence de l'ONU semble s'être faite en échange de l'annulation de leur dette envers la Chine. C'est notamment le cas du Cameroun qui, un mois après avoir reçu la visite du haut diplomate chinoise Yang Jiechi en février 2019 et accepté sa proposition d'annuler près de 78 millions de

⁹¹ *The United Nations Peace and Development Trust Fund*. En ligne : <https://www.un.org/en/unpdf/index.shtml> [consulté le 19 juillet 2020].

⁹² Ibid.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ « Analysis | China already leads 4 of the 15 U.N. specialized agencies — and is aiming for a 5th », *Washington Post*. 2019.

dollars de dette⁹⁵, a annoncé le retrait de son candidat Médi Mougui pour la direction de la FAO (le 21 mars), laissant le champ libre aux trois derniers candidats, dont le chinois Qu Dongyu, ancien vice-ministre de l'agriculture. Pour cette élection, la Chine a pesé de tout son poids, notamment son poids économique, en mettant également la pression sur les pays d'Amérique latine, menaçant de bloquer les exportations agricoles du Brésil et de l'Uruguay selon plusieurs articles de presse⁹⁶. Qu Dongyu remporta l'élection le 23 juin 2019, avec 108 votes sur 191 votes exprimés, contre seulement 12 voix pour le candidat géorgien soutenu par les Etats-Unis. L'élection de Qu Dongyu interroge beaucoup : le candidat n'est qualifié que d'apparence, et malgré un parcours idéal, fils d'agriculteur et scientifique agricole, on lui reproche son maigre niveau d'anglais pour un dirigeant d'une agence onusienne. Si certains tentent de dénoncer des manipulations, la Chine a surtout réussi à profiter des dissensions entre les Etats-Unis et les pays européens pour faire élire son candidat⁹⁷. Quoiqu'il en soit, cette élection nous amène au dernier moyen utilisé par la Chine afin d'investir le système onusien : investir les équipes dirigeantes de l'ONU et son personnel.

C) Le capital social chinois à l'ONU

Pour rappel, les institutions onusiennes sont dirigées par un directeur général ou un secrétaire général, assisté d'un ou plusieurs vice-secrétaires ou vice-directeurs, et sous-directeurs, ce qu'on appelle communément l'« équipe dirigeante ». La nomination à ces postes⁹⁸ se fait le plus souvent par le vote d'une assemblée ou d'un conseil exécutif. C'est ainsi que le secrétaire général de l'ONU est nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité et le vice-secrétaire général est nommé par le secrétaire après consultation des Etats-membres.⁹⁹ La nomination des directeurs généraux des programmes et fonds dépendants de l'ONU, comme l'UNICEF ou le PNUE, se fait directement par le secrétaire général sur consultation du conseil d'administration du fond ou de l'Assemblée générale de l'ONU¹⁰⁰. Les agences de l'ONU, quant à elles, ont des procédures à part mais qui se ressemblent. Pour tous les postes à pourvoir, les Etats-membres sont libres de proposer leur

⁹⁵ GRAMER, Colum Lynch, Robbie. « Outfoxed and Outgunned: How China Routed the U.S. in a U.N. Agency », Blog *Foreign Policy*.

⁹⁶ FORTUNA, Gerardo. « China's Qu Dongyu beats EU candidate for FAO leadership », Blog *www.euractiv.com*. 2019.

⁹⁷ Les Etats-Unis soutenaient un candidat géorgien peu qualifié et les pays européens soutenaient la candidate française surqualifiée

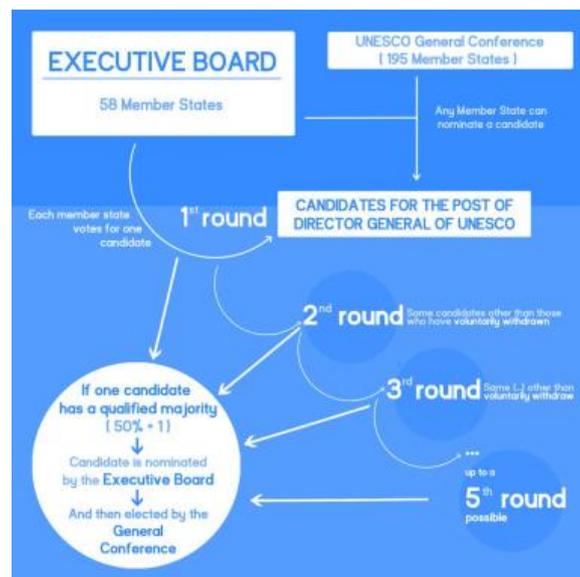
⁹⁸ On entend par haut-fonctionnaires les postes suivants : secrétaires généraux (SG), les vice-secrétaires généraux (VSG), les secrétaires généraux adjoints (SSA) et les sous-secrétaire général (SSG)

⁹⁹ *UN Careers*.

¹⁰⁰ KUDRYAVTSEV, Eduard V. « Les nominations aux postes de haut niveau de l'organisation des Nations unies, de ses programmes et de ses fonds ». p. 32.

candidat. Pour les directeurs généraux, la nomination se fait généralement par un vote secret au sein du conseil exécutif de l'organisation (cas de l'OIT et de la FAO¹⁰¹), qui doit parfois recevoir ensuite l'approbation de l'assemblée générale (cas de l'OMPI) ou de la conférence générale (cas de l'UNESCO¹⁰² voir figure 12). Les votes se déroulent toujours selon le principe « un Etat, un vote » et généralement à la majorité simple. En revanche, en ce qui concerne les vice-secrétaires ou vice-directeurs, ils sont soit nommés à la discrétion du directeur ou secrétaire général de l'agence, soit nommés par ce dernier après consultation des Etats-membres. Enfin, les fonctionnaires de rang supérieur (« P ») sont sélectionnés et connaissent ensuite une carrière en fonction de leur expérience professionnelle passée, d'un niveau P-2 avec deux ans minimum d'expérience professionnelle à un niveau P-7 avec plus de quinze ans d'expérience professionnelle¹⁰³.

Figure 12 : Schéma du processus d'élection du directeur général de l'UNESCO



Source : *Twitter*. En ligne : <https://twitter.com/veraforreform/status/890847845703704576/photo/1> [consulté le 16 juillet 2020].

Sur la base de ce système, on constate que sur un total de quinze agences de l'ONU, quatre sont dirigées par un ressortissant chinois aujourd'hui, soit trois fois plus que n'importe quel autre pays. C'est un véritable record, symbole de l'intérêt de la Chine pour le système onusien. Ainsi, depuis 2013, on retrouve à la tête de l'organisation des Nations unies pour le

¹⁰¹ *FAO - News Article: Candidates for the post of FAO Director-General announced.*

¹⁰² *Examen de la procédure à suivre pour la nomination du Directeur général de l'Organisation - UNESCO Bibliothèque Numérique.*

¹⁰³ *Ibid.*

développement industriel, Li Yong, ancien vice-ministre des finances chinois¹⁰⁴. L'union internationale des télécommunication (UIT) et l'organisation internationale de l'aviation civile (OACI) sont respectivement dirigées par Zhao Houlin (depuis 2014) et Fang Liu (depuis 2015). Enfin, la FAO est la dernière agence à avoir élu un directeur chinois, Qu Dongyu. Le choix de ces agences ne semble pas être anodin et chacune représente un intérêt ou une ambition chinoise, notamment la FAO et l'ONUDI. La FAO est à l'origine des normes et réglementations dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation, secteur stratégique pour la Chine, dont la sécurité alimentaire est la priorité et qui est aujourd'hui le premier éleveur au monde¹⁰⁵. L'ONUDI, quant à elle, promeut le développement industriel dans les pays en développement, « un relai non négligeable pour la promotion du « modèle » de développement chinois »¹⁰⁶. La Chine ne veut d'ailleurs pas s'arrêter là et a récemment présenté une candidate, Wang Binying en mars 2020, pour la direction générale de l'OMPI. Cependant, cette dernière a été évincée par le candidat singapourien Daren Tang de 28 voix contre 55. Enfin, on peut également souligner que la Chine cherche à faire élire des directeurs qui pourront lui être favorables lorsqu'elle ne présente aucun ressortissant à ces postes. Ceci est vrai notamment avec l'élection du directeur générale de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreye, qui succéda à Margaret Chan première ressortissante chinoise (d'origine hongkongaise) à diriger une agence des Nations unies (de 2006 à 2017). En effet, l'ancien ministre de la santé éthiopien a travaillé avec la Chine en Ethiopie, notamment dans les programmes d'aide au développement chinois. Les bonnes relations entre les deux pays sont anciennes et l'Ethiopie apparait aujourd'hui comme l'une des principales terres d'investissement de la Chine en Afrique¹⁰⁷. Si l'on cite souvent les directeurs chinois des agences onusiennes, ces derniers ne sont que la face émergée de l'iceberg. La Chine a également investi les organisations onusiennes à d'autres niveaux, si ce n'est à tous les niveaux. Après les directeurs, on retrouve les équipes dirigeantes, composées des directeurs-adjoints et des directeurs de bureau. A ce titre, on peut citer Wang Binying, l'une des quatre vice-directeurs de l'OMPI depuis 2008¹⁰⁸, Ren Minghui, un des sous-directeurs de l'OMS

¹⁰⁴ *Biography | UNIDO*. En ligne : <https://www.unido.org/who-we-are-structure-director-general/biography> [consulté le 16 juillet 2020].

¹⁰⁵ LINCOT, Emmanuel et Emmanuel VERON. « Organisations internationales : le spectre d'une hégémonie chinoise se concrétise », *The Conversation*. 22 avril 2020.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ CABESTAN, Jean-Pierre. « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », *Perspectives chinoises*. 20 décembre 2012, vol.2012 n° 2012/4. p. 57-68.

¹⁰⁸ *L'Équipe de haute direction de l'OMPI*. En ligne : https://www.wipo.int/about-wipo/fr/activities_by_unit/management.jsp [consulté le 16 juillet 2020].

(2013)¹⁰⁹, et Xing Qu le numéro deux de l'UNESCO depuis 2018¹¹⁰. Enfin, on retrouve à la tête du Département des affaires économiques et sociales du secrétariat des Nations unies des ressortissants chinois depuis 2007¹¹¹, dont Liu Zhenmin depuis 2017¹¹², une sommité du ministère des Affaires étrangères chinois.

Cette représentation grandissante au sein des instances de l'ONU, résumé en annexe 9, n'est pas problématique en soi, la Chine étant le deuxième contributeur des Nations unies, néanmoins, la « complaisance » à l'égard de la Chine et le manque de neutralité sont des reproches souvent faits à ces directeurs. Preuve que cette neutralité est remise en cause, le chinois Qu Dongyu, lors de son discours prononcé juste avant son élection à la FAO, a promis « d'assurer les principes d'équité et de transparence, et de tout faire pour être impartial et neutre »¹¹³ afin de répondre aux inquiétudes évidentes de plusieurs Etats. Mais peu importe les promesses, il semblerait qu'une fois nommés, « les directeurs chinois ont tendance à se comporter d'abord comme des instruments de la politique chinoise, abusant de leurs responsabilités de fonctionnaires internationaux »¹¹⁴. L'exemple le plus frappant est la place qu'occupe le projet national chinois des BRI dans les discours des différents directeurs chinois à l'ONU. C'est notamment le cas avec Liu Zhenmin qui ne manque aucune occasion pour valoriser le projet dans ses allocutions. On peut citer son discours au forum de Davos en janvier 2018, dans lequel il évoque autant le projet des BRI que l'agenda 2030 des Nations unies (dix fois chacun), le projet qu'il a pourtant à sa charge. Autre exemple, depuis l'élection de Zhao Houlin à la tête à l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), les entreprises chinoises et les institutions technologiques affiliées à l'Etat chinois ont participé de manière croissante aux travaux de l'UIT, notamment dans l'établissement de nouvelles normes techniques. Selon le rapport du CNAS, par ce biais, la Chine chercherait à internationaliser les normes et les technologies de base qu'elle utilise, dont certaines permettent le modèle de surveillance oppressif de Pékin. Or, avec l'affaire Huawei aux Etats-Unis ou au Royaume-Unis, les questions des nouvelles technologies sont de plus en plus sensibles de par leur enjeu stratégique et de cyber-sécurité qu'elles sous-tendent.

¹⁰⁹ OMS / Dr Ren Minghui. En ligne : <http://www.who.int/dg/adg/ren-minghui/fr/> [consulté le 16 juillet 2020].

¹¹⁰ Who's Who? - Strategic Advisory Board. En ligne : <https://en.unesco.org/about-us/whoswho> [consulté le 16 juillet 2020].

¹¹¹ Successivement Sha Zukang 2007-2012, Wu Hongbo 2012-2017 et Liu Zhenmin 2017-2022

¹¹² M. Liu Zhenmin, *Secrétaire Général Adjoint*. 2017. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/fr/usg-liu.html> [consulté le 16 juillet 2020].

¹¹³ FAO - *Speeches detail: Statement by the Director-General Elect at the 41st session of the FAO Conference*. En ligne : <http://www.fao.org/director-general/speeches/detail/en/c/1204731/> [consulté le 17 juillet 2020].

¹¹⁴ « La Chine s'affirme dans les organisations internationales », *Le Temps*. 10 décembre 2019. En ligne : <https://www.letemps.ch/opinions/chine-saffirme-organisations-internationales> [consulté le 23 juin 2020].

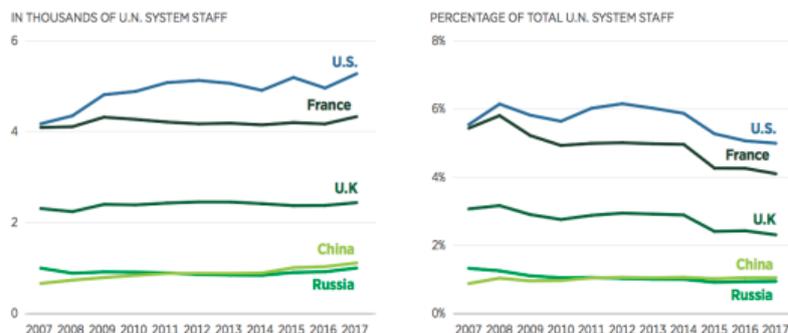
Au-delà de ces équipes dirigeantes, la Chine souhaite voir davantage de ses ressortissants travailler au sein des institutions de l'ONU puisqu'elle y est encore largement sous-représentée. Les figures 14 et 15 qui présentent la participation des cinq pays membres permanents du conseil de sécurité au sein du personnel de l'ONU, démontrent que la Chine (dont les ressortissants représentent 1% du personnel onusien), comme la Russie, ont une représentation plutôt faible comparées à la France ou aux Etats-Unis. Selon une étude réalisée en 2018, la Chine fait partie des pays encore sous-représentés au secrétariat au regard de sa population et de sa contribution, avec environ seulement 1% des postes supérieurs du secrétariat, contrairement aux Etats-Unis, surreprésentés¹¹⁵. Pour remédier à cela, la Chine concentre ses efforts sur les formations académiques et les stages au sein de ces instances. Pékin encourage les universités à ouvrir des formations spécialisées sur la gouvernance globale ou l'administration publique et met à disposition des étudiants chinois qui souhaitent effectuer un stage au sein des institutions de l'ONU une bourse couvrant leur frais de déplacement et donnant accès à une allocation entre 600 et 1800 dollars par mois¹¹⁶. Ce soutien financier est non négligeable d'autant plus lorsqu'on sait que ces stages ne font l'objet d'aucune rémunération habituellement. Cette volonté de former et d'attirer des nationaux dans ces carrières est d'autant plus nécessaire que les quotas des ressortissants chinois au sein du personnel de l'ONU seront certainement revus à la hausse ces prochaines années étant donné qu'ils dépendent de la contribution financière de chaque pays. Ainsi, les médias chinois ont déjà annoncé l'augmentation du nombre de postes réservés à des ressortissants chinois à l'UNESCO, passant d'une fourchette de 23-39 personnes à 38-63 personnes¹¹⁷, la Chine étant devenu le premier contributeur de l'organisation depuis le départ des Etats-Unis.

¹¹⁵ NOVOSAD, Paul et Eric WERKER. « Who runs the international system? Nationality and leadership in the United Nations Secretariat », *The Review of International Organizations*. mars 2019, vol.14 n° 1. p. 1-33.

¹¹⁶ WEI, Liu. « China Wants More Chinese to Work in International Organizations », *The Diplomat*. 2018.

¹¹⁷ « UNESCO may hire more Chinese staff: newspaper - Xinhua | English.news.cn ». En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2018-12/07/c_137656758.htm [consulté le 4 juillet 2020].

Figure 14 et 15 : Les membres permanent du conseil de sécurité de l'ONU : nombre et pourcentage du personnel de l'ONU



SOURCE: United Nations System Chief Executives Board for Coordination, "UN System HR Statistics Report," 2007-2017, <https://www.unsystem.org/content/un-system-human-resources-statistics-reports> (accessed August 12, 2019).

	China	France	Russia	U.K.	USA	Total U.N. System Staff
2007	666 (0.88%)	4,094 (5.44%)	1,001 (1.33%)	2,312 (3.07%)	4,175 (5.55%)	75,282
2008	737 (1.04%)	4,110 (5.81%)	890 (1.26%)	2,243 (3.17%)	4,350 (6.14%)	70,792
2009	794 (0.96%)	4,320 (5.22%)	918 (1.11%)	2,403 (2.90%)	4,814 (5.82%)	82,737
2010	844 (0.97%)	4,271 (4.93%)	912 (1.05%)	2,392 (2.76%)	4,886 (5.64%)	86,622
2011	886 (1.05%)	4,212 (4.99%)	896 (1.06%)	2,432 (2.88%)	5,080 (6.02%)	84,354
2012	888 (1.07%)	4,174 (5.01%)	862 (1.03%)	2,456 (2.95%)	5,127 (6.15%)	83,319
2013	885 (1.05%)	4,188 (4.98%)	851 (1.01%)	2,455 (2.92%)	5,063 (6.02%)	84,069
2014	893 (1.07%)	4,150 (4.96%)	844 (1.01%)	2,419 (2.89%)	4,910 (5.87%)	83,618
2015	1,011 (1.03%)	4,201 (4.27%)	906 (0.92%)	2,375 (2.41%)	5,193 (5.27%)	98,469
2016	1,035 (1.06%)	4,172 (4.26%)	922 (0.94%)	2,379 (2.43%)	4,960 (5.07%)	97,891
2017	1,115 (1.06%)	4,332 (4.10%)	1,004 (0.95%)	2,441 (2.31%)	5,275 (5.00%)	105,594

SOURCE: United Nations System Chief Executives Board for Coordination, "UN System HR Statistics Report," 2007-2017, <https://www.unsystem.org/content/un-system-human-resources-statistics-reports> (accessed August 7, 2019).

Source : *Insights into Editorial: China's growing clout at the UN* - INSIGHTSIAS. En ligne : <https://www.insightsonindia.com/2019/10/25/insights-into-editorial-chinas-growing-clout-at-the-un/> [consulté le 14 août 2020].

L'impact de ces dirigeants est multiple : ces derniers promeuvent le modèle et les normes chinoises, ils soutiennent avec force le projet des BRI et y implique leur agence délibérément. Tous les efforts des ressortissants chinois à l'ONU, ajouté au pouvoir institutionnel et économique que la Chine détient, il serait faux de penser que l'investissement de la Chine à l'ONU est désintéressé et n'ait aucune influence sur le système onusien. Il semblerait que l'influence est plus ou moins forte selon les agences et les thématiques. La

première influence que l'on constate est celle que la Chine exerce sur l'orientation du système onusien, prenant la direction des nouvelles routes de la soie et laissant de côté des problématiques chères à l'ONU.

III. La Chine pèse de tout son poids pour orienter l'action des Nations unies en son sens

En position de force aux Nations unies grâce à ses atouts politiques, financiers et humains, mais néanmoins pas en position de domination, la Chine fait en sorte de peser de tout son poids pour orienter les Nations unies dans un sens qui lui est plus favorable. Elle éloigne la question problématique des droits de l'homme (A) et préfère attirer l'attention des instances onusiennes sur le projet des BRI, un projet qu'elle présente comme allant dans leur intérêt et dans lequel elles s'engagent (B). Son influence varie selon les agences et peut en mener certaines à s'éloigner fortement de leur objectif initial, tel est le constat qui a été fait pour l'OMS lors de l'épidémie de covid-19 (C).

A) A l'ONU, la Chine éloigne la question des droits de l'homme...

« Ouïghour, génocide en cours » titre en une le journal Libération du 25 juillet 2020¹¹⁸. Le journal soutient les accusations dirigées contre la Chine depuis plusieurs années quant au mauvais traitement réservé à ses minorités musulmanes, traitement qualifié de violation des droits de l'homme par Human Right Watch (HRW). Rien n'a changé depuis les événements place Tian An Men : l'économie reste la priorité et la situation concernant les droits de l'homme en Chine ne s'est pas améliorée, elle s'est peut-être même dégradée depuis la généralisation des nouvelles technologies et l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Mais la question ouïghoure, la Chine ne veut pas en entendre parler et surtout pas au sein des instances internationales puisqu'elle considère la question comme strictement domestique et ce malgré la signature et la ratification de plusieurs traités internationaux sur les droits de l'homme¹¹⁹. La Chine pèse donc de tout son poids pour diminuer l'intérêt et l'action des Nations unies sur cette question, et plus largement, pour la question des droits de l'homme en Chine. HRW a justement publié un

¹¹⁸ Voir la première page du journal en annexe 10

¹¹⁹ La Chine a signé et ratifié les traités suivants: la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), la convention relative aux droits de l'enfant (CDE), le Pacte international relative aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), la convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), la Chine est également signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCO) en 1998, mais ne l'a jamais officiellement ratifié. *UN Treaty Bodies and China / Human Rights in China 中国人权 / HRIC*. En ligne : <https://www.hrichina.org/en/un-treaty-bodies-and-china> [consulté le 23 juillet 2020].

rapport sur ce sujet en 2017, qui accuse la Chine de « travailler au sein du système des Nations unies pour saper sa capacité à renforcer le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme »¹²⁰. A la conception des droits de l'homme universaliste occidentale, la Chine oppose une vision culturaliste. Elle ne considère pas les droits de l'homme comme étant des droits fondamentaux et soutient que « les gouvernements peuvent invoquer des conditions locales « uniques » pour justifier le mépris des revendications d'individus ou de minorités »¹²¹. La Chine est surtout attachée aux droits collectifs plus qu'individuels et considère que les droits et les devoirs civiques ne font qu'un. De plus, la conception chinoise insiste sur la priorité pour les pays en développement, dont elle se considère partie, d'assurer avant tout le droit à la vie et les droits économiques¹²², qui prévalent sur les droits politiques et civiques. Elle met donc au même niveau souveraineté, droit au développement et droit de l'homme, si ce n'est le dernier en dessous des autres¹²³. Ainsi, sur le plan international, la Chine, qui valorise la souveraineté et le principe de non-ingérence, « considère que les droits de l'homme ne doivent en aucun cas être une cause d'ingérence par des acteurs étrangers »¹²⁴. En plus de rendre la souveraineté inviolable, « Pékin fait des Etats les seuls acteurs légitimes de la scène internationale, dans le but supposé de « démocratiser » les relations internationales en mettant les pays en développement sur un pied d'égalité dans le système de gouvernance mondiale »¹²⁵ et affaiblir la question des droits de l'homme, très souvent défendue par les ONG. Ainsi, au sein des Nations unies, la Chine a deux objectifs concernant le domaine des droits de l'homme : évincer la question de leur respect sur son territoire et défendre sa propre vision. Pour cela, la Chine utilise tous les moyens qu'elle a à sa disposition.

Aux Nations unies, la protection des droits de l'homme est assurée par deux organes : le haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies (HCDH) et le conseil des droits de l'homme (HRC). Pour la Chine, faire partie de ces organisations est donc une priorité. La capacité d'influence chinoise est limitée au sein du HCDH, puisqu'aucun ressortissant n'est présent dans les hautes sphères de l'organisation, dirigée par un jordanien, un australien et un croate. De plus, fin 2013, sur les 503 fonctionnaires de catégorie supérieures, seul quatre étaient

¹²⁰ HUMAN RIGHTS WATCH (ORGANIZATION) (ed.). *The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms*. New York, Human Rights Watch. 2017. 122 p.

¹²¹ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

¹²² « A chacun ses droits de l'homme. Relativisme chinois contre universalisme occidental », *Courrier international*. 3 décembre 2008.

¹²³ OKANO-HEIJMANS, Maaike et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristic?* Netherlands Institute of International Relations. 2018.

¹²⁴ Ibid.

¹²⁵ Ibid.

chinois¹²⁶. A l'inverse, le rôle de la Chine au sein du conseil des droits de l'homme est plus important. Le conseil est composé de 47 Etats membres, répartis par zone géographique et élus à bulletin secret par l'Assemblée générale pour trois ans. Sur ces 47 sièges, 26 sont réservés aux pays d'Asie et d'Afrique, avec seulement treize sièges pour l'Occident, dont six pour les pays d'Europe de l'Est. La Chine est parfois surnommée « membre presque permanent » du conseil puisque ses candidats ont systématiquement été élus et elle en a fait partie depuis sa création en 2006, à l'exception d'une année : en 2013¹²⁷. De plus, la Chine étant le deuxième contributeur des Nations unies aujourd'hui, elle a une forte influence au sein de la commission administrative et budgétaire qui supervise le budget du HRC. Grâce à cette « surreprésentation » chinoise, le pays pèse sur les débats. La Chine influe sur les votes et résolutions adoptés par le conseil. Si les résolutions sont généralement adoptées par consensus, il est possible qu'un vote ait lieu, auquel cas la Chine obtient très souvent la majorité grâce à sa proximité avec les pays en développement qui occupent la majorité des sièges de l'organisation. Ainsi, « l'équilibre des pouvoirs au sein du Conseil joue la plupart du temps en faveur de la Chine et au détriment de l'Occident¹²⁸ ». Selon HRW, l'une des principales façons dont la Chine mobilise le soutien des pays en développement est de soutenir les questions qui intéressent ces États en les défendant au Conseil lorsqu'ils reçoivent une attention particulière¹²⁹. Redevables, les pays en développement soutiennent ensuite la Chine lorsqu'elle sera mise en cause, la « question et la gravité de la violation des droits de l'homme devenant secondaire, est la solidarité politique devenant moteur »¹³⁰. Grâce à ce soutien, la Chine peut jouer le jeu de l'obstruction : « elle restreint l'accès aux procédures spéciales en créant des obstacles qui laissent la plupart des demandes de visite dans l'incertitude et n'autorise les visites d'experts indépendants seulement pour des sujets qu'elle ne considère pas comme menaçants »¹³¹. Elle contre ainsi les initiatives favorables aux droits, comme les rapports sur les violations des droits de l'homme dans certains pays (Venezuela¹³², Myanmar¹³³, Sri Lanka¹³⁴...).

¹²⁶ Ibid.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ SCEATS, Sonya, Shaun BRESLIN. « *China and the international human rights system* ». Royal institute of international affairs 2012.

¹²⁹ *The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms*. Human Rights Watch. 2017.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Ibid.

¹³² HCDH | *Le Conseil adopte dix résolutions, dont six - notamment celle sur le Venezuela - à l'issue d'un vote*.

¹³³ Ibid.

¹³⁴ HCDH | *Le Conseil adopte douze résolutions, dont celles sur le Nicaragua et sur Sri Lanka*.

Pour éloigner les critiques faites par des ONG internationales, telles qu'Amnesty International ou Human Right Watch, la Chine a décidé d'« inonder les plateformes consultatives de l'ONU d'organes de la « société civile » parrainés par l'État chinois qui diluent de ce fait les voix critiques et soutiennent la politique gouvernementale »¹³⁵. Le CNAS a établi une liste des associations (voire figure 15). Ces ONG, qui n'ont que très peu d'indépendance, surnommées « organisations non-gouvernementales organisées par le gouvernement »¹³⁶, diffusent au sein des Nations unies les positions du PCC sur les conditions des droits de l'homme. C'est notamment le cas de l'association chinoise pour la préservation et le développement de la culture tibétaine (CAPDTC), accréditée en 2007, qui a maintes fois fait connaître la position de Pékin sur les questions tibétaines tout en se présentant comme impartiale¹³⁷. A titre d'exemple, en 2015, l'association a déclaré devant le comité des Nations-unies contre la torture considérer « tous les comportements portant atteinte à la souveraineté nationale, à l'unité et à la sécurité territoriales, divisant le pays (...) et mettant en danger la société (...) comme des crimes »¹³⁸. Étudiée de plus près, la CAPDTC est en réalité composée de dirigeants de haut niveau qui occupent des postes au sein du Front uni du Parti.

Figure 15 : Liste des organisations non gouvernementales proches du gouvernement chinois accréditées à l'ONU

THE RISE OF CHINESE "GONGOS"

One tactic employed by China to marginalize its critics within international organizations and promote favorable voices is the creation of government-organized non-governmental organizations or GONGOs. This is a type of international "astroturfing." A non-exhaustive list of China's self-reported GONGOs includes the following:²⁵

<p>Environment</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Huai River Eco-Environment Research Center ▪ Center for Legal Assistance to Pollution Victims ▪ Center for Environment Development and Poverty Alleviation 	<p>Labor and Migrants</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beijing Yilian Labor Law Aid and Research Center ▪ Suzhou Migrant Workers Home ▪ Shenzhen Chunfeng Labor Disputes Services Center 	<p>Law and Governance</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Justice for All (天下公) ▪ Equity & Justice Initiative ▪ Dongjien Center for Human Rights Education and Action
<p>Culture</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The Rural Development Research Center of Qinba Area ▪ Genuine Love ▪ Beijing Rural Children's Cultural Development Center 	<p>Ethnic Minorities</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Preservation and Development of Tibetan Culture ▪ Yothok Yonden Gonpo Medical Association ▪ Lanzhou Chongde Women Children Education Center 	<p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Guangzhou Grassroots Education Support Association ▪ China Zigen Rural Education & Development Association ▪ Beijing Hongdandan Education and Culture Exchange Center

Source: Organizations retrieved from China Development Brief's NGO Directory, <http://www.chinadevelopmentbrief.cn/directory/>.

Source : LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

Parallèlement, la Chine a également fait en sorte d'empêcher la participation de la « véritable » société civile chinoise à l'ONU. Les tactiques des autorités sont multiples selon HRW :

¹³⁵ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. [s.n.]. 2019.

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ TORTURE, UN Committee Against et China Association for Preservation and Development of Tibetan CULTURE. *Criminal Penalty in Tibet*. 2015. En ligne : <https://www.ecoi.net/en/document/1291950.html> [consulté le 22 juillet 2020]. China.

« empêcher les militants de la société civile chinoise de quitter le pays, intimider et harceler les militants dans les locaux de l'ONU... »¹³⁹. A titre d'exemple, la militante Cao Shunli a été arrêtée le 14 septembre 2013 à l'aéroport de Pékin alors qu'elle se rendait à Genève pour participer à une formation sur les mécanismes de défense des droits de l'homme à l'ONU. Ce n'est que lorsqu'elle est tombée dans le coma en février 2014 que les autorités l'ont transféré à l'hôpital, après plusieurs mois de maltraitance¹⁴⁰. Le rapport de HRW souligne d'ailleurs que les pressions ne s'arrêtent pas à la frontière chinoise et peuvent avoir lieu même à Genève¹⁴¹.

Grâce à ses soutiens, la Chine a toujours réussi à éviter des résolutions à son encontre et la question ouïghoure en est la preuve. Lorsque celle-ci avait commencé à interpeler les Nations unies, notamment Michel Bachelet, haut-commissaire aux droits de l'homme, et le comité pour l'élimination de la discrimination raciale dès 2018, la Chine avait alors demandé aux Nations unies de respecter la Charte et sa souveraineté¹⁴². Cependant, l'inquiétude des Nations unies n'ayant pas trouvé de réponse, la question fut réexaminée en 2019. Malgré cela, lors de la session annuelle du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (février-mars 2019), la Chine a évité l'examen de ses « camps de détention » au Xinjiang et n'a fait que l'objet de recommandation lors de l'examen annuel du conseil. Cette réussite pour la « diplomatie chinoise » est le fruit d'un effort quotidien et de beaucoup de pression. En effet, des diplomates étrangers ont dénoncé une pression intense de la part de la Chine au HRC, mettant en cause notamment une lettre signée par l'ambassadeur chinois Yu Jianhua envoyée à plusieurs missions diplomatiques et représentants d'ONG les mettant en garde de participer à un « événement organisé par les américains le 13 mars 2019 sur le traitement des Ouïghours et des autres minorités musulmanes en Chine »¹⁴³. La lettre demande instamment à chacun de ses destinataires de « ne pas coparrainer, participer ou être présent à cet événement parallèle (...) » dans l'intérêt de leur « relations bilatérales et de la poursuite de la coopération multilatérale ». Si la pratique semble plus courante qu'on ne le croit aux Nations unies, il semblerait néanmoins que la Chine soit l'un des pays qui en fait le plus usage¹⁴⁴. Lors de cette session particulièrement sensible pour la Chine, HRW a également accusé la Chine d'avoir poussé intentionnellement

¹³⁹ *The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms*. Human Rights Watch. 2017.

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² *La Chine demande à Bachelet (Onu) de respecter sa souveraineté*. En ligne :

https://www.challenges.fr/monde/la-chine-demande-a-bachelet-onu-de-respecter-sa-souverainete_611935 [consulté le 24 juillet 2020].

¹⁴³ « UN envoys, activists tell of China pressure and 'threats' over Uygur event », *South China Morning Post*. 2 avril 2019. En ligne : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3004214/un-diplomats-and-activists-describe-chinese-pressure-and> [consulté le 19 juillet 2020].

¹⁴⁴ Ibid.

des Etats amis à inonder la liste des orateurs. Ainsi près de 100 pays ont demandé la parole, soit trois fois plus que d'habitude et le conseil, qui a tiré au sort les prises de parole, a donné la parole au Mali puis aux Philippines. A l'inverse les voix critiques des pays européens ne se sont pas faites entendre. Les ONG ont également eu l'occasion de s'exprimer, mais là aussi les groupes faisant l'éloge de la Chine ont obtenu six des dix places de parole disponibles¹⁴⁵. Avant la session annuelle, la Chine avait également tout fait pour empêcher Dolkun Isa, président du Congrès mondial ouïghour, d'intervenir aux Nations unies. Il s'est ainsi vu régulièrement refuser le statut consultatif aux Nations-Unis à la demande de la Chine¹⁴⁶, l'empêchant de prendre part au Forum des Nations unies sur les questions autochtones¹⁴⁷. En août 2019, la délégation chinoise aux Nations-unies a également adressé une note verbale aux autres délégations leur demandant de ne pas accepter d'entretien avec Dolkun Isa, la note verbale le qualifiant de « terroriste »¹⁴⁸. La question ouïghoure et l'obstruction chinoise empêchant les Nations unies de réagir comme les traités le prévoient démontre l'efficacité de l'action chinoise à l'ONU et l'influence qu'elle a accumulée ces dernières années.

Enfin, au-delà de cette position défensive, la Chine a également commencé à promouvoir sa vision des droits de l'homme depuis quelques années. En ce sens, l'une des influences les plus remarquées de la Chine au sein du HRC a été l'adoption de deux résolutions reprenant des concepts chers à la rhétorique de Xi Jinping. En 2017, le conseil adopte la première résolution chinoise, coparrainée par 48 autres pays, tous à l'exception de la Russie des pays en développement. Cette résolution, intitulée « la contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme »¹⁴⁹, suggère que les « objectifs de développement pourraient permettre aux pays de s'écarter de leurs obligations et engagements en matière de droits de l'homme »¹⁵⁰, du jamais vu aux Nations unies. Et pourtant, malgré la résistance des États-Unis et de l'Union européenne, la résolution a été adoptée avec 30 pays pour, treize contres et trois abstentions¹⁵¹. Depuis, la Chine multiplie les interventions qui permettent la promotion du droit au développement, comme en septembre 2019 où le chef de la mission

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ TUNG, Cheng-Chia et Alan H. YANG. « How China Is Remaking the UN In Its Own Image », *The Diplomat*, 9 avril 2020. En ligne : <https://thediplomat.com/2020/04/how-china-is-remaking-the-un-in-its-own-image/> [consulté le 3 juillet 2020].

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ UNPO: *UNPO Denounces Chinese Attacks on its Vice-President*. En ligne : <https://unpo.org/article/21640> [consulté le 23 juillet 2020].

¹⁴⁹ RES/35/21 *The contribution of development to the enjoyment of all human rights / RightDocs - Where human rights resolutions count*. En ligne : <https://www.right-docs.org/doc/a-hrc-res-35-21/> [consulté le 22 juillet 2020].

¹⁵⁰ OKANO-HEIJMANS, Maaike et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristics?* Netherlands Institute of International Relations. 2018.

¹⁵¹ Ibid.

diplomatie chinoise à l'ONU, Chen Xu, soutenu par 139 pays, a fait un discours appelant à « la réalisation complète du droit au développement » lors de la 42^{ème} session ordinaire du HRC. L'autre concept est la « coopération mutuellement bénéfique » qui est entré dans le vocabulaire du HRC grâce à la résolution chinoise intitulée « promouvoir une coopération mutuellement bénéfique dans le domaine des droits de l'homme » et adoptée en 2018 grâce à 28 votes pour, 17 abstentions et un vote contre (Etats-Unis). Selon ces derniers, cette résolution « est destinée à profiter aux États autocratiques aux dépens des droits de l'homme et des libertés fondamentales »¹⁵². La Suisse parvient à la même conclusion : « cette résolution contient un langage vague et ambigu qui affaiblit les principes fondamentaux des droits de l'homme »¹⁵³.

La Chine a donc utilisé sa position au sein du Conseil des droits de l'homme pour se soustraire à leur examen et a cherché, avec des pays partageant les mêmes idées, à contrer les initiatives favorables aux droits, en particulier les rapports sur les violations des droits de l'homme dans certains pays. Si la Chine a généralement été décrite comme adoptant un profil bas au Conseil des droits de l'homme, elle est allée au-delà de ce que les pays moins puissants sont capables de faire pour se prémunir contre une enquête sur les droits de l'homme, en utilisant son influence économique et politique. Les diplomates chinois à Genève s'efforcent de détourner l'attention des Nations unies en critiquant d'autres pays et en exerçant des pressions économiques et politiques sur d'autres gouvernements pour obtenir leur soutien. Pour détourner l'attention des droits de l'homme, la Chine se sert également de son projet phare : les nouvelles routes de la soie (BRI), pour attirer les agences de l'ONU vers un nouveau projet dynamique.

B) ... et attire l'attention des agences onusiennes sur les BRI

L'un des résultats les plus flagrants de l'influence chinoise à l'ONU est l'intérêt croissant prêté au projet des BRI, un projet national chinois, par les organes des Nations-Unis. Pékin s'est appuyée sur son vaste réseau dans les hautes sphères des instances onusiennes afin d'orienter l'organisation vers l'adoption et le soutien du projet. L'argument principal de Pékin est l'alignement des objectifs des BRI sur ceux du programme de développement durable à l'horizon 2030 (souvent appelé Agenda 2030 ou SDG pour l'anglais « sustainable development goal »), un agenda dont les priorités sont de réduire la pauvreté, les inégalités et lutter contre le changement climatique. La mise en œuvre de cette stratégie a commencé en juillet 2016 lors de la rencontre entre Xi Jinping et Ban Ki-moon, au cours de laquelle Xi Jinping a développé tout

¹⁵² *With Its Latest Human Rights Council Resolution, China Continues Its Assault on the UN Human Rights Framework*. 2018. En ligne : <https://chinachange.org/2018/04/09/with-its-latest-human-rights-council-resolution-china-continues-its-assault-on-the-un-human-rights-framework/> [consulté le 24 juillet 2020].

¹⁵³ Ibid.

un argumentaire démontrant l'un des objectifs communs des deux projets : la lutte contre la pauvreté. Depuis, les discours chinois dressent en synonyme SGD et BRI¹⁵⁴. Pour appuyer cet argumentaire, Pingfan Hong, économiste chinoise du DESA, a publié une étude en 2016 qui conclut que « l'esprit des BRI est, dans une large mesure, en adéquation avec le plan d'action de l'ONU pour réduire la pauvreté dans le monde d'ici 2030 ». On remarque l'activisme des ressortissants chinois présents dans les hautes sphères de l'ONU afin de faire la promotion des BRI. Liu Zhenmin, ancien vice-ministre chinois des affaires étrangères et actuel secrétaire général adjoint du DESA, a présenté le projet des BRI comme un projet visant une « mondialisation inclusive, équitable et durable », faisant valoir que la BRI servait « les principes de la charte des Nations unies », lors du forum de Davos des BRI en 2018. Liu Zhenmin utilise sa position pour rapprocher ces deux projets : c'est également lui qui fait la promotion du programme « jointly building belt and road towards SDGs », un programme financé par la Chine qui vise à rapprocher les deux projets. Il n'est pas le seul, la plupart des dirigeants chinois à la tête d'agence de l'ONU tiennent le même discours. Et c'est ainsi que progressivement, « les Nations unies dans leur ensemble ont apporté leur soutien inconditionnel à la construction des BRI »¹⁵⁵, ce qui se comprend au regard des millions de dollars d'investissement en infrastructures, dont le besoin se fait sentir, mais dont seul la Chine semble aujourd'hui volontaire et capable de financer face au scepticisme américain sur l'aide étrangère¹⁵⁶. Même le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a apporté son soutien à l'initiative des BRI à plusieurs reprises. Il a notamment assisté aux deux forums des BRI en 2017 puis en 2019. Très récemment, il a même adopté les éléments de langage de Pékin dans ses discours, évoquant une « coopération gagnant-gagnant » et l'argument central selon lequel la BRI et les SDG font du « développement durable leur objectif principal » tout en s'efforçant de « créer des opportunités » et de fournir des « biens publics mondiaux »¹⁵⁷. Il n'est pas le seul, Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, a approuvé les BRI avec le même enthousiasme lors du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, en affirmant que le projet était « une occasion non seulement de fournir des alternatives à la réduction des armes à feu pour nos peuples, mais aussi de préserver nos atouts, tant humains que naturels, sur le continent qui construit aujourd'hui notre avenir »¹⁵⁸.

¹⁵⁴ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

¹⁵⁵ Ibid.

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ Ibid.

¹⁵⁸ LYNCH, Colum. « China Enlists U.N. to Promote Its Belt and Road Project », Blog *Foreign Policy*.

Mais au-delà des discours, les actions sont réelles. Alors qu'on reproche souvent aux Nations unies de tarder à mettre leurs promesses à exécution, la Chine a su convaincre plusieurs agences de l'ONU de signer avec elle des lettres d'intention, des programmes d'assistance, voire même des accords-cadres (MoU). Ces MoU sont l'outil privilégié de la Chine dans le cadre des BRI. Leur symbolique est forte puisque chaque MoU signé renforce la légitimité de l'initiative. Si chaque accord est différent, on y retrouve une structure et un langage similaire : ils comprennent toujours un point sur le renforcement de la coopération mutuelle, on y retrouve les éléments de langage des BRI comme l'expression de « bénéfice partagé » ou de « communauté de destin ». Si ces accords se concluent toujours par une formule où les deux parties ont convenu que ce document n'était juridiquement par contraignant, de nombreux juristes mettent en avant que les déclarations d'un MoU vont néanmoins déterminer les entretiens diplomatiques à venir. « Le but de ces protocoles d'accord non juridiquement contraignants est d'influencer plutôt que de diriger »¹⁵⁹. Selon Chris Devonshire, « le protocole d'accord semble largement bénin ; cependant, il contient les germes de ce qui pourrait, à l'avenir, être utilisé comme outil diplomatique pour insister sur le fait que des accords ont été conclus dans certains domaines. »¹⁶⁰. Ensuite, vient les « communiqués conjoints » ou les « déclarations conjointes » qui ont souvent une portée symbolique et signent le début d'une coopération, sans pour autant avoir de transpositions concrètes et immédiates. Par de tels actes, de plus en plus d'organisations internationales, dont une large partie des agences de l'ONU sont progressivement devenues des partenaires et acteurs du projet des BRI comme en témoigne l'annexe 11. Selon les communiqués officiels du gouvernement chinois, la Chine dénombre trente organisations internationales qui aurait signé des accords de coopération dans le cadre des BRI¹⁶¹, sans jamais énumérer aucune liste¹⁶². La liste fournie en annexe 11 propose de recenser les accords signés avec des agences onusiennes sur la base des comptes rendus des deux sommets des routes de la soie, qui se sont respectivement déroulés en mai 2017 et avril 2019. A la lecture de cette liste, on remarque que plusieurs agences de l'ONU ont signé des

¹⁵⁹ « Memorandum of Understanding MoU under the Belt and Road Initiative », Blog *Belt and Road Initiative*. 2018.

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ 中国已与 137 个国家、30 个国际组织签署 197 份“一带一路”合作文件-中国政府网. 2019. En ligne : http://www.gov.cn/xinwen/2019-11/15/content_5452490.htm [consulté le 30 juin 2020].

¹⁶² Le chiffre annoncé par la Chine dépend très certainement de ce qu'elle entend pas « organisation internationale », dans lesquels il est possible qu'elle ne compte pas par exemple les commission économiques des nations unis sur l'Europe ou l'Asie Pacifique, ou le sens qu'elle donne à la notion large d'« accord de coopération », dans lesquels un communiqué conjoint n'est peut-être pas admis.

MoU avec la Chine (PNUD¹⁶³, UNIDO¹⁶⁴, OMS, FAO¹⁶⁵, UN-Habitat¹⁶⁶, OIT¹⁶⁷). Parmi ces accords, deux sont particulièrement importants. Le premier est le MoU signé par le PNUD le 19 septembre 2016¹⁶⁸, dans l'espoir de participer à la construction des routes de la soie et afin de créer « un environnement qui favorisera l'élimination de la pauvreté, le développement social inclusif et la durabilité environnementale »¹⁶⁹. La directrice du PNUD, Helen Clark, était alors en campagne pour se faire réélire. Ainsi, selon Foreign Policy, la signature de cet accord aurait donc été monnaie d'échange contre le soutien de la Chine, malgré les démentis de l'intéressée¹⁷⁰. Quoiqu'il en soit, cet engagement du PNUD s'inscrit officiellement dans le cadre de ses « objectifs de développement durable » faisant parti de l'agenda 2030. Cet accord est suivi d'un plan d'action signé en 2017 qui prévoit échange d'information, coordination politique et approfondissement de partenariat entre la Chine, ses entreprises et les institutions engagées au sein des BRI avec le PNUD¹⁷¹. Ainsi, le PNUD apporte son soutien direct à l'initiative des nouvelles routes de la soie et y participe de différentes manières : il apporte une assistance technique, remplit des fonctions de conseils, encourage et oriente certains pays au sein du réseau des BRI. Le PNUD a publié trois rapports sur le développement économique durable des pays le long des routes de la soie. Sur une page dédiée, il est également le promoteur du modèle de développement économique et « soutenable » chinois¹⁷². L'autre accord significatif est également un MoU signé le 18 janvier 2017 par l'OMS, alors représentée par Margaret Chan, pour la construction d'une « route de la soie de la santé » (健康丝绸之路 Jiànkāng sīchóu zhī lù). La volonté de créer une route de la soie sanitaire a été annoncée dès 2015 et consiste à établir un réseau de coopération sanitaire au niveau régional et mondial (forum de coopération sanitaire avec l'ASEAN, les pays participants aux routes de la soie, les BRICS) et aider la médecine traditionnelle chinoise à se mondialiser¹⁷³. Cet accord signé avec l'OMS porte

¹⁶³ Helen Clark: Statement at the Signing of the MoU between UNDP and the Government of the People's Republic of China on the Belt and Road Initiative and the implementation of the SDGs. 19/09/2016

¹⁶⁴ UN Agencies BRI Involvement 02 (01 Oct 2018).pdf.

¹⁶⁵ FAO + China. 2017.

¹⁶⁶ Collaboration between China and UN-Habitat-Under the One Belt One Road Initiative: Executive Director visits Beijing | Urban Gateway.

¹⁶⁷ China ILO cooperation. 2019.

¹⁶⁸ Helen Clark: Statement at the Signing of the MoU between UNDP and the Government of the People's Republic of China on the Belt and Road Initiative and the implementation of the SDGs. 19/09/2016

¹⁶⁹ *ibid.*

¹⁷⁰ LYNCH, Colum. « China Enlists U.N. to Promote Its Belt and Road Project », Blog *Foreign Policy*.

¹⁷¹ *Cooperation for Common Prosperity*. En ligne :

<https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/presscenter/pressreleases/2017/05/14/cooperation-for-common-prosperity.html> [consulté le 1 juillet 2020].

¹⁷² *Belt and Road*. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/belt-and-road.html> [consulté le 1 juillet 2020].

¹⁷³ BONDAZ, Antoine. « Route de la soie de la santé : comment la Chine entend profiter de la pandémie pour promouvoir sa diplomatie sanitaire ». 26 mars 2020. (Fondation pour la recherche stratégique).

sur le rôle que peut jouer la Chine sur la scène internationale en matière de santé¹⁷⁴. Quelques mois plus tard, le nouveau directeur de l’OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, élu grâce au soutien et levier diplomatique de la Chine, participe au Forum pour la coopération sanitaire et prononce un discours qui fait l’éloge du système chinois¹⁷⁵ en matière de santé et bénit les BRI. Parmi les autres agences de l’ONU qui ont signé des accords, comme l’OACI (2017) ou l’UNIDO (2018), on remarque qu’elles sont dirigées par un ressortissant chinois ou comprennent une grande représentation chinoise, les rendant plus enclins à signer un accord avec la Chine dans le cadre des BRI. En conséquence, on constate aujourd’hui que de nombreuses agences de l’ONU ont apporté leur soutien aux BRI et participent à leur construction. Cependant, l’influence chinoise ne s’arrête pas là et l’esprit des BRI se retrouve désormais en dehors des accords de coopération, dans le langage utilisé au sein même des enceintes de l’ONU.

Le pouvoir des mots au sein des Nations unies ne doit pas être sous-estimé. Si la rhétorique et le langage des BRI a déjà été adopté par Antonio Guterres dans ses discours ou figure dans plusieurs rapports des agences de l’ONU, comme les rapports du PNUD¹⁷⁶, la Chine milite aujourd’hui pour faire inscrire ces éléments de langage dans les résolutions du conseil de sécurité qui peuvent s’y prêter. Cette tentative a débouché sur un affrontement entre la Chine et les Etats-Unis en septembre dernier concernant une référence au BRI dans une résolution du conseil de sécurité sur l’Afghanistan¹⁷⁷. C’est la deuxième tentative chinoise en ce sens, mais les Etats-Unis se sont montrés fermement opposés à adopter un langage faisant référence à une politique nationale chinoise et la résolution fût adoptée le 17 septembre 2019¹⁷⁸ sans aucune référence aux BRI, à la grande déception de la partie chinoise. Ces tentatives effraient les spécialistes américains qui s’étonnent « du soutien sans réserve des hautes instances de l’ONU pour une initiative unilatérale d’un pays, sans que l’on sache réellement comment les BRI soutiennent les objectifs de l’agenda 2030 »¹⁷⁹. Pour eux, la réalité reste que « les activités de

¹⁷⁴ Ibid.

¹⁷⁵ OMS | *Vers une route de la soie sanitaire*. 2017. En ligne : <http://www.who.int/dg/speeches/2017/health-silk-road/fr/> [consulté le 30 juin 2020].

¹⁷⁶ *Belt and Road | UNDP in China*. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/belt-and-road.html> [consulté le 4 août 2020].

¹⁷⁷ « China Fights U.S. on ‘Belt and Road’ Reference in UN Resolution », *Bloomberg.com*. 11 Septembre 2019.

¹⁷⁸ NEWS, A. B. C. « UN adopts Afghan resolution without China’s “Belt and Road” », *ABC News*. En ligne : <https://abcnews.go.com/International/wireStory/adopts-afghan-resolution-chinas-belt-road-65667778> [consulté le 17 juillet 2020].

¹⁷⁹ LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People’s Republic of the United Nations*. 2019.

la Chine et des BRI sapent les normes et les pratiques internationales et ont des effets néfastes sur l'environnement et sur les sociétés et populations locales »¹⁸⁰.

Ainsi, le projet des BRI a pénétré les enceintes des Nations-Unis dans la parole et l'action. Ce constat rejoint celui de l'institut néerlandais des relations internationales qui voit dans la stratégie chinoise un processus rendant le projet des BRI plus « onusien » (« UN-ising »)¹⁸¹ afin d'obtenir davantage de reconnaissance publique. C'est notamment ce qu'a cherché à faire la Chine avec son projet de « route de la soie sanitaire » afin de promouvoir son modèle tout en allant dans le sens des objectifs de l'OMS. L'OMS est alors devenue l'une des agences les plus investies auprès des BRI et sa sollicitude envers la Chine est apparue au grand jour avec l'épidémie de covid-19. L'influence chinoise aurait ainsi empêché l'OMS de réagir correctement à cette crise sanitaire.

C) L'effet perturbateur de la Chine à l'OMS dans le contexte de l'épidémie de covid-19

La coïncidence d'une présence chinoise croissante au sein du système des Nations unies et l'apparition d'une pandémie qui a pour berceau la Chine font de l'OMS le symbole de l'influence chinoise aux Nations unies. Quel que soit le bilan de la gestion de l'épidémie par l'OMS, la réaction de l'OMS semble avoir manqué d'impartialité vis-à-vis de la Chine. L'exemple le plus flagrant est d'abord le traitement privilégié dont a bénéficié la Chine qui n'a fait l'objet d'aucune suspicion de la part de l'OMS malgré les premiers signaux d'alerte envoyés par Taiwan dès le 31 décembre 2019¹⁸². L'OMS a privilégié les informations transmises par la Chine à partir du 11 janvier¹⁸³ (voire annexe 12) et la voie de la coopération avec Pékin, envoyant une équipe OMS-Chine du 16 au 24 février. Le rapport de cette équipe, publié dans la foulée, décrit le travail de prévention de l'épidémie en Chine de manière très positive et donne lieu à des recommandations essentiellement issues de l'approche gouvernementale et sociétale globale prise par la Chine. Au même moment commence le narratif chinois qui vise « la reconstruction, en Chine et à l'étranger, du déroulement de la crise sanitaire »¹⁸⁴, que l'OMS véhiculera, preuve supplémentaire de la proximité de l'agence avec la Chine. Ce narratif peut se résumer en une phrase : le régime chinois, « sous la direction de Xi Jinping », par sa « transparence » et sa « réactivité », a réussi à mener une « bataille efficace » contre l'épidémie

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ OKANO-HEIJMANS, Maaike et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristic?* Netherlands Institute of International Relations. 2018.

¹⁸² « Le torchon brûle entre Taïwan et l'OMS », *Le Temps*. 14 avril 2020.

¹⁸³ *Timeline of China's battle against COVID-19 pandemic - Global Times*. 6 juin 2020.

¹⁸⁴ « Antoine Bondaz : La Chine instrumentalise cette pandémie », *Le Temps*. 19 mars 2020.

de covid-19 et fournira « son expertise » et une « assistance matérielle » à tout pays qui en manifestera le besoin¹⁸⁵. Selon Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, ce narratif qui consiste à « rejeter la faute et minimiser les erreurs »¹⁸⁶ vise deux objectifs politiques : sur le plan intérieur, le régime cherche à regagner en légitimité, ayant été fragilisé au début de la crise ; sur le plan extérieur, la Chine fait la promotion de son modèle de gouvernance qu'elle présente comme plus efficace que les démocraties occidentales (malgré le contre-exemple sud-coréen) et tente de convaincre les pays en développement qu'elle est un partenaire indispensable, « une opportunité renforcée par l'incapacité de l'Europe à venir en aide à court terme à d'autres pays »¹⁸⁷. Ce narratif, alimenté par les médias chinois qui communiquent massivement sur les dons du régime, a obtenu le soutien de l'OMS plus d'une fois. Dès sa venue en Chine le 28 janvier, Tedros Adhanom Ghebreyesus s'est montré très élogieux concernant la Chine et sa gestion de l'épidémie, reconnaissant le « sérieux » et la « transparence » dont avait fait preuve la Chine¹⁸⁸. Ce discours dithyrambique ne ralentit pas, au contraire, il réitère le même soutien à la conférence de Munich pour la sécurité le 20 février et affirme que les efforts et sacrifices de la Chine ont permis au monde de « gagner du temps »¹⁸⁹. L'historien et spécialiste de la Chine et de l'Asie du Sud-Est, François Godement, dresse un constat similaire : « si l'on regarde la chronologie et les allocutions du directeur général de l'OMS, sa réticence à critiquer la Chine sous quelque forme que ce soit saute aux yeux. »¹⁹⁰. Ainsi, comme pour les droits de l'homme ou les BRI, une part importante de l'influence chinoise se retrouve dans les discours, la rhétorique et les expressions employées par les dirigeants de l'OMS eux-mêmes. Enfin, on peut également souligner le paradoxe des recommandations de l'OMS, alors que l'organisation valorise la stratégie chinoise de confinement depuis ses débuts, la qualifiant même de « fenêtre d'opportunité »¹⁹¹ fin janvier, elle s'oppose paradoxalement à la fermeture des frontières internationales. Comme François Godement le soulève, « l'OMS a déconseillé des restrictions générales en matière de voyage ou de commerce qui à l'époque concernaient surtout la Chine. Rien n'a été dit sur le retard pris

¹⁸⁵ Les mots « direction de Xi Jinping » ; « transparence » ; « réactivité » ; « bataille » ; « efficacité » ; « expertise » et « assistance matérielle » sont des mots que l'on retrouve systématiquement dans le narratif que la Chine cherche à véhiculer.

¹⁸⁶ « Antoine Bondaz : « La Chine instrumentalise cette pandémie » », *Le Temps*. 19 mars 2020.

¹⁸⁷ Ibid.

¹⁸⁸ WHO, *China leaders discuss next steps in battle against coronavirus outbreak*. En ligne : <https://www.who.int/news-room/detail/28-01-2020-who-china-leaders-discuss-next-steps-in-battle-against-coronavirus-outbreak> [consulté le 13 août 2020].

¹⁸⁹ *Munich Security Conference*. En ligne : <https://www.who.int/dg/speeches/detail/munich-security-conference> [consulté le 13 août 2020].

¹⁹⁰ GODEMENT, François. « L'OMS, la pandémie et l'influence chinoise : un premier bilan », *Institut Montaigne*. 24 mars 2020.

¹⁹¹ Ibid.

entre le 31 décembre et le 23 janvier, en particulier en ce qui concernait les voyages du Nouvel An chinois dans le pays et à l'étranger »¹⁹². Il sous-entend ici que l'OMS s'opposait à la fermeture des frontières pour empêcher l'isolement de la Chine, alors même que les flux avaient déjà été importants avant la mise en place du confinement, ce qui représentait donc un risque important d'exportation de l'épidémie à l'étranger.

L'inclinaison de l'OMS en faveur de la Chine apparaît également dans la marginalisation qu'a subi Taiwan depuis 2016 remis sur le devant de la scène dans le contexte de pandémie. En effet, depuis 2016 et l'élection de Tsai Ing-wen, qui s'oppose au principe d'une seule Chine et effraie Pékin par le potentiel isolationniste qu'elle représente, l'OMS a retiré son statut d'observateur à Taiwan, ce qui concrètement empêche Taiwan de participer à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS)¹⁹³ et d'avoir accès à certaines informations. Cette année, dans le contexte de pandémie de Covid-19, les Etats-Unis ont fortement plaidé pour la participation de Taiwan, dont la gestion de l'épidémie a été exemplaire et pour qui la participation était plus que justifiée¹⁹⁴. Néanmoins, la participation de Taiwan n'a finalement pu avoir lieu : l'OMS, qui reconnaît Taiwan comme une province chinoise, s'est alignée sur les conditions de Pékin, à savoir un siège d'observateur en échange d'une reconnaissance officielle par Taipei du principe d'une seule Chine, une condition à laquelle Tsai Ing-wen n'a pas voulu céder. Ainsi, Taiwan apparaît marginalisée et effacée de la carte par l'OMS, poussée par la Chine, qui n'aurait a priori aucun intérêt à exclure un système de santé aussi performant que le système taiwanais. « L'oubli » de Taiwan dans le discours de l'OMS est également très parlant. En effet, en comparaison à l'éloge à laquelle la Chine a le droit pour sa gestion de l'épidémie, aucune mention n'a jamais été faite de Taiwan. Or, la réactivité de Taipei, qui assure avoir prévenu l'OMS fin décembre d'une « pneumonie atypique » et qui a immédiatement pris des mesures à l'arrivée de passagers en provenance de Wuhan¹⁹⁵, lui a permis de présenter un bilan plus que satisfaisant avec seulement 451 cas confirmés fin juillet¹⁹⁶. De même, alors que l'OMS encourage la voie du dépistage à grande échelle et salue ainsi le modèle sud-coréen, elle ne fait aucune mention de Taiwan qui a pourtant été la première à appliquer ce modèle. Ainsi, pour de nombreux spécialistes, il est évident que l'OMS subit une influence chinoise plus ou moins forte.

¹⁹² Ibid.

¹⁹³ L'AMS est le nom donné à l'assemblée générale de l'OMS qui a lieu en mai de chaque année.

¹⁹⁴ DIVISION, News. *U.S. Statement on Taiwan's Participation at the World Health Assembly*. 2020. En ligne : <https://www.hhs.gov/about/news/2020/05/19/us-statement-on-taiwan-participation-at-the-world-health-assembly.html> [consulté le 13 août 2020].

¹⁹⁵ « Le torchon brûle entre Taiwan et l'OMS », *Le Temps*. 14 avril 2020.

¹⁹⁶ *Coronavirus nombre de cas Taiwan* | En ligne : <https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-pays/coronavirus-nombre-de-cas-taiwan/> [consulté le 13 août 2020].

Cependant, François Godement nuance et explique que la sollicitude de l'OMS à l'égard de la Chine tient à la fois à l'influence chinoise mais également à des contraintes structurelles. D'un point de vue financier, la Chine ne détient aucun levier sur l'OMS, une organisation dont 80% du budget repose sur les contributions volontaires. Les contributions chinoises sont effectivement très faibles avec 86 millions de dollars en 2019 et seulement 10 millions de dollars de contribution volontaire en 2017, contre 401 millions de dollars de contribution volontaire pour les Etats-Unis la même année¹⁹⁷. Néanmoins, cette situation est amenée à changer. En effet, les Etats-Unis, qui reprochent à l'OMS son manque d'impartialité, ont annoncé le 14 avril suspendre les financements de l'organisation¹⁹⁸. Une semaine plus tard, la Chine annonçait un nouveau don de 30 millions de dollars pour aider l'institution à lutter contre l'épidémie¹⁹⁹, après avoir déjà fait de 20 millions de dollars au mois de mars²⁰⁰. Dès lors, si le levier financier n'explique pas pour le moment la diligence de l'OMS envers la Chine, petit contributeur, il se peut que cela ne soit bientôt plus le cas si la Chine décide d'occuper la place de premier contributeur laissée par les Etats-Unis. Par ailleurs, si l'OMS a bien été dirigée par Margaret Chan de 2006 à 2017, l'influence de cette dernière en faveur de la Chine ne se vérifie que dans le « succès de la campagne chinoise visant à restreindre la participation de Taiwan au sein de l'organisation »²⁰¹. Si Tedros Adhanom Ghebreyesus apparaît également proche de la Chine, qui a soutenu sa candidature, il a justifié ses louanges quant à la gestion de l'épidémie par la Chine « par la nécessité d'encourager la coopération de celle-ci »²⁰², une stratégie qui ne semble pas particulièrement avoir abouti à la vue des doutes sur les chiffres fournis par la Chine mais également sur le délai d'un mois et demi qu'il a fallu à l'OMS pour envoyer une mission internationale d'experts, qui n'a eu qu'un accès très limité à Wuhan qui plus est.²⁰³ Selon François Godement, cette diligence peut s'expliquer par bien d'autres facteurs : comme le poids géopolitique de la Chine, sa capacité à dire non ou à former des coalitions de vote ou encore « l'espoir obstiné que Pékin fasse davantage preuve de souplesse à l'avenir »²⁰⁴. Ce rapprochement vers la Chine n'est pas nouveau et remonte bien avant le début de l'épidémie.

¹⁹⁷ *Suspension du financement de l'OMS : cinq minutes pour comprendre la décision choc de Trump - Le Parisien*. 15 avril 2020.

¹⁹⁸ Ibid.

¹⁹⁹ *Coronavirus : la Chine fait don de 30 millions de dollars à l'OMS après le retrait américain - LCI*. 15 avril 2020.

²⁰⁰ (COVID-19) *La Chine fait un don à l'OMS pour la prévention et le contrôle du COVID-19 (porte-parole) Xinhua-French.news.cn*. 9 mars 2020.

²⁰¹ GODEMENT, François. « L'OMS, la pandémie et l'influence chinoise : un premier bilan », *Institut Montaigne*. 24 mars 2020.

²⁰² Ibid.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Ibid.

Pour Alice Ekman et Antoine Bondaz, cette influence prend son origine dans la participation de l’OMS aux routes de la soie de la santé²⁰⁵, un projet proposé par la Chine ayant pris conscience du potentiel de la diplomatie sanitaire comme outil d’influence²⁰⁶. Avec la signature d’un MoU en 2017, l’OMS a approuvé et décidé de participer à la construction de ces routes et a choisi dès 2017 la voie de la coopération avec la Chine.

Ce traitement de faveur a directement eu des répercussions sur les directives prises par l’OMS, qui ont elles-mêmes des conséquences mondiales, « car ces directives sont, pour le meilleur ou pour le pire, suivies par les pays et même par les acteurs privés qui peuvent fonder - et ensuite justifier - leurs actions sur la base de ces directives »²⁰⁷. Or, l’OMS a tardé à prendre deux décisions qui ont une influence déterminante dans les politiques choisies par les Etats pour lutter contre l’épidémie. Tout d’abord, l’OMS n’a reconnu la transmission d’homme à homme que le 23 janvier, alors que des premiers cas hors Chine avait déjà été identifiés une semaine auparavant et que la Chine avait reconnu cette information quelques jours plus tôt. De même, l’OMS a attendu le 11 mars pour parler d’une « pandémie », date à laquelle 114 pays avaient déjà signalé 118 000 cas²⁰⁸. Cependant, il faut néanmoins gardé à l’esprit que l’OMS est une agence intergouvernementale et non supranationale, elle ne dispose que de peu de moyen et aucun pouvoir contraignant. La situation qu’on lui reproche, à savoir le manque de réactivité, ne résulte pas seulement de sa proximité avec la Chine mais surtout du cadre dans lequel les États membres ne donnent aucune capacité contraignante à l’OMS, souligne Antoine Flahault²⁰⁹. C’est également ce que François Godement explique : pour lui, l’agence est contrainte de tout miser sur la coopération. Néanmoins, coopération ou indulgence avec la Chine, l’OMS semble avoir échoué dans sa mission d’information et de coordination entre les pays. En cherchant à nuancer la gravité de la situation en Chine, l’OMS a alimenté l’écran de fumée qui a empêché le reste du monde d’évaluer l’urgence de la situation et de se préparer correctement à la pandémie. L’épidémie de Covid-19 fait voir au grand jour l’effet perturbateur et les conséquences d’une influence trop grande d’un pays sur une agence internationale.

²⁰⁵ EKMAN, Alice. « La route de la soie sanitaire », Blog *Le Grand Continent*. 2020.

²⁰⁶ BONDZ, Antoine. « Route de la soie de la santé : comment la Chine entend profiter de la pandémie pour promouvoir sa diplomatie sanitaire ». 26 mars 2020. (Fondation pour la recherche stratégique).

²⁰⁷ Ibid.

²⁰⁸ Ibid.

²⁰⁹ *L’OMS face à la pandémie de Covid-19*. En ligne : <https://www.institutmontaigne.org/blog/loms-face-la-pandemie-de-covid-19> [consulté le 13 août 2020].

Conclusion

Cette étude dévoile avant tout une Chine ambitieuse qui souhaite s'affranchir de sa position historique de retrait au sein des Nations-Unis pour y jouer un rôle de plus en plus influent. Cette progression lente et continue au sein de l'ONU est multiforme : elle s'appuie sur un pouvoir politique fort, la Chine pouvant compter sur son droit de veto et sur le soutien des pays en développement majoritaires à l'ONU, et un engagement financier croissant quoiqu'encore limité qui se traduit par le gain de postes partout, de la fonction de stagiaire à celui de directeur d'agence²¹⁰. Ces trois moyens d'influence (politique, financier, humain voir bureaucratique) combinés, certaines instances onusiennes se retrouvent plus influencées que d'autres. La Chine s'est ainsi concentrée sur les agences stratégiques comme la FAO, l'OMS ou encore l'UNESCO. Cet engagement croissant est pragmatique : la Chine s'engage aux Nations-Unis pour orienter le système en son sens. Elle a donc tout mis en œuvre pour écarter les questions sensibles, comme celle des droits de l'homme, et valoriser ses propres projets, comme l'initiative des nouvelles routes de la soie. L'empreinte chinoise aux Nations-Unis se remarque également à travers l'adoption dans le langage onusien de notions introduites par la Chine comme le « droit au développement » ou la notion de « communauté de destin », traduisant la volonté chinoise de faire « entendre sa voix »²¹¹ et d'occuper un rôle de soutien conceptuel à l'ONU. Cette influence n'est pas sans conséquence et c'est la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 qui a révélé le potentiel perturbateur d'un rapprochement accéléré avec la Chine. Si parler « d'emprise chinoise » semble être excessif, les multiples nuances apportées François Godement en dernière partie allant en ce sens, une tendance est néanmoins à l'œuvre : la Chine investit les agences de l'ONU alors que les Etats-Unis s'en désengagent. Si la capacité d'influence croissante de la Chine sur l'ONU est réelle, c'est le contexte de retrait et le manque de réponse de l'occident qui rend l'action chinoise aussi efficace. L'équilibre des puissances ne sera peut-être bientôt plus maintenu et c'est cette perspective qui laisse entendre que l'influence grandissante de la Chine sur les Nations-unis est dangereuse. Comme le résume la formule de François Godement, « alors que les Etats-Unis parlent haut mais brandissent un petit bâton, c'est la Chine qui parle doucement et brandit un

²¹⁰ « Dans les agences onusiennes, le recul américain favorise l'influence chinoise », *Challenges*. En ligne : https://www.challenges.fr/monde/dans-les-agences-onusiennes-le-recul-americain-favorise-l-influence-chinoise_706233 [consulté le 16 juillet 2020].

²¹¹ HAQUET, Charles « Alice Ekman : La Chine veut exporter son mode de gouvernance ». En ligne : <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/chine-veut-exporter-mode-de-gouvernance-0> [consulté le 15 août 2020].

grand bâton dans le système des Nations Unies »²¹². Le vrai sujet serait alors le vide laissé par les autres, comme le cas de l'UNIDO l'illustre très bien. Cette agence orpheline est le symbole du désengagement de l'Occident et dans laquelle la Chine s'est investie plus que dans n'importe quelle autre agence : son implication en termes de personnel et de budget est maximale, l'agence étant dirigée par un ancien vice-ministre des finances chinois, avec un effectif chinois important et la Chine représentant un dixième du budget de l'agence en 2015. De plus, l'ONU traversant aujourd'hui une phase de ralentissement, la Chine y est d'autant plus appréciée qu'elle apparaît comme un nouveau moteur de l'organisation, son dynamisme apparaissant comme du pain béni pour des Nations-Unis en manque d'initiative. Alice Ekman parle d'une « diplomatie offensive, qui consiste à prendre en permanence l'initiative », et l'ONU ne semble pas faire exception, notamment en ce qui concerne la réforme de la gouvernance mondiale.

A l'ONU, la Chine soutient l'idée de la nécessité d'une réforme du mode de gouvernance mondiale. Une réforme pour laquelle elle cherche à proposer un nouveau cadre de pensée. Selon Alice Ekman, « la Chine appelle à l'avènement d'un nouveau type de relations internationales plus souple »²¹³, hors des systèmes d'alliance. Cette réforme passe donc par l'engagement croissant de la Chine à l'ONU pour réformer le système de l'intérieur mais va également bien au-delà. En effet, la gouvernance mondiale ne s'arrête pas aux frontières de l'organisation des Nations-Unies, ce qui n'échappe pas au pragmatisme chinois. Ainsi, si la Chine s'efforce de renforcer son intégration dans les organisations existantes, elle s'emploie également à réactiver des organisations « abandonnées », proche des agences orphelines onusiennes, comme la CICA (Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie). La Chine crée également de nouvelles institutions, comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Xi Jinping met tous les moyens à disposition de cette politique. C'est ainsi que le budget de la diplomatie chinoise a doublé en cinq ans, passant de 30 milliards de yuan en 2011 à 60 milliards de yuan en 2018²¹⁴. « Forte de ce budget, la Chine peut donc organiser un nombre croissant de sommets multilatéraux sur son territoire et à l'étranger »²¹⁵. Ainsi, l'évolution de l'approche chinoise à l'égard des organisations internationales est la même que celle à l'ONU : la Chine est passée d'acteur régional cherchant à acquérir une légitimité internationale à un rôle plus confiant et militant. Si la Chine semble en bonne posture, ce n'est pas la crise actuelle qui risque de l'arrêter, au contraire, la Chine et

²¹² GODEMENT, François. « L'OMS, la pandémie et l'influence chinoise : un premier bilan », *Institut Montaigne*. 24 mars 2020.

²¹³ Ibid.

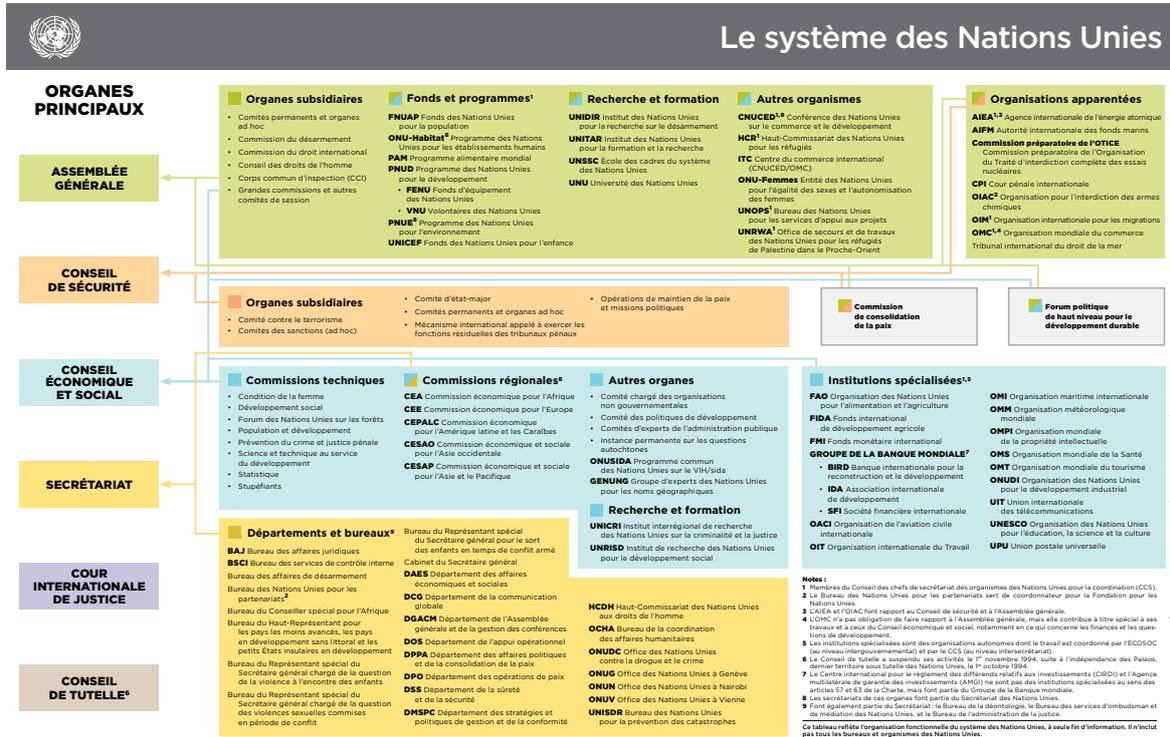
²¹⁴ SAND, Ivan. *La Chine dans le monde*. 2019. En ligne : <https://fr.tipeee.com/diploweb/embed/button> [consulté le 15 août 2020].

²¹⁵ Ibid.

le modèle qu'elle propose au reste du monde semble être sortis renforcés de cette crise grâce à un narratif efficace alimenté par une aide chinoise tout azimut.

Annexes

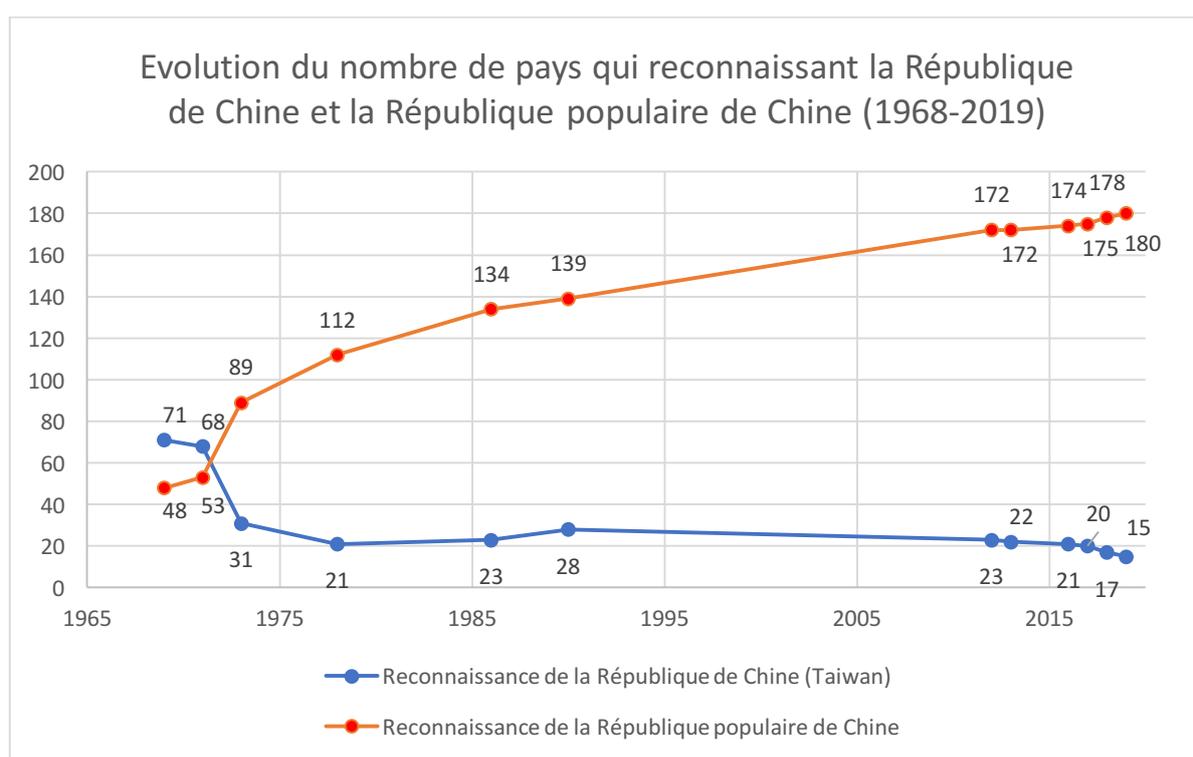
Annexe 1 : Organigramme officiel des Nations-Unies



Source : Documents officiels et publications de l'ONU | Permanent Missions. En ligne : <https://www.un.int/fr/pm/documents-officiels-et-publications-de-lonu> [consulté le 14 août 2020].

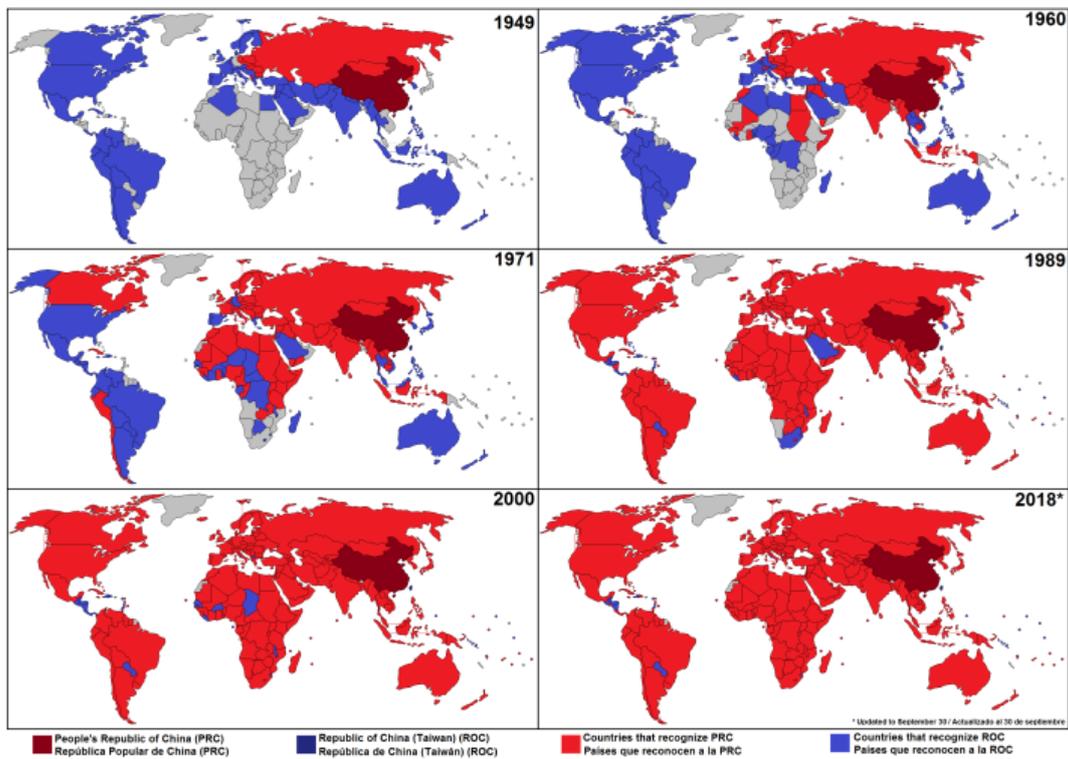
Annexe 2 : Evolution du nombre de pays reconnaissant la République de Chine et la république populaire de Chine

Année	Reconnaissance de la République de Chine (Taiwan)	Reconnaissance de la République populaire de Chine
1969	71	48
1971	68	53
1973	31	89
1978	21	112
1986	23	134
1990	28	139
2012	23	172
2013	22	172
2016	21	174
2017	20	175
2018	17	178
2019	15	180



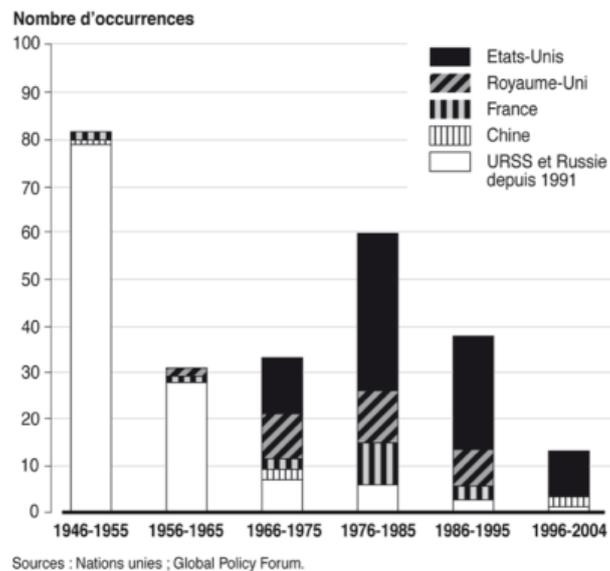
Source : *Statut de Taïwan* — Wikipédia. En ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/Statut_de_Ta%C3%AFwan [consulté le 14 août 2020].

Annexe 3 : Carte des pays qui reconnaissent la république populaire de Chine et la république de Chine



Source : *Statut de Taïwan* — Wikipédia. En ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/Statut_de_Ta%C3%AFwan [consulté le 14 août 2020].

Annexe 4 : Utilisation du droit de veto aux Nations-Unis depuis 1946



Source : *onu_droit-de-veto.png* En ligne : https://www.monde-diplomatique.fr/IMG/png/onu_droit-de-veto.png [consulté le 18 juillet 2020].

Annexe 5 : Utilisation du droit de veto 1971-2019

Country	Number of Vetoes	Share of Vetoes (%)
United States	80	65.5
Russia/USSR	38	38.1
United Kingdom	24	19.7
France	14	11.5
China	14	11.5
Total Resolutions Vetoed	122	100.0

Source: United Nations

Source : « Is China contributing to the United Nations' mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

Annexe 6 : Concordance des votes pour les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU entre la Chine et la Russie depuis 1971

UN Security Council Resolutions

This interactive tracks all resolutions adopted by the UN Security Council since 1946. Each resolution is represented as a color-coded bubble. Hover over a bubble to see additional details. Use the filtering options to explore the voting patterns of a specified permanent member of the Security Council or to compare the voting patterns of the five permanent members. Note: The People's Republic of China became a permanent member of the UN Security Council in late 1971.

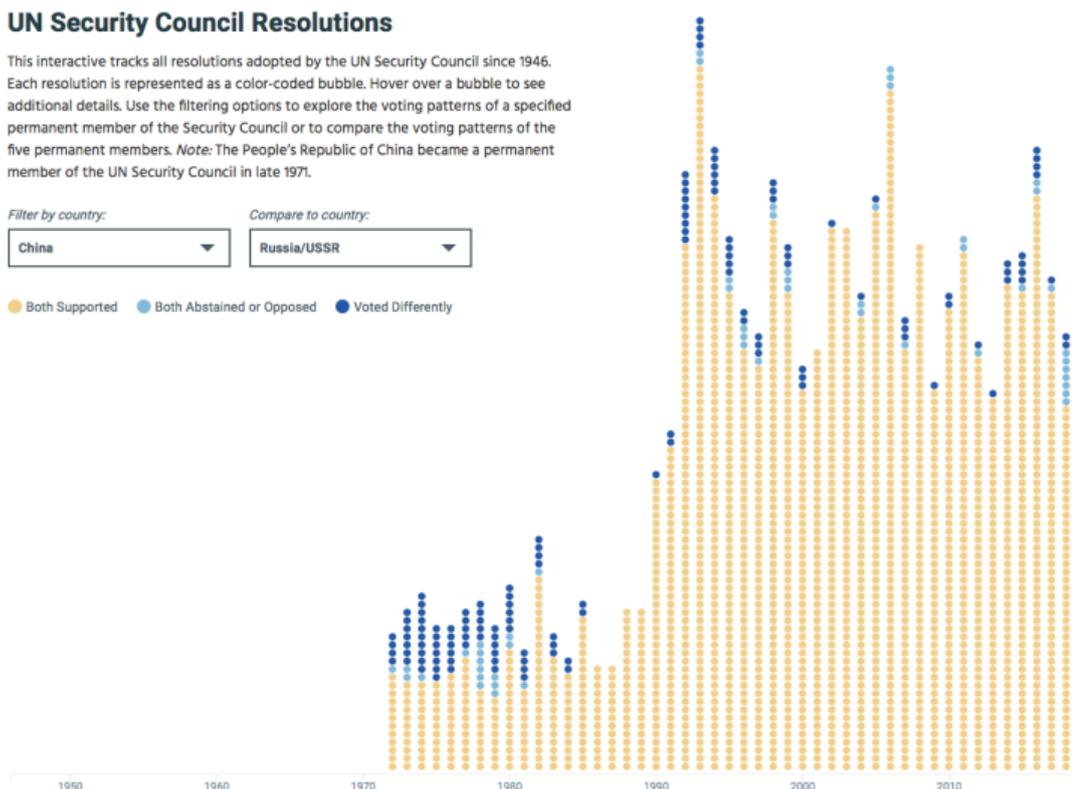
Filter by country:

China

Compare to country:

Russia/USSR

● Both Supported
 ● Both Abstained or Opposed
 ● Voted Differently

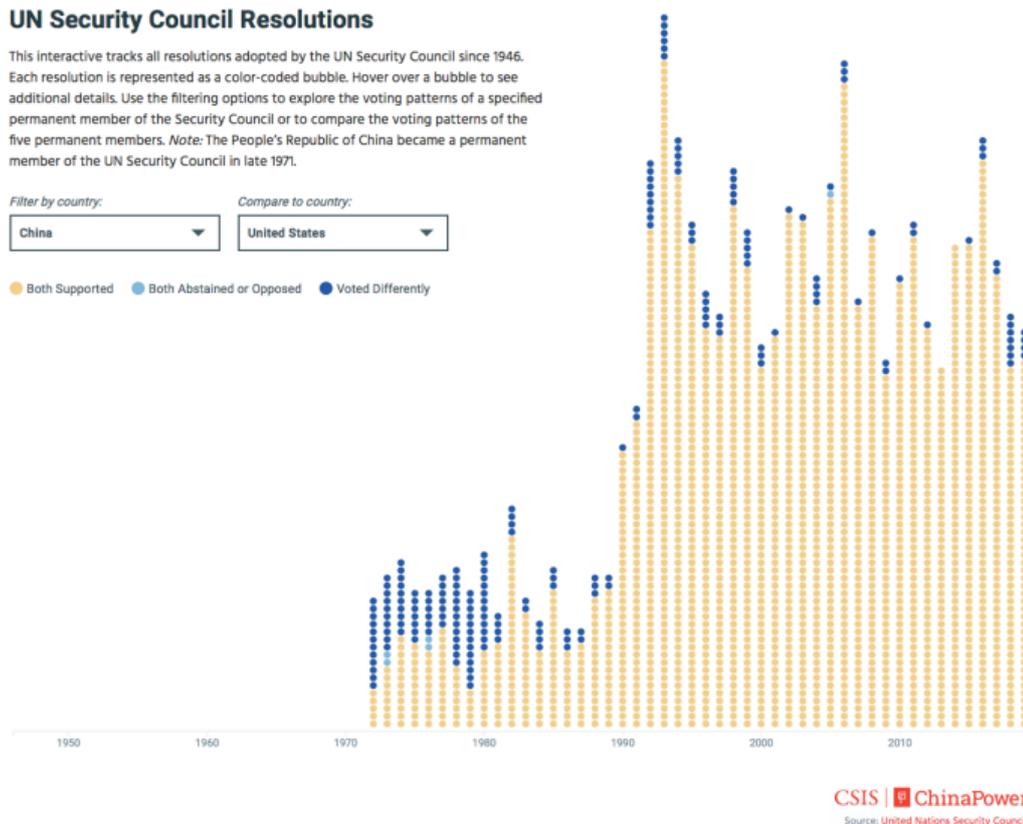


CSIS | ChinaPower

Source: United Nations Security Council

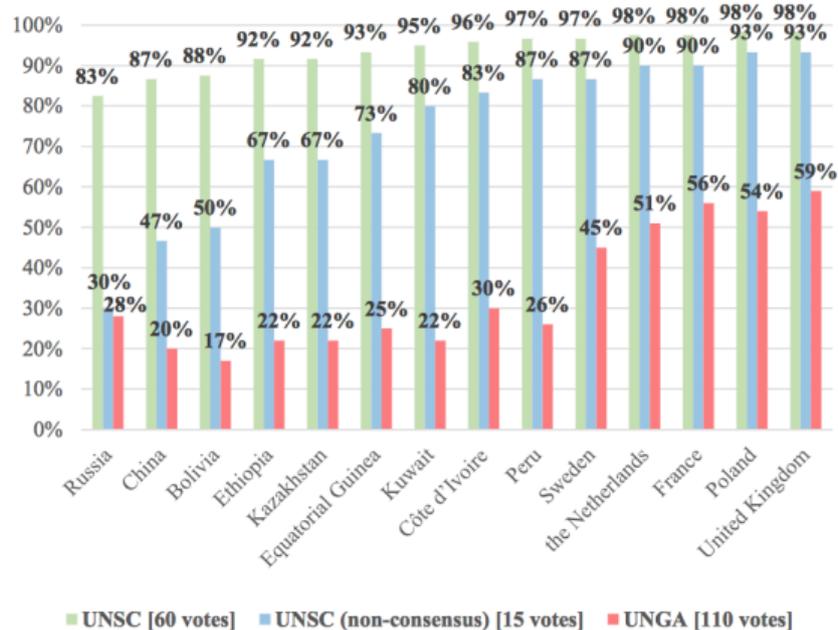
Source : « Is China contributing to the United Nations' mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

Annexe 7 : Concordance des votes pour les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU entre la Chine et les Etats-Unis depuis 1971



Source : « Is China contributing to the United Nations' mission? », Blog *ChinaPower Project*. 2016. En ligne : <https://chinapower.csis.org/china-un-mission/> [consulté le 14 juillet 2020].

Annexe 8 : Concordance des votes avec les Etats-Unis par pays au sein du conseil de sécurité de l'ONU et l'Assemblée générale en 2018



Source : *Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf*. 2019. En ligne : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/07/Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf [consulté le 14 août 2020].

Annexe 9 : Présence de la Chine au sein des équipes dirigeantes des organisations de l'ONU



Annexe 10 : Première page du journal Libération du 25 juillet 2020, intitulée « Ouïghour, génocide en cours »



Source : « Ouïghours Génocide en cours », *Libération.fr*. 20 juillet 2020.

En ligne : https://www.liberation.fr/planete/2020/07/20/ouighours-genocide-en-cours_1794799 [consulté le 31 juillet 2020].

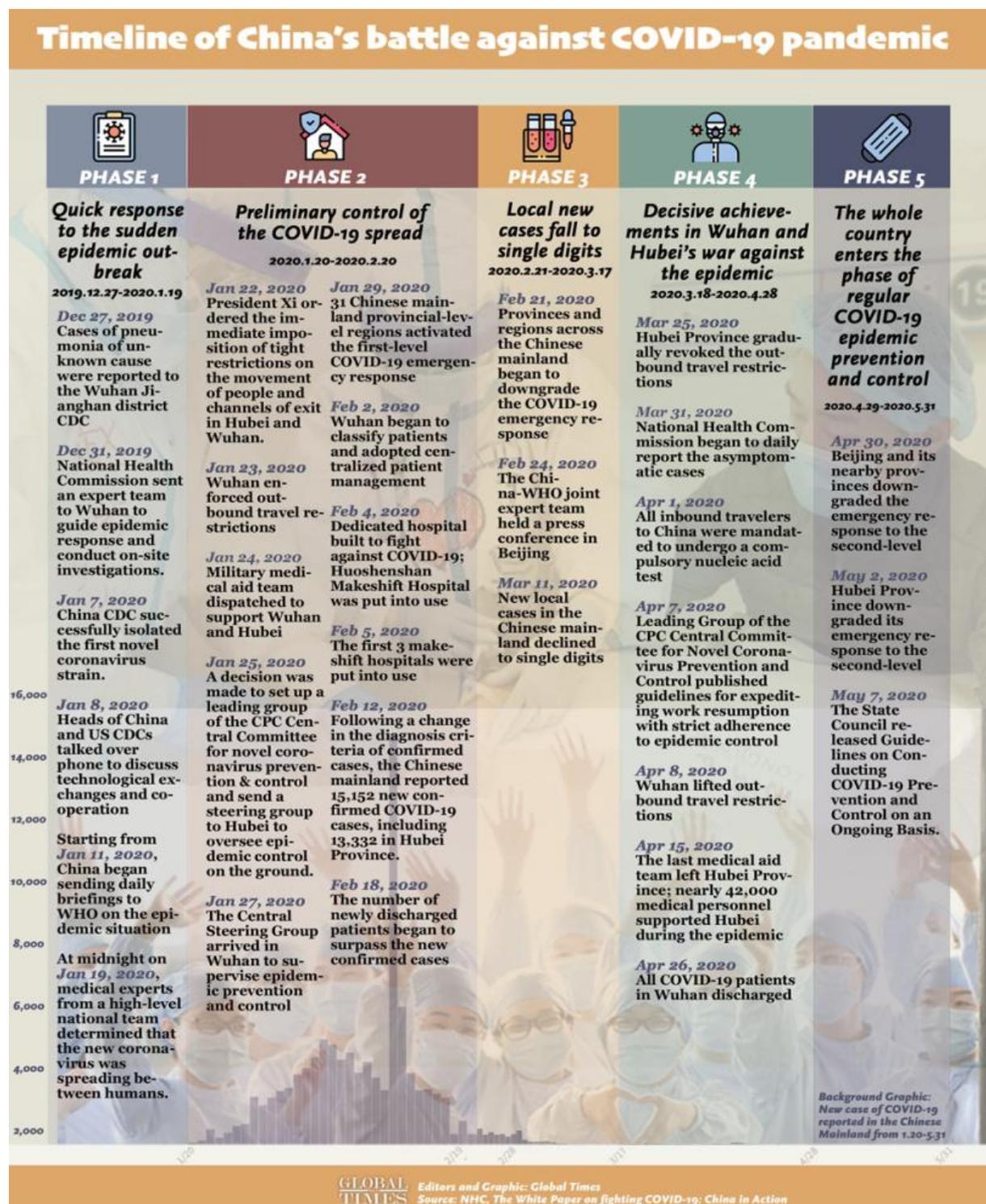
Annexe 11 : liste des organisations onusiennes avec qui la Chine a signé des documents de « coopération » dans le cadre des BRI

Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)	2016 2017 2019	MoU Programme d'assistance Signataire à plusieurs MoU pour le développement du commerce avec le Vietnam, la République Tchèque, le Chili
Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)	2016 2017	Lettre d'intention et trois MoU
Organisation des Nations unies pour le développement industriel (UNIDO)	2017 2019	MoU et programme d'assistance (2017) MoU pour la promotion de standards internationaux pour les petites centrales hydroélectrique
Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture	2016	MoU
Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	2017	Document de « coopération »
Fond des Nations unies pour la population (UNFPA)	2017	Programme d'assistance
Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	2017	Programme d'assistance
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	2017	Programme d'assistance, lettre d'intention, MoU
Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI)	2017	Document de « coopération »

Union Postale Universelle (UPU)		Lettre d'intention
Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies (UNECE)	2017	Document de « coopération »
Union internationale des télécommunications	2017	Document de « coopération » pour les « routes de la soie digitales »
Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO)	2017	Programme d'assistance
Alliance des civilisations (UNAOC)	2017	Document de « coopération »
Organisation internationale de Droit du Développement	2017	Document de « coopération »
Organisation météorologique mondiale (OMM)	2017	Document de « coopération » et lettre d'intention
Organisation maritime internationale (OMI)	2017	Document de « coopération »
Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	2017	Programme d'assistance
Programme alimentaire mondiale des Nations unies (PAM)	2017	Programme d'assistance
Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)	2017	Programme d'assistance
Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)	2017	Programme d'assistance
Organisation Internationale du Travail (OIT)	2019	MoU
Centre du commerce international²¹⁶	2017	Programme d'assistance
Programme des Nations unies pour l'environnement (UN Environment)	2017	Initiative conjointe pour le développement vert des BRI
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations unies (CESAP)	2016	Lettre d'intention
	2019	MoU et lancement de l'initiative conjointe « green lighting »
Commission économique pour l'Afrique des Nations unies	2019	Plan de coopération
Bureau des affaires spatiales des Nations unies	2019	Déclaration d'intention pour coopérer sur le corridor d'information des BRI signé avec l'administration spatiale chinoise

²¹⁶ ITC est une agence conjointe de l'OMC et des Nations-unies

Annexe 12 : Chronologie des actions de la Chine dans la lutte contre le Covid-19, chronologie officielle établie par le gouvernement et relayée par les principaux médias chinois



Source : *Timeline of China's battle against COVID-19 pandemic* - Global Times. En ligne : <https://www.globaltimes.cn/content/1190796.shtml> [consulté le 13 août 2020].

Sources

Articles universitaires

- AUGER, Vincent A. « La responsabilité de protéger ». p. 13.
- BAILEY, Michael A., Anton STREZHNEV, et Erik VOETEN. « Estimating Dynamic State Preferences from United Nations Voting Data », *Journal of Conflict Resolution*. février 2017, vol.61 n° 2. p. 430-456.
- BASDEVANT, Jules. « Le veto dans l'Organisation des Nations unies », *Politique étrangère*. 1946, vol.11 n° 4. p. 321-338.
- BEAUGUITTE, Laurent. « Les votes à l'Assemblée générale de l'ONU de 1985 à nos jours. Pistes (carto)graphiques. » 2009. p. 16.
- BETTATI, Mario. « La Chine aux Nations Unis et le désarmement » p. 26.
- BONDAZ, Antoine. « “Route de la soie de la santé” : comment la Chine entend profiter de la pandémie pour promouvoir sa diplomatie sanitaire ». 26 mars 2020. (Fondation pour la recherche stratégique). En ligne : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/route-soie-sante-comment-chine-entend-profiler-pandemie-pour-promouvoir-sa-diplomatie-sanitaire-2020> [consulté le 30 juin 2020].
- BUDEANU, Zhang Lihua, Zicheng Ye, Hongxu Wang, Jean-Charles Galli, Andreea. « What Does “Great Power Diplomacy with Chinese Characteristics” Mean? », *Carnegie-Tsinghua Center*. En ligne : <https://carnegietsinghua.org/2018/04/20/what-does-great-power-diplomacy-with-chinese-characteristics-mean-event-6866> [consulté le 5 juillet 2020].
- CABESTAN, Jean-Pierre. « Chapitre 2 / L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000. De la recherche de l'harmonie à l'affirmation de puissance », *References*. 2015, 2e éd. p. 67-118.
- CABESTAN, Jean-Pierre. « La Chine et l'Éthiopie : entre affinités autoritaires et coopération économique », *Perspectives chinoises*. 20 décembre 2012, vol.2012 n° 2012/4. p. 57-68.
- CASTILLO, Dora. « Chine: Violations des droits humains au nom de la «sécurité nationale» », *Amnesty International*. 2018. p. 18.
- CHENG, Anne. « De la « Chine-monde » à la Chine du nouvel ordre mondial », *Revue Défense Nationale*. 2018, N° 811 n° 6. p. 70-78.
- CHUN, Zhang. « The Belt and Road Initiative and Global Governance in Transition », *China Quarterly of International Strategic Studies*. janvier 2017, vol.03 n° 02. p. 175-191.
- COLSON, Jean-Philippe. « Le « groupe des 77 » et le problème de l'unité des pays du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*. 1972, vol.13 n° 52. p. 813-830.
- CORNET, Alexandre et Emmanuel LINCOT. « ASIA FOCUS #71– PROGRAMME ASIE / Mai 2018 ». 2018. p. 13.
- DEVIN, Guillaume et Delphine PLACIDI-FROT. « Les évolutions de l'ONU : concurrences et intégration », *Critique internationale*. 6 décembre 2011, n° 53 n° 4. p. 21-41.
- DREYER, June Teufel. « The ‘Tianxia Trope’: will China change the international system? », *Journal of Contemporary China*. 27 avril 2015, vol.24. p. 1-17.
- EKMAN, Alice. « Les nouveaux enjeux institutionnels de la politique étrangère chinoise », *Revue française d'administration publique*. 28 novembre 2014, N° 150 n° 2. p. 511-525.

- FALL, Papa Louis et Yishan ZHANG. « Staff recruitment in United Nations system organizations: a comparative analysis and benchmarking framework Institutional framework ». p. 30.
- FOCSANEANU, Lazar. « La République populaire de Chine à l'ONU, problèmes politiques et de sécurité », *Annuaire Français de Droit International*. 1974, vol.20 n° 1. p. 115-152.
- FRAVEL, M. Taylor. « China's Attitude toward U.N. Peacekeeping Operations since 1989 », *Asian Survey*. 1996, vol.36 n° 11. p. 1102-1121. JSTOR.
- GENEVAZ, Juliette. « La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : défendre la souveraineté », *Politique étrangère*. 9 décembre 2015, Hiver n° 4. p. 131-143.
- GODEMENT, François. « L'OMS, la pandémie et l'influence chinoise : un premier bilan », *Institut Montaigne*. 24 mars 2020. En ligne : <https://www.institutmontaigne.org/blog/loms-la-pandemie-et-linfluence-chinoise-un-premier-bilan> [consulté le 30 juin 2020].
- GODEMENT, François, Moritz RUDOLF, Marc JULIENNE, et al. « The United Nations of China: A vision of the world order ». 2018. p. 33.
- HAMMER, Michel. « L'entrée de la Chine aux Nations Unies », *Relations internationales*. 2006, n° 127 n° 3. p. 71-77.
- HYDER, Khurshid. « CHINA'S REPRESENTATION IN THE UNITED NATIONS », *Pakistan Horizon*. 1971, vol.24 n° 4. p. 75-79. JSTOR.
- JIAN, Gao. « Les relations entre la Chine et les organisations internationales : état actuel et perspectives d'avenir », *Les Cahiers de droit*. 12 avril 2005, vol.37 n° 3. p. 851-859.
- JINPING, Xi. « China's international relations in the new era of ». p. 10.
- KUDRYAVTSEV, Eduard V. « LES NOMINATIONS AUX POSTES DE HAUT NIVEAU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, DE SES PROGRAMMES ET DE SES FONDS ». p. 32.
- LEE, Kristine. « Coming Soon to the United Nations: Chinese Leadership and Authoritarian Values ». 20 septembre 2019. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-09-16/coming-soon-united-nations-chinese-leadership-and-authoritarian-values> [consulté le 20 juillet 2020].
- LEI, Xue. « China as a permanent member of the United Nations Security Council ». p. 21.
- MAURY, Jean-Pierre. « Le système onusien », *Pouvoirs*. 2004, n° 109 n° 2. p. 27-39.
- NOVOSAD, Paul et Eric WERKER. « Who runs the international system? Nationality and leadership in the United Nations Secretariat », *The Review of International Organizations*. 1 mars 2019a, vol.14 n° 1. p. 1-33.
- NOVOSAD, Paul et Eric WERKER. « Who runs the international system? Nationality and leadership in the United Nations Secretariat », *The Review of International Organizations*. mars 2019b, vol.14 n° 1. p. 1-33.
- OLSON, Mancur et Richard ZECKHAUSER. « An Economic Theory of Alliances »: 1966. En ligne : https://www.rand.org/pubs/research_memoranda/RM4297.html [consulté le 17 juillet 2020].
- O'NEILL, Barry. « Power and Satisfaction in the United Nations Security Council », *Journal of Conflict Resolution*. 1 juin 1996, vol.40 n° 2. p. 219-237.
- PFLIMLIN, Edouard. « Chine et opérations de maintien de la paix : un changement radical ? », *IRIS*. En ligne : <https://www.iris-france.org/43451-chine-et-operations-de-maintien-de-la-paix-un-changement-radical/> [consulté le 5 juillet 2020].

RENWICK, Neil, Jing GU, et Sen GONG. « The impact of BRI investment in infrastructure on achieving the Sustainable Development Goals ». p. 39.

ROBERT, Magali. « Puissance Chine La stratégie d'affirmation internationale chinoise ». p. 14.

RUIPENG, Mao. « China's growing engagement with the UNDS as an emerging nation: changing rationales, funding preferences and future trends », *Discussion Paper*. 2020. En ligne : <https://www.die-gdi.de/discussion-paper/article/chinas-growing-engagement-with-the-unds-as-an-emerging-nation-changing-rationales-funding-preferences-and-future-trends/> [consulté le 19 juillet 2020].

RUSSETT, Bruce M. « Discovering Voting Groups in the United Nations* », *American Political Science Review*. juin 1966, vol.60 n° 2. p. 327-339.

SCHAEFER, Brett D. « How the U.S. Should Address Rising Chinese Influence at the United Nations ». 20 août 2019 n° 3431. p. 17. (Margaret Thatcher center for freedom).

TINGYANG, Zhao. « De la nécessité du Tianxia », *Monde chinois*. 27 septembre 2017, N° 49 n° 1. p. 7-13.

WANG, Wenfeng. « The Future of the UN Reform and Global Governance (联合国改革与全球治理的未来) ».

ZHE, Ji. « Tianxia, retour en force d'un concept oublié », *La Vie des idées*. 3 décembre 2008. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Tianxia-retour-en-force-d-un.html> [consulté le 5 juillet 2020].

« China's Growing Role in UN Peacekeeping », *Crisis Group*. 17 avril 2009. En ligne : <https://www.crisisgroup.org/asia/north-east-asia/china/china-s-growing-role-un-peacekeeping> [consulté le 14 juillet 2020].

« China and the Responsibility to Protect: From Opposition to Advocacy », *United States Institute of Peace*. En ligne : <https://www.usip.org/publications/2016/06/china-and-responsibility-protect-opposition-advocacy> [consulté le 3 août 2020a].

« Regards inédits sur le monde politique chinois - Dr Michel HAMMER ». p. 80.

Ouvrages

CARRAI, Maria Adele et Jean-Christophe DEFRAIGNE. *The Belt and Road Initiative and Global Governance*. Edward Elgar Publishing. 2020. 283 p.

KIM, Samuel S. *China, the United Nations and World Order*. [s.l.] : Princeton University Press. 2015. 609 p.

LIU, Wei. *China in the United Nations*. [s.l.] : World Scientific. 2014. 240 p.

WUTHNOW, Joel. *Chinese Diplomacy and the UN Security Council : Joel Wuthnow*. [s.l.] : [s.n.]. En ligne : <https://www.book2look.com/book/MRz4v2qpW7> [consulté le 13 juillet 2020].

ZHANG, Y. *China in International Society Since 1949: Alienation and Beyond*. [s.l.] : Springer. 1998. 354 p.

Rapports

LANTEIGNE, Marc. *The Role of U.N. Peacekeeping in China's Expanding Strategic Interests*. United States Institute of Peace. En ligne : <https://www.usip.org/publications/2018/09/role-un-peacekeeping-chinas-expanding-strategic-interests> [consulté le 18 juillet 2020].

LEE, Kristine et Alexander SULLIVAN. *People's Republic of the United Nations*. 2019.

OKANO-HEIJMANS, Maaïke et Frans-Paul VAN DER PUTTEN. *A United Nations with Chinese characteristics ?* Netherlands Institute of Internationale Relations. 2018.

SEAMAN, John et Marc JULIENNE. *Le Covid-19 dans la relation Europe-Chine*. Institut français des relations internationales. 2020. En ligne :

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/etnc_special_report_covid-19_china_europe_2020.pdf [consulté le 5 juillet 2020].

YI, Qinfu. *Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf*. [s.n.]. 2019. En ligne : https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/07/Voting-Practices-in-the-United-Nations_2018.pdf [consulté le 14 août 2020].

The costs of international advocacy: China's interference in United Nations Human Rights mechanisms. Human Rights Watch. 2017a.

FAO + China. 2017b. En ligne : <http://www.fao.org/3/ca4948en/ca4948en.pdf> [consulté le 20 juillet 2020].

166-china-s-growing-role-in-un-peacekeeping.pdf. Rapport Asia Report N°166. Crisis group. 2009. En ligne : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/166-china-s-growing-role-in-un-peacekeeping.pdf> [consulté le 18 juillet 2020].

China's role in International Organizations. 1984. En ligne : <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP04T00367R000201570001-8.pdf> [consulté le 5 juillet 2020].

Discours

XI, Jinping. *Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous*. [s.n.]. 2017.

LIU, Zhenmin. *Opening Remarks Connecting All towards the Sustainable Development Goals: Optimizing the Development Impacts of the Belt and Road Initiative Side Event on the Margins of 2019 High-level Political Forum | Under-Secretary-General Liu Zhenmin - United Nations Department of Economic and Social Affairs*. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/statements/mr-liu/2019/07/opening-sdgs-impacts-of-belt-road-initiative.html> [consulté le 17 juillet 2020].

FAO - *Speeches detail: Statement by the Director-General Elect at the 41st session of the FAO Conference*. En ligne : <http://www.fao.org/director-general/speeches/detail/en/c/1204731/> [consulté le 17 juillet 2020].

Full text of Hu Jintao's report at 18th Party Congress. En ligne : http://www.china-embassy.org/eng/zt/18th_CPC_National_Congress_Eng/t992917.htm [consulté le 5 juillet 2020].

Read the full text of Xi Jinping's first UN address. En ligne : <https://qz.com/512886/read-the-full-text-of-xi-jinpings-first-un-address/> [consulté le 18 juillet 2020].

Remarks « Belt and Road Davos Forum-Interregional Cooperation for a New Globalization » World Economic Forum | Under-Secretary-General Liu Zhenmin - United Nations

Department of Economic and Social Affairs. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/statements/mr-liu/2018/01/remark-world-economic-forum.html> [consulté le 17 juillet 2020].

Remarks at the Plenary Session of the BRI International Green Development Coalition (BRIGC) by Mr. Nicholas Rosellini, UN Resident Coordinator - Statements - UNITED NATIONS IN CHINA. En ligne : <http://ww.un.org.cn/info/7/966.html> [consulté le 1 juillet 2020].

Speech By President Xi Jinping At the United Nations Office at Geneva. En ligne : <http://iq.chineseembassy.org/eng/zygx/t1432869.htm> [consulté le 18 juillet 2020f].

The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing. En ligne : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1215680.shtml [consulté le 20 juillet 2020].

United Nations with Chinese Characteristics: Elite Capture and Discourse Management on a global scale - Synopsis. En ligne : <https://sinopsis.cz/en/united-nations-with-chinese-characteristics-elite-capture-and-discourse-management-on-a-global-scale/> [consulté le 24 juillet 2020].

Work Together to Build a Community of Shared Future for Mankind - Xinhua / English.news.cn. En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2017-01/19/c_135994707.htm [consulté le 17 juillet 2020].

Articles de presse

AN, Baijie. « WHO, China sign pact establishing “health Silk Road” », *China Daily*. 19 janvier 2018. En ligne : https://www.chinadaily.com.cn/business/2017wef/2017-01/19/content_27993857.htm [consulté le 1 juillet 2020].

AREFI, Armin. « Comment la Chine a pris le pouvoir à l'ONU », *Le Point*. 11 avril 2020. En ligne : https://www.lepoint.fr/monde/comment-la-chine-a-pris-le-pouvoir-a-l-onu-11-04-2020-2370985_24.php [consulté le 5 juillet 2020].

CAMPBELL, Kurt M. et Rush DOSHI. « The Coronavirus Could Reshape Global Order ». 7 mai 2020. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2020-03-18/coronavirus-could-reshape-global-order> [consulté le 25 mai 2020].

DUCLOS, Michel. « Le Covid-19 est-il un game-changer géopolitique ? », *Institut Montaigne*. En ligne : <https://www.institutmontaigne.org/blog/le-covid-19-est-il-un-game-changer-geopolitique> [consulté le 5 juillet 2020].

GODEMENT, François. « La Chine aux Nations Unies – le cas de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle », *Institut Montaigne*. En ligne : <https://www.institutmontaigne.org/blog/la-chine-aux-nations-unies-le-cas-de-lorganisation-mondiale-de-la-propriete-intellectuelle> [consulté le 25 juin 2020].

JACOB, Etienne. « Qui finance l'ONU? », *Le Figaro.fr*. 9 octobre 2019. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/international/qui-finance-l-onu-20191009> [consulté le 1 juillet 2020].

Ji, Zhe. « Tianxia, retour en force d'un concept oublié - La Vie des idées ». 2008. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Tianxia-retour-en-force-d-un.html> [consulté le 3 août 2020].

LEE, Kristine. « Coming Soon to the United Nations: Chinese Leadership and Authoritarian Values ». 20 septembre 2019. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019->

[09-16/coming-soon-united-nations-chinese-leadership-and-authoritarian-values](#) [consulté le 20 juillet 2020].

LEE, Kristine. « It's Not Just the WHO: How China Is Moving on the Whole U.N. », *POLITICO*. En ligne : <https://www.politico.com/news/magazine/2020/04/15/its-not-just-the-who-how-china-is-moving-on-the-whole-un-189029> [consulté le 5 juillet 2020].

LINCOT, Emmanuel et Emmanuel VERON. « Organisations internationales : le spectre d'une hégémonie chinoise se concrétise », *The Conversation*. 22 avril 2020. En ligne : <http://theconversation.com/organisations-internationales-le-spectre-dune-hegemonie-chinoise-se-concretise-136706> [consulté le 23 juin 2020].

NEWS, A. B. C. « UN adopts Afghan resolution without China's "Belt and Road" », *ABC News*. En ligne : <https://abcnews.go.com/International/wireStory/adopts-afghan-resolution-chinas-belt-road-65667778> [consulté le 17 juillet 2020].

PEDROLETTI, Brice. « Xi Jinping promet une « nouvelle ère » pour la Chine socialiste », *Le Monde*. 18 octobre 2017. En ligne : https://www.lemonde.fr/asiapacifique/article/2017/10/18/xi-jinping-promet-une-nouvelle-ere-pour-la-chine-socialiste_5202522_3216.html [consulté le 5 juillet 2020].

ROBERT, Anne-Cécile. « Qui veut étrangler l'ONU ? », *Le Monde diplomatique*. En ligne : <https://institutions-mondediplo-com.ressources.sciencespo-lyon.fr/2012/02/ROBERT/47424> [consulté le 2 juillet 2020].

SIROHI, Seema. « China's footprint is growing within the United Nations », *ORF*. En ligne : <https://www.orfonline.org/expert-speak/chinas-footprint-is-growing-within-the-united-nations-64177/> [consulté le 5 juillet 2020].

TUNG, Cheng-Chia et Alan H. YANG. « How China Is Remaking the UN In Its Own Image », *The Diplomat*. 9 avril 2020. En ligne : <https://thediplomat.com/2020/04/how-china-is-remaking-the-un-in-its-own-image/> [consulté le 3 juillet 2020].

WEI, Liu. « China Wants More Chinese to Work in International Organizations », *The Diplomat*. En ligne : <https://thediplomat.com/2018/08/china-wants-more-chinese-to-work-in-international-organizations/> [consulté le 4 juillet 2020].

« Ouïghours Génocide en cours », *Libération.fr*. 20 juillet 2020a. En ligne : https://www.liberation.fr/planete/2020/07/20/ouighours-genocide-en-cours_1794799 [consulté le 15 août 2020].

« A l'ONU, Emmanuel Macron se pose en ultime défenseur du multilatéralisme », *Le Monde.fr*. 29 avril 2020b. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/29/a-l-onu-emmanuel-macron-se-pose-en-ultime-defenseur-du-multilateralisme_6038083_3232.html [consulté le 12 juillet 2020].

« Le torchon brûle entre Taïwan et l'OMS », *Le Temps*. 14 avril 2020c. En ligne : <https://www.letemps.ch/monde/torchon-brule-entre-taiwan-loms> [consulté le 13 août 2020].

« Responding to China's New Tools of Global Influence », *War on the Rocks*. 1 avril 2020d. En ligne : <https://warontherocks.com/2020/04/responding-to-chinas-new-tools-of-global-influence/> [consulté le 25 mai 2020].

« Antoine Bondaz: «La Chine instrumentalise cette pandémie» », *Le Temps*. 19 mars 2020e. En ligne : <https://www.letemps.ch/monde/antoine-bondaz-chine-instrumentalise-cette-pandemie> [consulté le 13 août 2020].

« La Chine s'affirme dans les organisations internationales », *Le Temps*. 10 décembre 2019a. En ligne : <https://www.letemps.ch/opinions/chine-saffirme-organisations-internationales> [consulté le 23 juin 2020].

« Young and Merkley Introduce Bill to Investigate China's Influence in Multilateral Organizations | U.S. Senator Todd Young of Indiana ». 23 septembre 2019b. En ligne : <https://www.young.senate.gov/newsroom/press-releases/young-and-merkley-introduce-bill-to-investigate-chinas-influence-in-multilateral-organizations> [consulté le 15 juillet 2020].

« China Fights U.S. on 'Belt and Road' Reference in UN Resolution », *Bloomberg.com*. 11 septembre 2019c. En ligne : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-11/china-s-belt-and-road-plan-fuels-debate-over-un-s-afghan-mission> [consulté le 17 juillet 2020].

« UN envoys, activists tell of China pressure and 'threats' over Uygur event », *South China Morning Post*. 2 avril 2019d. En ligne : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3004214/un-diplomats-and-activists-describe-chinese-pressure-and> [consulté le 19 juillet 2020].

« World Report 2019: Rights Trends in L'emprise croissante de la Chine sur les institutions internationales », *Human Rights Watch*. 8 janvier 2019e. En ligne : <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325892> [consulté le 12 juillet 2020].

« Memorandum of Understanding MoU under the Belt and Road Initiative », Blog *Belt and Road Initiative*. 2018. En ligne : <https://www.beltrroad-initiative.com/memorandum-of-understanding-belt-and-road-initiative/> [consulté le 25 juin 2020].

« China may take bigger Unesco role after US withdrawal », *South China Morning Post*. 13 octobre 2017a. En ligne : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/2115305/china-could-take-bigger-role-unesco-after-us-withdrawal> [consulté le 5 juillet 2020].

« Russia and China veto Syria sanctions », *BBC News*. 28 février 2017b. En ligne : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-39116854> [consulté le 17 juillet 2020].

« A CHACUN SES DROITS DE L'HOMME. Relativisme chinois contre universalisme occidental », *Courrier international*. 3 décembre 2008. En ligne : <https://www.courrierinternational.com/article/2008/12/04/relativisme-chinois-contre-universalisme-occidental> [consulté le 21 juillet 2020].

« Analysis | China already leads 4 of the 15 U.N. specialized agencies — and is aiming for a 5th », *Washington Post*. En ligne : <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/03/03/china-already-leads-4-15-un-specialized-agencies-is-aiming-5th/> [consulté le 19 juillet 2020a].

« China goes after U.S. over more than \$1-billion owed to the UN ». En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/world/article-china-goes-after-us-over-more-than-1-billion-owed-to-the-un-2/> [consulté le 20 juillet 2020b].

« Dans les agences onusiennes, le recul américain favorise l'influence chinoise », *Challenges*. En ligne : https://www.challenges.fr/monde/dans-les-agences-onusiennes-le-recul-americain-favorise-l-influence-chinoise_706233 [consulté le 16 juillet 2020c].

« G77, UN and world leaders back China's epidemic control efforts », *chinadailyhk*. En ligne : <https://www.chinadailyhk.com/article/120782#G77-UN-and-world-leaders-back-China-s-epidemic-control-efforts> [consulté le 15 juillet 2020d].

« Géopolitique du Covid-19. Ce que nous révèle la crise du coronavirus | IRIS ». En ligne : <https://www.iris-france.org/publications/geopolitique-du-covid-19-ce-que-nous-revele-la-crise-du-coronavirus/> [consulté le 5 juillet 2020e].

« La chine demande aux etats unis de payer leur dette à l'ONU », *Figaro*. En ligne : <https://www.google.com/search?client=safari&rls=en&q=figaro+chine+demande+aux+etats+unis+de+payer+leur+dette+%C3%A0+l%27onu&ie=UTF-8&oe=UTF-8> [consulté le 20 juillet 2020f].

« Reform - The UN's structures built in 1945 are not fit for 2020, let alone beyond it | Special report | The Economist ». En ligne : <https://www.economist.com/special-report/2020/06/20/the-uns-structures-built-in-1945-are-not-fit-for-2020-let-alone-beyond-it> [consulté le 18 juillet 2020g].

« UNESCO may hire more Chinese staff: newspaper - Xinhua | English.news.cn ». En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2018-12/07/c_137656758.htm [consulté le 4 juillet 2020h].

Site internet

ALBERT, Eleanor. *China Appointed to Influential UN Human Rights Council Panel*. En ligne : <https://thediplomat.com/2020/04/china-appointed-to-influential-un-human-rights-council-panel/> [consulté le 23 juillet 2020].

AUTRAN, Frédéric. *Petit à petit, Pékin fait son nid aux Nations unies*. 2020. En ligne : https://www.liberation.fr/planete/2020/04/15/petit-a-petit-pek-in-fait-son-nid-aux-nations-unies_1785360 [consulté le 16 juillet 2020].

DIRECTION GENERALE DU TRESOR, Service Economique de l'Ambassade de France à New York. *Chiffres clefs des finances de l'ONU*. 2020. En ligne : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/RP-DP/817/chiffres-clefs-des-finances-de-l-onu> [consulté le 5 juillet 2020].

DIVISION, News. *U.S. Statement on Taiwan's Participation at the World Health Assembly*. 2020. En ligne : <https://www.hhs.gov/about/news/2020/05/19/us-statement-on-taiwan-participation-at-the-world-health-assembly.html> [consulté le 13 août 2020].

ENVIRONMENT, U. N. *Jian Liu*. 2017. En ligne : <http://www.unenvironment.org/fr/people/jian-liu> [consulté le 16 juillet 2020].

FARIGOUL, Sophie. *Programme des Nations Unies pour les établissements humains*. En ligne : <https://www.un.org/ruleoflaw/fr/un-and-the-rule-of-law/united-nations-human-settlements-programme/> [consulté le 30 juin 2020].

MAGAZINE, Le Point. *Taiwan, une île en voie de disparition diplomatique*. 2018. En ligne : https://www.lepoint.fr/monde/taiwan-une-ile-en-voie-de-disparition-diplomatique-22-08-2018-2245042_24.php [consulté le 14 juillet 2020].

MATTHEWS, Kyle et Margaret McCUAIG-JOHNSTON. *La Chine ne doit pas façonner l'avenir des droits de la personne à l'ONU*. En ligne : <http://theconversation.com/la-chine-ne-doit-pas-faconner-lavenir-des-droits-de-la-personne-a-lonu-137043> [consulté le 5 juillet 2020].

NATIONS, United. *La responsabilité de protéger | Nations Unies*. En ligne : <https://www.un.org/fr/chronicle/article/la-responsabilite-de-protger> [consulté le 3 août 2020a].

NATIONS, United. *The Group of 77 in a Changing World*. En ligne : <https://www.un.org/en/chronicle/article/group-77-changing-world> [consulté le 15 juillet 2020b].

SONNAD, Nikhil. *Read the full text of Xi Jinping's first UN address*. En ligne : <https://qz.com/512886/read-the-full-text-of-xi-jinpings-first-un-address/> [consulté le 3 août 2020].

TORTURE, UN Committee Against et China Association for Preservation and Development of Tibetan CULTURE. *Criminal Penalty in Tibet*. 2015. En ligne : <https://www.ecoi.net/en/document/1291950.html> [consulté le 22 juillet 2020]. China.

UNTOGO.ORG. *Les organisations onusiennes, marche pied de la Chine*. En ligne : <https://www.togodiplomatie.info/Nations-Unies/Les-organisations-onusiennes-marche-pied-de-la-Chine> [consulté le 3 août 2020].

Great Power Responsibility: The Evolution of Chinese Foreign Policy. 2020. En ligne : <https://macropolo.org/china-great-power-foreign-policy-covid19/> [consulté le 25 mai 2020].

中国已与 137 个国家、30 个国际组织签署 197 份“一带一路”合作文件_滚动新闻_中国政府网. 2019a. En ligne : http://www.gov.cn/xinwen/2019-11/15/content_5452490.htm [consulté le 30 juin 2020].

Pékin étend son emprise à l'ONU. 2019b. En ligne : <https://lecourrier.ch/2019/06/25/pekin-etend-son-emprise-a-lonu/> [consulté le 12 juillet 2020].

Un Chinois pour la première fois à la tête de la FAO. 2019. En ligne : <https://www.capital.fr/economie-politique/fao-election-du-directeur-general-offensive-de-charme-chinoise-pro-americaine-1342733> [consulté le 16 juillet 2020].

Report on the Sustainable Development of Chinese Private-Owned Enterprises along the Belt and Road | UNDP in China. 2019d. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/library/south-south-cooperation/report-on-the-sustainable-development-of-chinese-private-owned-e.html> [consulté le 1 juillet 2020].

Russian, US resolutions on Venezuela crisis both defeated at UN. 2019. En ligne : <https://www.france24.com/en/20190228-venezuela-maduro-un-russia-china-veto-us-resolution-urging-new-elections> [consulté le 3 août 2020].

Chine : Xi accentue encore la répression. 2019. En ligne : <https://www.hrw.org/fr/news/2019/01/17/chine-xi-accentue-encore-la-repression> [consulté le 23 juillet 2020].

China ILO cooperation. 2019g. En ligne : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---exrel/documents/publication/wcms_550919.pdf [consulté le 24 juillet 2020].

L'explosion économique de la Chine en chiffres. 2018. En ligne : <https://www.capital.fr/economie-politique/lexplosion-economique-de-la-chine-en-chiffres-1320132> [consulté le 14 juillet 2020].

With Its Latest Human Rights Council Resolution, China Continues Its Assault on the UN Human Rights Framework. 2018. En ligne : <https://chinachange.org/2018/04/09/with-its-latest-human-rights-council-resolution-china-continues-its-assault-on-the-un-human-rights-framework/> [consulté le 24 juillet 2020].

UN: China Blocks Activists, Harasses Experts. 2017. En ligne : <https://www.hrw.org/news/2017/09/05/un-china-blocks-activists-harasses-experts> [consulté le 21 juillet 2020].

M. Liu Zhenmin, Secrétaire Général Adjoint. 2017. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/fr/usg-liu.html> [consulté le 16 juillet 2020].

OMS | Vers une route de la soie sanitaire. 2017. En ligne : <http://www.who.int/dg/speeches/2017/health-silk-road/fr/> [consulté le 30 juin 2020].

How much do various countries contribute to the UN Budget? 2016. En ligne : <https://factly.in/united-nations-budget-contributions-by-member-countries/> [consulté le 14 juillet 2020].

Helen Clark: Statement at the Signing of the MoU between UNDP and the Government of the People's Republic of China on the Belt and Road Initiative and the implementation of the SDGs. 2016b. En ligne : <https://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/speeches/2016/09/19/helen-clark-statement-at-the-signing-of-the-mou-between-undp-and-the-government-of-the-people-s-republic-of-china-on-the-belt-and-road-initiative-and-the-implementation-of-the-sdgs.html> [consulté le 1 juillet 2020].

Chapitre I. 2015. En ligne : <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html> [consulté le 25 juillet 2020].

UN Charter, Chapter V. 2015. En ligne : <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-v/index.html> [consulté le 15 juillet 2020].

Sigles des organisations liées aux Nations unies. 2005. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/onu> [consulté le 2 juillet 2020].

“一带一路”建设与国际组织对接的五大亮点_评论频道_央视网(cctv.com). En ligne : <http://opinion.cctv.com/2019/04/30/ARTIOlqK1NEM8q2X7MAAnwIEP190430.shtml> [consulté le 30 juin 2020].

(COVID-19) La Chine fait un don à l'OMS pour la prévention et le contrôle du COVID-19 (porte-parole)_French.news.cn. En ligne : http://french.xinhuanet.com/2020-03/09/c_138859738.htm [consulté le 14 août 2020].

▷ *Coronavirus nombre de cas Taïwan | En direct* En ligne : <https://www.coronavirus-statistiques.com/stats-pays/coronavirus-nombre-de-cas-taiwan/> [consulté le 13 août 2020c].

A la une de Libé demain : Ouïghours : génocide en cours. En ligne : https://www.liberation.fr/direct/element/a-la-une-de-libe-demain-ouighours-genocide-en-cours_116601/ [consulté le 21 juillet 2020].

Agency Revenue by Government Donor (Assessed Contributions) | United Nations System Chief Executives Board for Coordination. En ligne : <https://www.unsystem.org/content/FS-D01-01> [consulté le 4 août 2020].

An Economic Theory of Alliances | RAND. En ligne : https://www.rand.org/pubs/research_memoranda/RM4297.html [consulté le 17 juillet 2020].

Belt and Road. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/belt-and-road.html> [consulté le 1 juillet 2020].

Belt and Road | UNDP in China. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/belt-and-road.html> [consulté le 4 août 2020].

Belt and Road Initiative Quick Info – Green Belt and Road Initiative Center. En ligne : <https://green-bri.org/belt-and-road-initiative-quick-info> [consulté le 25 juin 2020].

Biography | UNIDO. En ligne : <https://www.unido.org/who-we-are-structure-director-general/biography> [consulté le 16 juillet 2020].

Building on 70 Years of Achievements and Pursuing Progress in the New Era. En ligne : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/t1727381.shtml [consulté le 5 juillet 2020].

Cadre financier de l'ONU - SE de NEW YORK - ONU | Direction générale du Trésor. En ligne : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/RP-DP/817/cadre-financier-de-l-onu> [consulté le 21 juillet 2020].

China on behalf of 139 countries calls for full realization of right to development at UN - Xinhua | English.news.cn. En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2019-09/14/c_138390990.htm [consulté le 23 juillet 2020].

China Routs the United States at the United Nations Food and Agriculture Organization. En ligne : <https://foreignpolicy.com/2019/10/23/china-united-states-fao-kevin-moley/> [consulté le 16 juillet 2020].

China Wants More Chinese to Work in International Organizations. En ligne : <https://thediplomat.com/2018/08/china-wants-more-chinese-to-work-in-international-organizations/> [consulté le 18 juillet 2020].

China_vs_Taiwan,_global_struggle_for_recognition.png 2 767 × 1 980 pixels. En ligne : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/cc/China_vs_Taiwan%2C_global_struggle_for_recognition.png [consulté le 14 juillet 2020].

Chine - Croissance annuelle du PIB (%) | Statistiques. En ligne : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CHN/fr/NY.GDP.MKTP.KD.ZG.html> [consulté le 14 juillet 2020].

Chine - Nations Unies, maintient de la paix. En ligne : <https://peacekeeping.un.org/fr/china> [consulté le 5 juillet 2020].

Chine, Occident, deux visions de la mondialisation. En ligne : https://www.fondation-res-publica.org/Chine-Occident-deux-visions-de-la-mondialisation_a819.html [consulté le 5 juillet 2020].

Collaboration between China and UN-Habitat-Under the One Belt One Road Initiative: Executive Director visits Beijing | Urban Gateway. En ligne : <https://www.urbangateway.org/news/collaboration-between-china-and-un-habitat-under-one-belt-one-road-initiative-executive> [consulté le 24 juillet 2020].

Cooperation for Common Prosperity. En ligne : <https://www.cn.undp.org/content/china/en/home/presscenter/pressreleases/2017/05/14/cooperation-for-common-prosperity.html> [consulté le 1 juillet 2020].

Coronavirus : la Chine fait don de 30 millions de dollars à l'OMS après le retrait américain. En ligne : <https://www.lci.fr/international/coronavirus-la-chine-fait-don-de-30-millions-de-dollars-a-l-oms-apres-le-retrait-americain-annonce-par-donald-trump-2151803.html> [consulté le 13 août 2020].

Documents officiels et publications de l'ONU | Permanent Missions. En ligne : <https://www.un.int/fr/pm/documents-officiels-et-publications-de-lonu> [consulté le 14 août 2020].

Équipe de direction du Siège de l'OMS. En ligne : <https://www.who.int/fr/dg/who-headquarters-leadership-team> [consulté le 16 juillet 2020x].

Examen de la procédure à suivre pour la nomination du Directeur général de l'Organisation - UNESCO Bibliothèque Numérique. En ligne : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000181145_fr [consulté le 15 juillet 2020].

Face aux déplacements massifs de population, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés encourage le Conseil de sécurité à assumer sa part de responsabilité | Couverture des réunions & communiqués de presse. En ligne : <https://www.un.org/press/fr/2017/cs13053.doc.htm> [consulté le 30 juin 2020z].

FAO - News Article: Candidates for the post of FAO Director-General announced. En ligne : <http://www.fao.org/news/story/en/item/1183644/icode/> [consulté le 15 juillet 2020].

G77 + China Annual Ministerial Meeting - General Assembly of the United Nations. En ligne : <https://www.un.org/pga/73/2018/09/27/g77-china-annual-ministerial-meeting/> [consulté le 15 juillet 2020].

HCDH | Le Conseil adopte dix résolutions, dont six - notamment celle sur le Venezuela - a l'issue d'un vote. En ligne : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=23652&LangID=F> [consulté le 23 juillet 2020].

HCDH | Le Conseil adopte douze résolutions, dont celles sur le Nicaragua et sur Sri Lanka. En ligne : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=24389&LangID=F> [consulté le 23 juillet 2020].

Here's What Taiwan Told the WHO at the Start of the Virus Outbreak. En ligne : <https://time.com/5826025/taiwan-who-trump-coronavirus-covid19/> [consulté le 14 juillet 2020].

Insights into Editorial: China's growing clout at the UN - INSIGHTSIAS. En ligne : <https://www.insightsonindia.com/2019/10/25/insights-into-editorial-chinas-growing-clout-at-the-un/> [consulté le 14 août 2020].

L'ONU. En ligne : <https://www.defense.gouv.fr/dgris/action-internationale/l-onu/l-onu> [consulté le 5 juillet 2020].

L'ONU, un mécanisme imparfait mais indispensable. En ligne : <https://www.iris-france.org/73055-lonu-un-mecanisme-imparfait-mais-indispensable/> [consulté le 5 juillet 2020].

L'Équipe de haute direction de l'OMPI. En ligne : https://www.wipo.int/about-wipo/fr/activities_by_unit/management.jsp [consulté le 16 juillet 2020ai].

La Chine demande à Bachelet (Onu) de respecter sa souveraineté. En ligne : https://www.challenges.fr/monde/la-chine-demande-a-bachelet-onu-de-respecter-sa-souverainete_611935 [consulté le 24 juillet 2020].

La Chine et la Fédération de Russie bloquent un projet de résolution sur la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes graves commis en Syrie | Couverture des réunions & communiqués de presse. En ligne : <https://www.un.org/press/fr/2014/CS11407.doc.htm> [consulté le 26 juillet 2020].

La Chine soutient l'ONU et l'OMS dans leur rôle en matière de coopération internationale contre la pandémie de COVID-19, déclare Xi Jinping_French.news.cn. En ligne : http://french.xinhuanet.com/2020-05/16/c_139060659.htm [consulté le 5 juillet 2020].

La responsabilité de protéger | IRIS. En ligne : <https://www.iris-france.org/note-de-lecture/la-responsabilite-de-protoger/> [consulté le 3 août 2020].

Le Secrétaire général nomme M. Guang Cong, de la Chine, Représentant spécial adjoint au Soudan du Sud | Couverture des réunions & communiqués de presse. En ligne : <https://www.un.org/press/fr/2020/sga1953.doc.htm> [consulté le 16 juillet 2020].

Les liaisons dangereuses entre l'OMS et la Chine ont marqué la crise du coronavirus. En ligne : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/27/les-liaisons-dangereuses-entre-l-oms-et-la-chine-ont-marque-la-crise-du-coronavirus_6037929_3210.html [consulté le 5 juillet 2020ap].

Les votes de l'Assemblée générale de l'ONU de 1985 à nos jours. Pistes (carto)graphiques. En ligne : <https://mappemonde-archive.mgm.fr/num25/articles/art10104.html> [consulté le 15 juillet 2020aq].

List of deliverables of Belt and Road forum - Xinhua | English.news.cn. En ligne : http://www.xinhuanet.com/english/2017-05/15/c_136286376.htm [consulté le 30 juin 2020ar].

List of Deliverables of the Second Belt and Road Forum for International Cooperation. En ligne : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1658767.shtml [consulté le 30 juin 2020].

Munich Security Conference. En ligne : <https://www.who.int/dg/speeches/detail/munich-security-conference> [consulté le 13 août 2020].

OMS | Dr Ren Minghui. En ligne : <http://www.who.int/dg/adg/ren-minghui/fr/> [consulté le 16 juillet 2020].

onu_droit-de-veto.png 1 000 × 1 075 pixels. En ligne : https://www.monde-diplomatique.fr/IMG/png/onu_droit-de-veto.png [consulté le 18 juillet 2020].

Pascal Boniface. Géopolitologue et directeur de l'IRIS de Paris : «La pandémie de Covid-19 révèle la crise de la gouvernance mondiale» | El Watan. En ligne : <https://www.elwatan.com/edition/international/pascal-boniface-geopolitologue-et-directeur-de-liris-de-paris-la-pandemie-de-covid-19-revele-la-crise-de-la-gouvernance-mondiale-09-05-2020> [consulté le 5 juillet 2020aw].

Previous USGs | Under-Secretary-General Liu Zhenmin - United Nations Department of Economic and Social Affairs. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/statements/previous-usg.html> [consulté le 4 juillet 2020ax].

Profiles -Belt and Road Portal. En ligne : https://eng.yidaiyilu.gov.cn/info/iList.jsp?cat_id=10076 [consulté le 25 juin 2020].

Qu'est-ce que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? | Vie publique.fr. En ligne : <https://www.vie-publique.fr/fiches/269898-quest-ce-que-le-droit-des-peuples-disposer-deux-memes> [consulté le 3 août 2020az].

Quelle reconnaissance internationale pour le régime de Taipei ? – Géoconfluences. En ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Chine/popup/CorcuffInternat.htm> [consulté le 14 juillet 2020].

RES/35/21 The contribution of development to the enjoyment of all human rights | RightDocs - Where human rights resolutions count. En ligne : <https://www.right-docs.org/doc/a-hrc-res-35-21/> [consulté le 22 juillet 2020].

Security Council - Veto List. En ligne : https://www.un.org/Depts/dhl/resguide/scact_veto_table_en.htm [consulté le 13 juillet 2020].

Should China continue to keep a low-profile attitude? - People's Daily Online. En ligne : <http://en.people.cn/90883/8057776.html> [consulté le 13 juillet 2020].

Staff Nationality | United Nations System Chief Executives Board for Coordination. En ligne : <https://www.unsystem.org/content/staff-nationality> [consulté le 5 juillet 2020].

Statement High Level Symposium on the Belt and Road Initiative and 2030 Agenda | Under-Secretary-General Liu Zhenmin - United Nations Department of Economic and Social Affairs. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/statements/mr-liu/2018/06/hl-on-belt-road-2030-agenda.html> [consulté le 4 juillet 2020].

Statut de Taïwan — Wikipédia. En ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/Statut_de_Ta%C3%AFwan [consulté le 14 août 2020bh].

Suspension du financement de l'OMS : cinq minutes pour comprendre la décision choc de Trump - Le Parisien. En ligne : <https://www.leparisien.fr/international/suspension-du-financement-de-l-oms-cinq-minutes-pour-comprendre-la-decision-choc-de-trump-15-04-2020-8300061.php> [consulté le 13 août 2020].

Taïwan, l'oublié de l'ONU. En ligne : <https://www.lefigaro.fr/international/2018/09/19/01003-20180919ARTFIG00094-taiwan-l-oublie-de-l-onu.php> [consulté le 12 juillet 2020].

The Belt and Road Initiative: Progress, Problems and Prospects | Center for Strategic and International Studies. En ligne : <https://www.csis.org/belt-and-road-initiative-progress-problems-and-prospects> [consulté le 25 juin 2020].

The Group of 77 - Schedule of Major Meetings. En ligne : <https://www.g77.org/doc/meetings.html> [consulté le 15 juillet 2020].

The United Nations Peace and Development Trust Fund. En ligne : <https://www.un.org/en/unpdf/index.shtml> [consulté le 19 juillet 2020].

The United Nations Peace and Development Trust Fund. En ligne : <https://www.un.org/en/unpdf/index.shtml> [consulté le 20 juillet 2020].

Timeline of China's battle against COVID-19 pandemic - Global Times. En ligne : <https://www.globaltimes.cn/content/1190796.shtml> [consulté le 13 août 2020].

Twitter. En ligne : <https://twitter.com/veraforreform/status/890847845703704576/photo/1> [consulté le 16 juillet 2020].

UN Agencies BRI Involvement 02 (01 Oct 2018).pdf. En ligne : <http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/26318/UN%20Agencies%20BRI%20Involvement%2002%20%2801%20Oct%202018%29.pdf?sequence=17&isAllowed=y> [consulté le 24 juillet 2020].

UN Careers. En ligne : <https://careers.un.org/lbw/home.aspx?viewtype=sc&lang=fr-FR> [consulté le 16 juillet 2020].

Under-Secretary-General Liu Zhenmin - United Nations Department of Economic and Social Affairs | Statements from Mr. LIU. En ligne : <https://www.un.org/development/desa/statements/> [consulté le 4 juillet 2020].

UNDP and China to Cooperate on Belt and Road Initiative. En ligne : <https://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/pressreleases/2016/09/19/undp-and-china-to-cooperate-on-belt-and-road-initiative.html> [consulté le 30 juin 2020].

UNIDO further engages with the Belt and Road Initiative | UNIDO. En ligne : <https://www.unido.org/news/unido-further-engages-belt-and-road-initiative> [consulté le 25 juin 2020].

United Nations Poised to Support Alignment of China's Belt and Road Initiative with Sustainable Development Goals, Secretary-General Says at Opening Ceremony | Meetings Coverage and Press Releases. En ligne : <https://www.un.org/press/en/2019/sgsm19556.doc.htm> [consulté le 25 juin 2020].

United Nations Security Council: How can China lose its veto power? - Quora. En ligne : <https://www.quora.com/United-Nations-Security-Council-How-can-China-lose-its-veto-power> [consulté le 18 juillet 2020bw].

UNPO: UNPO Denounces Chinese Attacks on its Vice-President. En ligne : <https://unpo.org/article/21640> [consulté le 23 juillet 2020].

Visualize the World's Funding for the United Nations. En ligne : <https://howmuch.net/articles/united-nations-budget-contributions-by-country-2019> [consulté le 5 juillet 2020].

Welcoming and resisting China's growing role in the UN | Clingendael. En ligne : <https://www.clingendael.org/publication/welcoming-and-resisting-chinas-growing-role-un> [consulté le 17 juillet 2020].

What Does China's Pursuit of a Global Coalition Mean for World Politics? | RAND. En ligne : <https://www.rand.org/blog/2018/10/what-does-chinas-pursuit-of-a-global-coalition-mean.html> [consulté le 23 juillet 2020].

WHO, China leaders discuss next steps in battle against coronavirus outbreak. En ligne : <https://www.who.int/news-room/detail/28-01-2020-who-china-leaders-discuss-next-steps-in-battle-against-coronavirus-outbreak> [consulté le 13 août 2020].

Who's Who? - Strategic Advisory Board. En ligne : <https://en.unesco.org/about-us/whoswho> [consulté le 16 juillet 2020cc].

Wilson Center Digital Archive. En ligne : <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/collection/178/china-at-the-united-nations> [consulté le 6 juillet 2020cd].

World Report 2019: Chine | Human Rights Watch. En ligne : <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325610> [consulté le 23 juillet 2020].

Xi urges breaking new ground in major country diplomacy with Chinese characteristics - Xinhua | English.news.cn. En ligne : http://xinhuanet.com/english/2018-06/24/c_137276269.htm [consulté le 5 juillet 2020].

Zhao Tingyang, philosophe de l'utopie inclusive. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/03/25/zhao-tingyang-philosophe-de-l-utopie-inclusive_5276134_3232.html [consulté le 3 août 2020].